



avocalix
par legalix

CONDITIONS GENERALES DE VENTE ET D'UTILISATION

Article 1 : Objet des conditions générales de vente et d'utilisation

Les présentes conditions générales de vente et d'utilisation (CGVU) s'appliquent à l'ensemble des services proposés par la société LEGALIX, dans le cadre de la création de leur site internet, aux utilisateurs (ci-après « l'Utilisateur » ou « les Utilisateurs »).

Les CGVU sont applicables à tout utilisateur dès la création d'un compte sur le site www.avocalix.com, dans ces conditions, l'inscription de l'Utilisateur sur le Site vaut acceptation pleine et entière des présentes CGVU.

De même, la navigation sur le Site ou la simple utilisation de la plateforme et de ses services vaut acceptation pleine et entière des présentes CGVU.

Ces conditions générales de vente s'appliquent à l'exclusion de toutes autres conditions, et notamment celles applicables pour les ventes sur internet ou par tout autre circuit de distribution et de commercialisation.

LEGALIX se réserve la possibilité de modifier à tout moment ces conditions générales, étant précisé que les conditions appli-

cables à l'Utilisateur seront celles en vigueur à la date de sa commande sur le Site.

En cas de modifications ultérieures des présentes CGVU, la version applicable aux Utilisateurs est celle en vigueur sur le site internet à la date de la passation de la commande.

Si l'Utilisateur n'accepte pas les présentes CGVU, il renonce à toute utilisation du Site.

Article 2 : Définitions

Avocat : juristes qui exercent une profession réglementée définie par la Loi 71-1130 du 31 décembre 1971 sur la réforme de certaines professions judiciaires et juridiques. Il s'agit des personnes physiques inscrites à un Barreau français.

Client : client de l'Avocat ayant contacté ce dernier ou ayant commandé une prestation de service auprès de celui-ci par l'intermédiaire de son Site Avocalix.

Compte : désigne le compte créé par l'Utilisateur sur le site Avocalix.

Plateforme : désigne le générateur de site web accompagné de différents modules proposé par Avocalix sur le site www.avocalix.com. Avocalix est édité par la société LEGALIX, sis 54, Avenue Hoche – 75008 PARIS.

Site : désigne le ou les sites créés par l'Utilisateur par l'intermédiaire de la plateforme Avocalix.

Utilisateur : désigne un avocat ayant souscrit aux services d'Avocalix.

Article 3 : Les services proposés par Avocalix

Détail de l'offre Avocalix pour 24,90 €HT/mois

- Site multilingue et personnalisable à volonté, frais techniques et de maintenance ;
- Une interface intuitive et dynamique. Fourniture de logo et de texte ;
- Accès à une banque d'images diversifiée avec plus de 2 230 000 photos professionnelles et libres de droits. Une banque de vidéos pour les modèles avec vidéos en arrière-plan ;
- Plus de 216 modèles de sites professionnels disponibles adaptés aux mobiles et aux tablettes ;
- Outil de publication de site et de gestion des contenus permettant des mises à jour illimitées ;
- Un formulaire de contact pour échanger avec vos clients et un plan map intégré pour leur permettre de vous localiser ;
- Option multilingue et tableau de bord ;
- Domaine et hébergement ainsi que les certificats SSL ;
- En cas de résiliation du service, votre nom de domaine et vos contenus vous appartiennent ;
- Assistance par email ou chat en ligne, situés en France.

Détails des modules supplémentaires (options legaltech à la carte) : 20€ HT/mois et par option (sauf exceptions signalées)

- 1 - Module consultations par téléphone ou par mail, selon un prix, une durée et des modalités déterminés par vous - gestion 100% en ligne + Module prise de rendez-vous en ligne ;
- 2 - Un blog au design en adéquation avec la charte graphique de votre site internet (même identité visuelle) ;

- 3 - Module terminal de carte bleue + paiement des honoraires en ligne pour toutes prestations spécifiques éventuelles (exemple : forfait contentieux, garde à vue, etc), hors consultations ou prise de rendez-vous (pas de commission Avocalix sur les transactions, juste vos frais bancaires) ;
- 4 - Module fil d'actualités juridiques quotidiennes de façon automatisée dans votre domaine d'intervention ;
- 5 - Option personnalisation par un expert : Vous n'avez pas le temps de rédiger des textes pour votre site, choisir des photos, des couleurs, un graphisme ? Confiez cette tâche à un expert Avocalix qui personnalisera votre site en fonction de vos goûts et de vos objectifs en matière de communication (**100€ht/mois pendant un an**) ;
- 6 - Module barre de réseaux sociaux pour une communication diversifiée et une présence digitale renforcée (Facebook, Twitter, LinkedIn, etc) ;
- 7 - Modules e-mails professionnels personnalisés jusqu'à 10 adresses de messageries professionnelles ;
- 8 - Module signature électronique légale, sécurisée et certifiée aux niveaux français et européen ;
- 9 - Module chat en ligne pour une communication fluide et en temps réel avec vos clients ;
- 10 - Module générateur automatique de documents juridiques personnalisés –(statuts, baux, contrat de travail, ...) incluant la possibilité d'intégrer en ligne, vos propres clauses spécifiques, pour un contrat modulable (**49€90ht/mois**) ;

- 11 - Créez, modifiez, supprimez des rendez-vous type proposés à vos clients, en ligne, pour leur accueil en cabinet. Par exemple : 1h de rendez-vous en cabinet. Déterminez le coût, la durée et le type de rendez-vous proposés. Vos clients prennent rendez-vous avec vous sur votre site internet, procèdent au paiement et le jour J, se rendent au cabinet ;
- 12 - Agenda synchronisé **inclus dans les options rendez-vous en ligne**, téléconsultation et consultation par téléphone. Gérez votre agenda et ceux de vos équipes. Vos clients ne peuvent prendre rendez-vous dans votre agenda que pendant les plages indiquées comme étant disponibles à cet effet. Votre agenda se met à jour automatiquement et au fur et à mesure de vos rendez-vous ;
- 13 - Service sur mesure : proposez des forfaits, des packs, des abonnements ou des paiements échelonnés, des formules sur mesure à vos clients en fonction de vos envies et vos domaines de compétences ;
- 14 - Bénéficiez d'une salle de réunion virtuelle personnelle (lien visioconférence de votre cabinet). Pour des séances de télé-travail ou pour des téléconsultations payantes. Déterminez le coût et la durée de vos téléconsultations. Vos clients les commandes sur votre site, procèdent au paiement et reçoivent automatiquement par mail un accusé de réception avec un récapitulatif de leurs demandes et un lien pour leur séance de téléconsultation ;

Option de référencement et communication en ligne offre FORMULE STARTER à partir de 249,90€HT/mois (engage-

ment minimum de 3 mois, tacitement reconductible – dénonciation par mail avec préavis de 30 jours)

- Installation, gestion et optimisation d'une campagne de publicités pour un domaine de compétence ;
- Mise en place de Google Analytics afin d'analyser les résultats des campagnes et rapport mensuel ;
- Référencement local avec Google My Business ;

N.B.: Le coût de la prestation ne comprends en aucun cas le coût des mots clés Google, qui reste à votre charge.

Investissement publicitaire recommandé : 300 €/mois.

L'expertise d'Avocalix permet de garantir à ses clients l'obtention de plus de sollicitations de clients potentiels via des campagnes de publicités et de communication personnalisées. Si, dans les 60 premiers jours suivant le lancement de votre plan communication, vous constatez que ce plan ne vous génère pas des sollicitations de clients potentiels, vous pourrez nous adresser un email à contact@avocalix.com pour bénéficier d'un remboursement. Pour bénéficier de ce remboursement il conviendra de démontrer que vous n'avez eu aucune sollicitation de clients résultant des actions mises en place par Avocalix.

ATTENTION : ne sont exclusivement éligibles a cette garantie que les utilisateurs ou clients abonnés à Avocalix et n'ayant pas déjà mis en œuvre une ou plusieurs des actions prévues ou mises en œuvre, dans les plans de communication ou offre de référencement d'Avocalix. Les clients non éligibles en raison de la mise en œuvre d'action de communication similaires à celles mise en œuvre par Avocalix bénéficieront néanmoins d'une obligation de moyen classique à toutes obligations de conseil. Ces clients ou utilisatuers non élgibes sont ceux disposant ou

ayant disposé avant la mise en oeuvre des plan d'action Avocalix:

- d'un compte google adwords et google mybusiness et/ou
- de campagnes publicitaires sur les réseaux sociaux et/ou
- d'une newsletter et/ou
- d'un blog régulièrement alimenté et/ou
- d'un bon référencement naturel
- et/ou de landing page en plus de leur site ou de plusieurs sites pour leur communication
- et/ou de toutes autres actions présentées dans les plans de communication Avocalix

Option de référencement et communication en ligne – FORMULE PREMIUM: 1.000€ HT /mois

(engagement minimum de 3 mois, tacitement reconductible – dénonciation par mail avec préavis de 30 jours)

- Formule starter pour 3 domaines de compétences maximum + Audit et détermination d'une stratégie sur mesure ;
- Création d'une page de destination (mini site secondaire) pour challenger votre site de référence et générer plus de sollicitations clients dans votre domaine de compétence principal. (A/B testing) ;
- Travail de recherche des mots-clés pour la rédaction de vos articles de blog avec optimisation SEO ;
- Référencement naturel : rédaction de 12 articles de blog par an ou un article par mois (450 mots par article), sur les thèmes sur lesquels vous souhaitez être le plus visible ou attirer le plus de clients potentiels (articles rédigés par nos rédacteurs) + Netlinking ou renvoi entre les différents articles pour inciter vos visiteurs à rester sur votre blog ;
- Création d'une newsletter avec vos 12 articles de blogs qui seront adressés à vos clients et/ou visiteurs une fois par mois, lors de leur diffusion ;

- Création d'un formulaire contextuel pour l'inscription à la newsletter sur votre site + notification par mail pour chaque nouvel inscrit.

N.B.: Le coût de la prestation ne comprends en aucun cas le coût des mots clés Google, qui reste à votre charge.
Investissement publicitaire recommandé : 600 €/mois.

L'expertise d'Avocalix permet de garantir à ses clients l'obtention de plus de sollicitations de clients potentiels via des campagnes de publicités et de communication personnalisées. Si, dans les 60 premiers jours suivant le lancement de votre plan communication, vous constatez que ce plan ne vous génère pas des sollicitations de clients potentiels, vous pourrez nous adresser un email à contact@avocalix.com pour bénéficier d'un remboursement. Pour bénéficier de ce remboursement il conviendra de démontrer que vous n'avez eu aucune sollicitation de clients résultant des actions mises en place par Avocalix.

ATTENTION : ne sont exclusivement éligibles a cette garantie que les utilisateurs ou clients abonnés à Avocalix et n'ayant pas déjà mis en œuvre une ou plusieurs des actions prévues ou mises en œuvre, dans les plans de communication ou offre de référencement d'Avocalix. Les clients non éligibles en raison de la mise en œuvre d'action de communication similaires à celles mise en œuvre par Avocalix bénéficieront néanmoins d'une obligation de moyen classique à toutes obligations de conseil. Ces clients ou utilisateurs non éligibles sont ceux disposant ou ayant disposé avant la mise en oeuvre des plan d'action Avocalix:

- d'un compte google adwords et google mybusiness et/ou
- de campagnes publicitaires sur les réseaux sociaux et/ou
- d'une newsletter et/ou
- d'un blog régulièrement alimenté et/ou
- d'un bon référencement naturel

- et/ou de landing page en plus de leur site ou de plusieurs sites pour leur communication
- et/ou de toutes autres actions présentées dans les plans de communication Avocalix

Option stratégie multicanal et plan d'action communication (Inbound Marketing) - FORMULE PRIVILÈGE : 2.500€ HT/mois (engagement minimum de 3 mois, tacitement reconductible – dénonciation par mail avec préavis de 30 jours)

- Audit et détermination d'une stratégie sur mesure ;
- Installation, gestion et optimisation de campagne pour vos domaines de compétence sur Google Adwords et un réseau social qui sera choisi en fonction du type de clientèle que vous ciblez (Facebook, LinkedIn ou Twitter). Ceci vous permettra d'apparaître en première ligne sur des mots clés choisis en fonction de vos objectifs ;
- Mise en place de Google Analytics (pour avoir toutes les métriques sur les visiteurs de votre site) + rapport mensuel avec statistiques + référencement local avec google my business ;
- Création de plusieurs pages de destination (mini sites secondaires), à raison d'un ou deux mini site landing page, pour chacun de vos domaines de compétence (A/B testing). Ce, afin de challenger votre site de référence, générer plus de sollicitations clients et optimiser le taux de conversion client et/ou le retour sur investissement, dans ces domaines ;
- Travail de recherches des mots-clés pour la rédaction de vos articles de blog avec optimisation SEO ;
- Référencement naturel : rédaction de 24 articles (450 à 800 mots) de blog par an ou un article tous les 15 jours, sur les thèmes sur lesquels vous souhaitez être le plus visible ou attirer le plus de clients potentiels (articles rédigés par nos

rédacteurs) + Netlinking ou renvoi entre les différents articles pour inciter vos visiteurs à rester sur votre blog ;

- Création d'une newsletter avec vos 24 articles de blogs qui seront adressés à vos clients et/ou visiteurs tous les 15 jours, lors de leur diffusion (rédigés par nos rédacteurs sur des thèmes sur lesquels vous souhaitez développer votre cabinet) ;
- Création d'un formulaire contextuel pour l'inscription à la newsletter sur votre site + notification par mail pour chaque nouvel inscrit ;
- Création d'un contenu premium par trimestre donc 4 contenus par an, rédigés par nos rédacteurs et graphistes, sur des thèmes sur lesquels vous souhaitez développer votre cabinet (livre blanc, études de cas, check list, vidéo, infographies, ou tout autre contenu premium offert à vos visiteurs en vue d'optimiser votre notoriété, votre positionnement d'expert et vos interactions avec votre cible de clients potentiels) + email de suivi pour les nouveaux inscrits ;
- Création d'une page de destination (mini site secondaire) pour le téléchargement de chacun de vos contenus premium, la communication autour de ces contenus et la génération de trafic vers votre cabinet ;
- Promotion des articles de blog et de vos contenus premium pour une visibilité maximale sur google et les réseaux sociaux ;
- Mise en place d'un CRM de gestion clients, pour vous aider à gérer le cas échéant vos visiteurs et clients potentiels résultant de votre stratégie de communication;

N.B.: Le coût de la prestation ne comprends en aucun cas le coût des mots clés Google, qui reste à votre charge.

Investissement publicitaire recommandé : 1.000 €/mois.

L'expertise d'Avocalix permet de garantir à ses clients l'obtention de plus de sollicitations de clients potentiels via des cam-

pagnes de publicités et de communication personnalisées. Si, dans les 60 premiers jours suivant le lancement de votre plan communication, vous constatez que ce plan ne vous génère pas des sollicitations de clients potentiels, vous pourrez nous adresser un email à contact@avocalix.com pour bénéficier d'un remboursement. Pour bénéficier de ce remboursement il conviendra de démontrer que vous n'avez eu aucune sollicitation de clients résultant des actions mises en place par Avocalix.

ATTENTION : ne sont exclusivement éligibles a cette garantie que les utilisateurs ou clients abonnés à Avocalix et n'ayant pas déjà mis en œuvre une ou plusieurs des actions prévues ou mises en œuvre, dans les plans de communication ou offre de référencement d'Avocalix. Les clients non éligibles en raison de la mise en œuvre d'action de communication similaires à celles mise en œuvre par Avocalix bénéficieront néanmoins d'une obligation de moyen classique à toutes obligations de conseil. Ces clients ou utilisatuers non élgibes sont ceux disposant ou ayant disposé avant la mise en oeuvre des plan d'action Avocalix:

- d'un compte google adwords et google mybusiness et/ou
- de campagnes publicitaires sur les réseaux sociaux et/ou
- d'une newsletter et/ou
- d'un blog régulièrement alimenté et/ou
- d'un bon référencement naturel
- et/ou de landing page en plus de leur site ou de plusieurs sites pour leur communication
- et/ou de toutes autres actions présentées dans les plans de communication Avocalix

Article 4 : Création du compte

L'utilisation de la Plateforme et de tout ou partie des services est conditionnée à la création d'un compte sur le site www.avocalix.com.

La création d'un Compte est gratuite et ouverte à tout avocat inscrit à un tableau de l'ordre d'un Barreau français.

Pour créer un Compte, l'Utilisateur doit fournir un certain nombre d'informations personnelles notamment ses coordonnées. L'Utilisateur est responsable de l'exactitude et de la mise à jour des informations fournies. Tout changement concernant ces informations doit être notifié à LEGALIX et confirmé en cas de demande par ce dernier. Le refus par un membre de fournir lesdites informations aura pour effet d'empêcher la création du Compte et par conséquent, l'utilisation des Services proposés sur la Plateforme.

La création d'un compte entraîne l'acceptation des présentes CGVU et la création d'un espace personnel sur la Plateforme. Pour y accéder, il suffit de cliquer sur l'icône « Se connecter » et de renseigner son e-mail et son mot de passe.

Tout tiers accédant au Compte de l'Utilisateur aura la possibilité de modifier le Compte et le Site de ce dernier, ces actions étant réputées accomplies au nom de l'Utilisateur. L'Utilisateur ne doit donc pas communiquer ses identifiants de connexion à un tiers notamment son mot de passe qui est confidentiel. Il est responsable du maintien de la confidentialité de ces derniers ainsi que des restrictions d'accès à son ordinateur et de toutes les activités effectuées depuis son Compte ou avec ses identifiants.

Une fois le Compte créé, l'Utilisateur bénéficie d'une période d'essai de 30 jours pour tester les Services proposés par Avocalix. Si l'Utilisateur n'a pas désactivé son compte au bout du

délai de 30 jours, l'abonnement ferme est souscrit et il sera automatiquement prélevé tous les mois au titre des frais d'abonnement.

L'abonnement est d'une durée d'un an tacitement renouvelable. En fonction de la formule choisie, le Client peut bénéficier d'un certain nombre de Services.

L'Utilisateur reçoit chaque mois une facture correspondant au paiement des frais d'abonnement.

En cas d'abus de l'essai, Avocalix aura la faculté discrétionnaire de suspendre ou de clore le compte d'essai gratuit. L'admissibilité à l'essai gratuit pourra être déterminée, notamment, au regard de l'adresse e-mail, de l'adresse IP ou des informations de paiement utilisées dans une période récente pour la création d'un autre compte.

Au terme de la période d'essai, l'Utilisateur a la possibilité de souscrire un abonnement afin de mettre en ligne son Site. A défaut de souscription, le Site d'essai de l'Utilisateur sera désactivé ou supprimé.

Article 5 : Souscription de l'abonnement et mise en ligne du site

Pour souscrire un abonnement, l'Utilisateur doit tout d'abord sélectionner les services dont il souhaite bénéficier sur la Plateforme et accepter les CGVU.

Lors de la souscription de l'abonnement, et à tout moment pendant l'essai gratuit, l'Utilisateur peut renseigner ses références de carte bancaire.

Pendant les 30 jours suivants, l'Utilisateur peut modifier son compte et le désactiver. Si l'Utilisateur n'a pas désactivé son

compte au bout du délai de 30 jours, l'abonnement ferme est souscrit et il sera automatiquement prélevé tous les mois au titre des frais d'abonnement.

Le paiement de la commande est ensuite réalisé sur la Plateforme et permet à l'Utilisateur de bénéficier des services souscrits durant toute la durée de l'abonnement. L'abonnement prend pleinement effet au jour de la réalisation du paiement.

L'abonnement est d'une durée d'un an et est automatiquement reconductible jusqu'à sa résiliation, sauf résiliation par l'Utilisateur au moins 30 jours avant la fin de l'abonnement.

A la suite de la prise d'effet de l'abonnement, LEGALIX procède à une demande d'enregistrement du nom de domaine. Le Site de l'Utilisateur est ensuite mis en ligne dans un délai de 1 heure à 48 heures.

Au moment de la souscription de l'abonnement, l'Utilisateur dispose d'un logiciel intégré de recherche de disponibilité des noms de domaine proposé par LEGALIX.

LEGALIX ne peut pas être tenu pour responsable des délais d'attribution et d'enregistrement du nom de domaine choisi par l'Utilisateur. LEGALIX ne garantit pas la disponibilité du nom de domaine choisi par l'Utilisateur et ne peut pas être tenu pour responsable du défaut de disponibilité d'un nom de domaine.

Article 6 : Prix des services et modalités de paiement

6.1. Prix des services

Les abonnements et Options	Prix
Forfaits	
Site classique personnalisable multi-lingue	24,90€ HT/mois
Communication - formule Starter	249,90 € HT/mois
Communication - formule Premium	1000 € HT/mois
Communication - formule Privilège	2500 € HT/mois
Options Legaltech à la carte	
Module de consultations par téléphone ou par mail	20€HT/mois
Module de consultations par mail	20€HT/mois
Module de prise de rendez-vous en ligne	20€HT/mois
Un blog au design en adéquation avec la charte graphique de votre site internet	20€HT/mois
Paiement en ligne et par CB	20€HT/mois*
Fils d'actualités juridiques quotidiens	20€HT/mois
Option personnalisation par un expert	100€HT/mois
Adresse e-mails personnalisés possibles jusqu'à 10 adresses	20€HT/mois
Chat en ligne	20€HT/mois
Barre de réseaux sociaux	20€HT/mois
Signature électronique	20€HT/mois**
Module générateur automatique de documents juridiques personnalisés	49,90€HT/mois
Agenda synchronisable	Inclus
Tableau de bord	Inclus

* + Vos frais bancaires au titre des transactions en ligne par carte bleue soit 1,4% + 0,25 € par transaction

** Pour 10 signatures + 2€99 ht€/signature à partir de la 11e signature

6.2. Modalités de paiement

L'abonnement est payé mensuellement selon le montant TTC des services commandés. Le prix total mensuel de l'abonnement est indiqué au sein de l'espace personnel de l'Utilisateur.

La souscription d'un abonnement implique le paiement de la première mensualité lors de la validation de la souscription par l'Utilisateur et entraîne une autorisation de prélèvement mensuel automatique par la suite, sous réserve de la résiliation par l'Utilisateur.

Lors de la souscription de l'abonnement, l'Utilisateur met en place un prélèvement automatique, soit par virement, soit par carte bancaire, en vue du règlement des frais d'abonnement tous les mois. Les informations relatives au compte bancaire ou à la carte bancaire sur lesquels est réalisé le prélèvement peuvent être modifiées à tout moment par l'Utilisateur via son compte.

Le prélèvement mensuel interviendra au jour calendaire de la souscription initiale de l'abonnement.

En cas de retard ou d'incident de paiement, LEGALIX aura la faculté de suspendre l'abonnement, après en avoir informé l'Utilisateur par courrier électronique. Une indemnité forfaitaire de frais de recouvrement de 40 euros et une indemnité égale à trois fois le taux d'intérêt légal pourront également être réclamées à l'Utilisateur.

A défaut de régularisation dans un délai de 8 jours, LEGALIX aura la faculté de résilier l'abonnement de l'Utilisateur.

Article 7 : Modification de l'abonnement

L'Utilisateur peut modifier son abonnement en ajoutant un ou plusieurs modules, ou en choisissant une formule d'un montant supérieur à celle initialement commandée.

En revanche, l'Utilisateur n'a pas la possibilité, en cours d'abonnement, de retirer un ou plusieurs modules composant son abonnement, ou de choisir une formule d'un montant inférieur.

Article 8 : Résiliation

L'abonnement annuel est résiliable par l'Utilisateur d'une année sur l'autre. Toute demande de résiliation doit être formée au plus tard 30 jours avant la fin de l'abonnement annuel en cours. A défaut, il se renouvelle avec le même périmètre que celui de l'année précédente.

La résiliation doit être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette dernière ne sera effective qu'à l'expiration de la période pour laquelle vous vous êtes engagé. La période s'écoulant entre la demande de résiliation et la résiliation effective (qui ne serait être inférieure à 30 (trente) jours) est donc due dans son intégralité. En outre, aucun remboursement ne serait être dû par LEGALIX.

A compter de la date effective de résiliation effectuée dans les formes prescrites, soit en toute hypothèse au terme de l'abonnement annuel (à défaut de renouvellement), l'Utilisateur ne dispose plus de l'accès à son compte et son site est mis hors ligne.

L'ensemble des contenus et publications du Site de l'Utilisateur seront détruits à l'issue d'un délai de 15 jours à compter de la date de résiliation effective ; l'Utilisateur est donc seul responsable de l'ensemble des diligences en vue du transfert ou de la sauvegarde desdits contenus dont il reste propriétaire. A compter de la date effective de résiliation, si l'Utilisateur souhaite conserver son nom de domaine, il lui reviendra d'adresser une demande en ce sens à LEGALIX par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 15 jours à compter du terme de l'abonnement. Cette demande pourra également être adressée dans la lettre de demande de résiliation.

Toutes les sections des présentes conditions générales qui, par leur nature même, devraient survivre à la résiliation, survivront à la résiliation.

Article 9 : Les services d'Avocalix

9.1. Le fil d'actualité juridique

L'Utilisateur a la possibilité de rajouter sur son site internet un fil d'actualité juridique.

Les fils d'actualité proposés sont édités soit par Lexbase soit par Francis Lefebvre, tel que le précise le copyright de chacun des éditeurs.

Fortes d'une longue expérience sur internet, les éditions juridiques LEXBASE proposent une gamme complète et interactive de produits documentaires, d'informations et de formation destinés aux professionnels du droit. LEXBASE est, aujourd'hui, un service incontournable du paysage juridique français.

9.2. Le blog juridique

L'Utilisateur peut rajouter sur son site internet, un blog consacré au droit au sein duquel il fera la promotion de son activité, de son cabinet et/ou de son site internet, publiera des articles juridiques, des sujets d'actualités sur le droit ou le cabinet.

L'Utilisateur est directeur de publication de ses écrits et est seul responsable de tout contenu publié sur le site créé. Dans des publications sur le site créé, l'Utilisateur s'engage notamment respecter les législations et règlements qui lui sont applicables eu égard à sa profession et à respecter les lois et règlements en vigueur.

La responsabilité de LEGALIX ne saurait aucun cas être engagée au titre d'un contenu publié par un Utilisateur sur son site.

9.3. Les consultations en ligne

L'Utilisateur peut proposer à ses clients un module permettant la commande, en ligne, de consultations téléphoniques ou par mail, ainsi que le paiement sur le site.

L'Utilisateur fixe librement les tarifs et les modalités d'exécution des prestations juridiques commandées sur son site.

L'Utilisateur doit préalablement créer et enregistrer le type de prestation qu'il souhaite proposer, en indiquant le nom et le tarif TTC de la prestation.

L'Utilisateur aura également préalablement créé un compte Stripe Connect via le sous-onglet « Mes paiements » de son back-office utilisateur, afin de pouvoir percevoir les sommes qui lui seront versées par ses clients avérés ou potentiels.

A l'issue des deux étapes suscitées, les clients avérés ou potentiels de l'Utilisateur pourront choisir sur son Site une prestation en ligne (consultation par mail ou par téléphone, ou rendez-

vous téléphonique) et procéder à leur règlement qui sera directement reversé sur le compte Stripe de l'Utilisateur.

Les sommes perçues sur le compte Stripe de l'Utilisateur pourront également être reversées directement sur le compte bancaire qu'il aura renseigné sur son compte Stripe.

Pour choisir l'un des services en ligne proposés, le Client potentiel ou avéré de l'Utilisateur procédera aux étapes suivantes :

- il renseignera ses coordonnées, ainsi que les informations relatives à son besoin, sur le formulaire afférent à la prestation qu'il souhaite solliciter,
- il pourra joindre ou non une pièce jointe, selon sa situation,
- il renseignera enfin son moyen de paiement et validera sa commande afin qu'il soit procédé à son envoi à l'Utilisateur et au prélèvement de la somme prévue par l'Utilisateur en règlement de sa diligence.

A l'issue de la validation par le Client potentiel ou avéré de l'Utilisateur de la prestation choisie, l'Utilisateur et son Client recevront un ticket de paiement en cas de validation du moyen de paiement du Client de l'Utilisateur, d'une part.

D'autre part, l'Utilisateur recevra la demande de prestation de son client avec ses coordonnées et ses besoins, et éventuellement sa pièce jointe en plus du ticket de paiement.

Enfin, le Client potentiel ou avéré de l'Utilisateur recevra, en plus du ticket de paiement en cas de validation de son moyen de paiement, l'accusé de réception avec une synthèse des informations qu'il a renseigné à destination de l'Utilisateur.

L'Utilisateur est toujours tenu de respecter les règles déontologiques de l'Ordre auquel il appartient.

9.4. Réseaux sociaux

L'Utilisateur peut afficher une barre de réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn, etc), afin d'en afficher le contenu sur son Site et de permettre l'accès à ses clients potentiels ou avérés aux pages ou contenus de ses réseaux sociaux.

LEGALIX n'est ni garant ni responsable de l'utilisation faite par l'utilisateur des réseaux sociaux, ainsi que des modules contenus et logiciels édités par d'autres sociétés, tels que Facebook, Twitter, LinkedIn, etc.

L'Utilisateur sera tenu de respecter les conditions générales de vente et/ou d'utilisation de ces éditeurs de logiciel.

9.5. Le chat en ligne

L'Utilisateur peut bénéficier d'un service de chat en ligne lui permettant de converser en temps réel avec ses Clients.

Il est interdit aux utilisateurs de ce service d'envoyer des courriels commerciaux non sollicités (« spam »). L'envoi non sollicité de courriels en vrac depuis un autre fournisseur faisant la publicité ou impliquant, directement ou indirectement, l'utilisation d'un service hébergé ou fourni par LEGALIX, y compris le courriel, Web, FTP, et les services DNS (liste non exhaustive), est interdit et constituerait un motif de résiliation de ces services pour les utilisateurs qui se livreraient à cette pratique. Les utilisateurs qui envoient des courriels non sollicités en vrac depuis le chat devront dédommager LEGALIX pour toutes les dépenses engagées dans le cadre de toute plainte.

L'Utilisateur s'engage à ne pas télécharger, envoyer, poster, publier ou transmettre au travers de ces services tout contenu qui : (a) serait faux ou trompeur ; (b) serait diffamatoire ; (c) harcelerait ou envahirait la vie privée d'autrui ou inciterait à la haine ou au préjudice à l'encontre de tout groupe ou individu ; (d) serait est obscène ; (e) violerait les droits (y compris les

droits de propriété intellectuelle) d'une autre personne, entreprise ou organisation ; (f) constituerait un envoi de courriels en vrac, « junk mail », « spam » ou des chaînes de lettres ou (g) viole toute loi ou règlement applicable.

En aucun cas, LEGALIX ne saurait être tenu pour responsable des préjudices directs, indirects, accessoires, spéciaux ou consécutifs ou dommages pour perte de profits, de revenus, de données ou de jouissance subis par l'utilisateur du chat par tout tiers dans une action contractuelle ou en responsabilité délictuelle suite à son accès ou utilisation de ce service.

L'Utilisateur est tenu de télécharger l'application de chat en ligne sur son ordinateur et son téléphone portable pour pouvoir utiliser pleinement cette fonctionnalité.

Article 10 : Le générateur automatique de documents juridiques personnalisés

L'Utilisateur peut installer sur son Site un générateur automatique de documents juridiques personnalisés, ce module réalise et fournit des documents juridiques personnalisés, sous format numérique à ses Clients, notamment des statuts, des baux, des contrats de travail, etc.

10.1. Protection des contenus et modèles de LEGALIX

L'intégralité des contenus et modèles édités par LEGALIX, quels que soient leur forme et leur support, font l'objet d'une protection par les droits de propriété intellectuelle dont le bénéfice lui est reconnu par les dispositions législatives ou réglementaires de tous pays ainsi que par les conventions internationales, actuelles et futures et, notamment, les droits prévus aux articles L.122-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Comme titulaire des droits, LEGALIX conserve la pleine

et entière propriété intellectuelle de ses contenus et modèles ainsi que toutes les prérogatives s'y rattachant.

Il n'est conféré aux Clients des Sites et aux Utilisateurs de la Plateforme qu'une licence d'utilisation personnelle, non-exclusive et non-transférable d'accès et de consultation des contenus et modèles. Ce droit d'accès et de consultation s'interprète strictement. Tout usage qui n'est pas expressément autorisé est donc interdit, notamment le droit de représentation, de reproduction, de modification, de traduction, de compilation, exercé totalement ou partiellement. Les droits concédés par LEGALIX aux Clients des Sites, sont : (i) le droit d'accès et de consultation des contenus et modèles LEGALIX, (ii) le droit d'effectuer in situ des copies des contenus et modèles pour l'usage strictement personnel de l'utilisateur du Site et, (iii) le droit de télécharger et d'imprimer les contenus et modèles consultables sur le Site, pour un usage strictement personnel, à l'exclusion de tout usage commercial, éducatif ou informatif, total ou partiel.

Tout droit de propriété intellectuelle sur le générateur de documents et les modèles permettant de générer des Documents, appartiennent exclusivement à LEGALIX. Toute utilisation ou reproduction, même partielle, non autorisée du Site, Contenu, modèles permettant de générer des Documents est strictement interdite. Tout contrevenant sera poursuivi devant les juridictions compétentes.

10.2. Responsabilité de LEGALIX

Dans le cadre de son obligation de moyen, LEGALIX garantit que ses contenus éditoriaux sont conçus et préparés selon les règles de l'art en application des précautions raisonnables pour

éviter les erreurs et que les supports sont exempts de vice de fabrication dans des conditions normales d'utilisation.

LEGALIX n'accorde aucune autre garantie expresse ou implicite à l'égard des contenus et modèles qu'elle édite ou des informations qu'elle transmet. Chaque Client du Site est seul responsable de l'usage et des interprétations qu'il fait des contenus et modèles mis à sa disposition, que des actes et conseils qu'il en déduit ou émet. Chaque Client du Site est conscient que les informations contenues dans les produits LEGALIX, outre le fait qu'elles peuvent être en cours d'actualisation et/ou sont susceptibles d'évoluer, notamment en raison de l'évolution permanente de la jurisprudence et de la législation, sont conçues pour compléter d'autres sources d'information et sa propre expertise et ne sont donc pas nécessairement complètes.

Les Clients du Site reconnaissent en conséquence utiliser les produits et services LEGALIX sous leur seule responsabilité. La responsabilité de LEGALIX ne pourra en aucune manière être recherchée par les Clients du Site ou les Utilisateurs de la Plateforme pour les dommages directs ou indirects qu'il(s) pourrai(en)t subir du fait de l'utilisation des informations contenues dans les produits LEGALIX et ce, quelles que soient leur forme ou leur nature.

Dans l'hypothèse où la responsabilité de LEGALIX serait néanmoins engagée, elle sera en tout état de cause limitée à un montant égal au prix payé par le Client du Site. Lors de l'accès aux contenus et modèles, le Client du Site déclare accepter les caractéristiques et les limites de l'Internet et reconnaît en particulier que : (i) les temps de réponse pour consulter ou transférer des informations ne peuvent être garantis, (ii) que la communication, y compris par un utilisateur du Site, d'informations confidentielles est faite sous sa propre responsabilité, (iii) qu'il

doit prendre toutes les mesures destinées à protéger son système d'information notamment de la contamination par virus informatiques et, (iv) que LEGALIX n'est pas responsable des dommages pouvant résulter de la perte d'accès, l'altération, la perte de données, l'intrusion de virus dans son système d'information, ni de toute interruption de l'accès au réseau internet, toute intervention de toute nature rendue nécessaire sur le Site et entraînant une indisponibilité du Site.

10.3. Utilisation du générateur automatique de documents juridique

Les Services, le Contenu, les Documents et les Formalités sont destinés à une utilisation à des fins personnelles des Clients du Site uniquement et les Clients du Site ne doivent en aucun cas en faire un quelconque usage commercial. Les Clients du Site s'engagent à ne pas vendre, louer ou commercialiser ces éléments. Les Clients du Site et les Utilisateurs de la Plateforme s'engagent en outre à ne pas arranger, modifier, décompiler, désassembler, procéder à des opérations de reverse engineering, traduire, adapter, reproduire, distribuer, diffuser ou transférer toute information, tout logiciel, tout produit et d'une manière générale, tout élément des Services, du Contenu, des Documents et des Formalités. Le re-postage ou l'utilisation automatisée ou l'utilisation de grand volume de Services, Contenu, Documents ou Formalités ou le transfert de tout Contenu à tout autre ordinateur ou appareil mobile sont expressément interdits.

Les Clients du Site et les Utilisateurs de la Plateforme garantissent qu'ils n'utiliseront pas le générateur, les documents et contenus à des fins illicites ou immorales ou contraires à l'utilisation prévue de l'outil.

Selon les Services, les Clients du Site sont autorisés à télécharger un exemplaire du contenu en question sur un seul ou plu-

sieurs ordinateur(s) et à imprimer les pages, le cas échéant, à condition qu'ils :

- maintiennent intactes toutes les mentions de droits d'auteur, marques et autres notices de propriété ;
- ne copient pas (sauf pour créer un exemplaire unique pour ses propres besoins de sauvegarde) ou ne créent pas de documents dérivés basés sur le contenu, en tout ou en partie.

En téléchargeant un Document ou en utilisant le générateur, les Clients du Site reconnaissent qu'ils ont uniquement un droit d'utilisation pour leur compte ou pour le compte de leur entreprise. Dans tous les cas, ils s'engagent à ne pas, directement ou indirectement :

- utiliser dans le cadre des Services tout élément ou contenu qui porterait atteinte aux droits de propriété intellectuelle et industrielle, au droit à la vie privée et/ou au droit à l'image et/ou à tout autre droit d'autrui ;
- créer, utiliser, partager et/ou publier par tout moyen (forum, profil public ou autre) dans le cadre des Services tout matériel (texte, propos, images, sons, vidéos, etc.) ou contenu qui aurait, à l'appréciation de LEGALIX, un caractère agressif, menaçant, malveillant, diffamatoire, mensonger, pornographique, pédophile, obscène, vulgaire, raciste, xénophobe, incitant à la haine, sexuellement explicite, violent, contraire aux bonnes mœurs ou de toute autre façon contestable ;
- créer, utiliser, partager et/ou publier par tout moyen (forum, profil public ou autre) dans le cadre des Services, tout matériel (texte, propos, images, sons, vidéos, etc.) qui constituerait la violation d'une obligation de confidentialité ou qui inciterait à commettre une activité illicite (notamment, piratage, craquage ou diffusion de logiciels contrefaits) ;

- mener des activités visant à accéder à des éléments ou fonctionnalités des Services dont l'utilisation n'a pas été autorisée par LEGALIX ;
- arranger, modifier, traduire, adapter, reproduire, indexer, copier et/ou extraire toute information, tout logiciel, tout produit ou tout autre élément ou partie du Contenu ou des Services, par tout moyen sans l'autorisation préalable expresse de LEGALIX ;
- modifier, fausser, bloquer, alourdir de manière anormale, perturber, ralentir, et/ou entraver le fonctionnement normal de tout ou partie des Services, ou leur accessibilité aux autres utilisateurs du Site, ou le fonctionnement des réseaux partenaires des Services, ou tenter de faire tout ce qui précède ;
- transmettre ou propager tout virus, cheval de Troie, ver, bombe, fichier altéré et/ou dispositif de destruction similaire ou donnée corrompue dans le cadre des Services, et/ou organiser, participer ou être impliqué de quelque façon que ce soit dans une attaque contre les serveurs de LEGALIX et/ou les Services et/ou les serveurs et/ou services de ses prestataires et partenaires ;
- harceler les autres utilisateurs du Site, leur envoyer des messages non-sollicités à des fins de prospection commerciale, utiliser les Services à des fins d'enquête, de concours, de ventes pyramidales ou opérations similaires, ou d'envoi d'emailing, de spams ou de toute publicité ou élément promotionnel non sollicités, et ce à des fins commerciales ou non ;
- utiliser le Compte d'un autre utilisateur du Site, se faire passer pour une autre personne ou s'attribuer une fausse qualité dans les rapports avec toute personne physique ou morale dans le cadre des Services ou en utilisant les Services ;
- collecter ou intercepter par tout moyen qui ne serait pas expressément permis par LEGALIX des données échan-

- gées par les autres utilisateurs dans le cadre des Services, ou les noms/pseudonymes et/ou mots de passe de tout autre utilisateur ;
- tenter d'obtenir un mot de passe, des informations relatives à un Compte ou d'autres informations d'ordre privé auprès de tout autre utilisateur du Site, et/ou vendre, louer, partager, prêter et/ou de toute autre façon transférer à tout tiers leur Compte et/ou les moyens d'accéder à celui-ci et/ou de toute autre façon faire bénéficier tout tiers de son Compte ;
 - faire un usage inapproprié du service d'assistance offert par LEGALIX ;
 - accéder, utiliser, télécharger à partir des Services ou autrement reproduire ou fournir à quiconque (à titre gratuit ou onéreux) tout annuaire des utilisateurs du Site ou toute autre information relative aux utilisateurs ou à l'utilisation des Services.

Article 11 : Responsabilité de l'Utilisateur

L'Utilisateur s'engage à informer LEGALIX en cas de contenus illicites sur l'un des sites hébergés, sur le blog ou sur le fil d'actualités juridiques.

L'Utilisateur est seul responsable de tout contenu publié sur le site créé. Dans des publications sur le site créé, l'Utilisateur s'engage à :

- respecter les législations et règlements qui lui sont applicables eu égard à sa profession ou son activité
- respecter les législations en matière de propriété intellectuelle en ne publiant que des contributions originales dont il est auteur
- ne pas publier de contenus de nature violente, raciste, injurieuse, diffamatoire et, en tout état de cause, respecter les bonnes mœurs et l'ordre public,

- ne pas publier ou mettre à disposition des programmes ou contenus illicites ou nuisibles (par exemple des virus),
- ne pas nuire à autrui de quelque manière que ce soit (diffamer, injurier une personne physique ou une personne morale)
- ne pas porter atteinte à la réputation de LEGALIX, de sa Plateforme ou de ses Services

L'Utilisateur s'engage à respecter les droits des tiers et les règles déontologiques de la profession d'avocat dans le choix du nom de domaine de son site. La responsabilité de LEGALIX ne saurait en aucun cas être engagée à ce titre.

LEGALIX est garanti par l'Utilisateur contre toute poursuite ou réclamation, notamment les condamnations pécuniaires, d'un tiers relative à une utilisation illicite du nom de domaine ou du site créé par l'Utilisateur.

L'Utilisateur doit s'assurer à tout moment que le Site créé respecte la déontologie de sa profession et plus particulièrement les articles 10.2 et 10.3 du Règlement Intérieur National de la profession d'avocat (RIN), ci-après reproduits :

« 10.2 DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTE COMMUNICATION

L'avocat doit, dans toute communication, veiller au respect des principes essentiels de la profession.

La publicité personnelle, dont la sollicitation personnalisée, et l'information professionnelle de l'avocat doivent faire état de sa qualité et permettre, quel qu'en soit le support, de l'identifier, de le localiser, de le joindre, de connaître le barreau auquel il est inscrit, la structure d'exercice à laquelle il appartient et, le cas échéant, le réseau dont il est membre.

Sont prohibées :

- toute publicité mensongère ou trompeuse ;
- toute mention comparative ou dénigrante ;
- toute mention susceptible de créer dans l'esprit du public l'apparence d'une structure d'exercice inexistante et/ou d'une qualification professionnelle non reconnue ;
- toute référence à des fonctions ou activités sans lien avec l'exercice de la profession d'avocat ainsi que toute référence à des fonctions juridictionnelles.

10.3 PUBLICITÉ ET SOLLICITATION PERSONNALISÉE

La publicité et la sollicitation personnalisée sont permises à l'avocat si elles procurent une information sincère sur la nature des prestations de services proposées et si leur mise en œuvre respecte les principes essentiels de la profession.

La sollicitation personnalisée prend la forme d'un message exclusif de toute démarche physique ou téléphonique. Sont exclus les messages textuels envoyés sur un terminal téléphonique mobile.

Il est interdit à l'avocat d'utiliser les services d'un tiers dans le but de contourner ces interdictions.

La sollicitation personnalisée précise les modalités de détermination du coût de la prestation laquelle fera l'objet d'une convention d'honoraires.

Toute publicité doit être communiquée sans délai au conseil de l'Ordre. »

Toute violation par l'Utilisateur des obligations suscitées pourra entraîner la suspension immédiate de son site et de son compte par LEGALIX, suivie le cas échéant de la résiliation de l'abonnement.

Article 12 : Hébergement

LEGALIX est éditeur de la Plateforme, l'hébergement sera géré et délégué à OVH, entreprise française spécialisée dans les services de cloud computing.

OVH.COM

2, Rue Kellermann BP 80157

59053 ROUBAIX CEDEX

TEL : 0899 701 761

Article 13 : Droit d'auteur et licence d'utilisation

Pour toute la durée de l'abonnement, l'Utilisateur concède à LEGALIX un droit d'utilisation sur le domaine créé en vue de l'hébergement et de la maintenance du Site.

Pour toute la durée de l'abonnement, LEGALIX concède à l'Utilisateur une licence d'utilisation non-exclusive sur les services mis à sa disposition.

Article 14 : Propriété intellectuelle

14.1. Sur la plateforme Avocalix

LEGALIX est seul titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents au Site notamment et sans limitation,

tous textes, fichiers, photographies, images, dessins, modèles, vidéos, sons, marques, logos, logiciels, base de données et structure de la Plateforme.

En acceptant les CGVU, l'Utilisateur reconnaît qu'il a un droit d'utilisation pour son compte ou pour le compte de sa société. Cette faculté ne peut en aucun cas être utilisée pour modifier, reproduire, copier, dupliquer, vendre, revendre, transmettre, publier, communiquer, distribuer, diffuser, stocker, utiliser, louer ou exploiter la Plateforme en tout ou partie, à titre gratuit ou onéreux, par l'Utilisateur ou par un tiers, quel que soient les moyens et les supports utilisés, qu'ils soient connus ou inconnus à ce jour, sans l'autorisation préalable écrite de LEGALIX.

Ainsi, l'Utilisateur s'interdit de porter atteinte, que ce soit de façon partielle ou totale directement, indirectement, ou par l'intermédiaire de tiers auxquels il serait associé, de quelque façon que ce soit, aux droits de reproduction, de représentation, d'adaptation, et d'exploitation de LEGALIX. Tout contrevenant sera poursuivi devant les juridictions compétentes pour contrefaçon.

14.2. Sur le site généré par l'Utilisateur

Les contenus figurant sur les sites générés sur Avocalix appartiennent à leurs auteurs respectifs, conformément et dans les limites de la législation relative à la propriété intellectuelle. LEGALIX n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle sur les contributions apportées par les Utilisateurs sur leur site.

Les dispositions relatives aux droits de propriété intellectuelle seront indiquées sur les sites générés, au sein de leurs Conditions Générales de Vente/d'Utilisation.

Article 15 : Données personnelles

La fourniture d'informations personnelles n'est pas indispensable pour la navigation sur le site. Toutefois, l'utilisation de l'ensemble des Services du Site suppose la création d'un compte et par conséquent la collecte, par LEGALIX, d'un certain nombre d'informations personnelles concernant l'Utilisateur. Celles-ci étant nécessaires à l'exécution du contrat notamment au traitement de la commande de Services et à l'établissement des factures. Ces données peuvent être communiquées aux éventuels partenaires de LEGALIX chargés de l'exécution du traitement, de la gestion et du paiement des commandes.

Dès lors, LEGALIX s'engage à ce que la collecte et le traitement des données personnelles des Utilisateurs, effectués à partir de sa Plateforme, soient conformes au règlement général sur la protection des données (RGPD) et à la loi Informatique et Libertés.

LEGALIX s'engage notamment à :

- Limiter la collecte de données à celles strictement utiles et expressément prévues dans les CGVU, ne pas utiliser les données collectées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles furent collectées, ne pas transférer ces données à des tiers autres que ceux qui interviennent dans le cadre de l'exécution du contrat ;
- Conserver les données à caractère personnel durant une période limitée et proportionnée, celle-ci devant être conservées uniquement le temps nécessaire à l'accomplissement de l'objectif qui était poursuivi lors de leur collecte ;
- Mettre en œuvre et maintenir en vigueur les mesures techniques et organisationnelles appropriées au traitement des données personnelles afin de garantir un niveau de sécurité suffisant et adapté aux risques ;
- Créer et tenir un registre de toutes les activités de traitement effectuées ;

- En cas de violation des données, LEGALIX s'engage à le signaler aux autorités de contrôle et aux personnes concernées par la violation dans les 72 heures suivant la détection.

L'Utilisateur dispose d'un droit d'accès permanent, de modification, de rectification et d'opposition s'agissant des informations le concernant. Toute demande doit être signée et accompagnée de la photocopie d'un titre d'identité valide signé et préciser l'adresse à laquelle LEGALIX doit répondre. La réponse sera adressée à l'Utilisateur dans un délai de 2 mois suivant la réception de la demande par LEGALIX.

En application de la loi 78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978, le Site et les Services qui le composent ont fait l'objet d'une déclaration auprès de l'autorité française de protection des données personnelles (la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés – CNIL).

Article 16 : Responsabilité de l'Editeur

LEGALIX s'engage à assurer la mise à disposition des Services proposés sur sa Plateforme. En cas d'impossibilité d'accès à la Plateforme, en raison de problèmes techniques ou de toutes natures, LEGALIX s'efforcera de régler ces imprévus au plus vite et dans un délai maximum de 48 heures.

LEGALIX est responsable de tous les contenus figurant sur sa Plateforme notamment des Services proposés et non des contenus proposés sur les Sites des Utilisateurs.

Le cas échéant, et si la gravité de la situation le nécessite, LEGALIX interviendra en cas d'acte de publication, dont elle aurait connaissance ou qui lui aurait été signalé, d'un quelconque contenu susceptible de porter atteinte à un droit ou, plus généralement, qui est contraire à la loi.

Cette intervention pourrait consister notamment à adresser à l'Utilisateur un ou plusieurs avertissements et, le cas échéant, suspendre ou désactiver son compte.

La responsabilité de LEGALIX ne saurait être engagée pour tout dommage subi par l'Utilisateur ou par un tiers résultant directement ou indirectement du non-respect par l'Utilisateur de l'une quelconque de ses obligations, d'une négligence, de l'utilisation du Service à d'autres fins que celles connues, de l'utilisation faite, en sa qualité de professionnel, des informations contenues dans les Services et des interprétations qu'il en fait, des résultats qu'il obtient, des conseils qu'il délivre et des actes qu'il rédige, qui s'effectuent sous la seule responsabilité de l'Utilisateur.

La responsabilité de LEGALIX ne peut être engagée qu'en cas de faute ou de négligence prouvée et est limitée aux préjudices directs à l'exclusion de tout préjudice indirect, de quelque nature que ce soit, tel que notamment toute perte de chance, de résultat ou d'exploitation.

LEGALIX ne peut être tenue pour responsable d'une erreur, omission ou inexactitude du site de l'Utilisateur, de l'intégralité de son contenu qu'il soit textuel, media ou autre, du blog, du fil d'actualités juridiques et de tout dommage en résultant, l'Utilisateur ayant lui-même personnalisé ces derniers.

Article 17 : Rétractation

Le délai de rétractation est une période pendant laquelle vous pouvez renoncer à votre achat, même après avoir payé. Pour bénéficier de nos services juridiques vous devez renoncer à votre droit de rétractation en vertu de l'article L121-21-8 du Code de la Consommation.

En effet notre intervention aura été réalisée et vous en aurez bénéficié presque instantanément. Par ailleurs, les contrats de fourniture de biens confectionnés sur mesure ou nettement personnalisés à la demande de l'Avocat sont exclus du droit de rétractation. Dès lors que LEGALIX, d'une part, propose des sites webs sur mesure et, d'autre part, que les prestations sont fournies presque instantanément, la faculté de rétractation est exclue.

Vous ne pourrez donc pas vous rétracter après avoir procédé au paiement car le traitement de votre question est pris en charge, dès la réalisation du paiement afin de vous faire bénéficier de nos services.

Extrait de l'article L. 121-28 du Code de la Consommation :
« Le droit de rétractation ne peut être exercé pour les contrats :

1° De fourniture de services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation ;

2° De fourniture de biens ou de services dont le prix dépend de fluctuations sur le marché financier échappant au contrôle du professionnel et susceptibles de se produire pendant le délai de rétractation ;

3° De fourniture de biens confectionnés selon les spécifications du consommateur ou nettement personnalisés ;

4° De fourniture de biens susceptibles de se détériorer ou de se périmer rapidement ;

5° De fourniture de biens qui ont été descellés par le consommateur après la livraison et qui ne peuvent être renvoyés pour des raisons d'hygiène ou de protection de la santé ;

6° De fourniture de biens qui, après avoir été livrés et de par leur nature, sont mélangés de manière indissociable avec d'autres articles ;

7° De fourniture de boissons alcoolisées dont la livraison est différée au-delà de trente jours et dont la valeur convenue à la conclusion du contrat dépend de fluctuations sur le marché échappant au contrôle du professionnel ;

8° De travaux d'entretien ou de réparation à réaliser en urgence au domicile du consommateur et expressément sollicités par lui, dans la limite des pièces de rechange et travaux strictement nécessaires pour répondre à l'urgence ;

9° De fourniture d'enregistrements audio ou vidéo ou de logiciels informatiques lorsqu'ils ont été descellés par le consommateur après la livraison ;

10° De fourniture d'un journal, d'un périodique ou d'un magazine, sauf pour les contrats d'abonnement à ces publications ;

11° Conclues lors d'une enchère publique ;

12° De prestations de services d'hébergement, autres que d'hébergement résidentiel, de services de transport de biens, de locations de voitures, de restauration ou d'activités de loisirs qui doivent être fournis à une date ou à une période déterminée ;

13° De fourniture d'un contenu numérique non fourni sur un support matériel dont l'exécution a commencé après accord

préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation. »

Article 18 : Force majeure

LEGALIX ne pourra être considéré comme responsable ni défaillant pour tout retard ou inexécution consécutive d'une obligation, à la survenance d'un cas de force majeure habituellement reconnu par la loi et par la jurisprudence française.

Il est convenu que sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, les événements indépendants de leur volonté, qu'elles ne pouvaient raisonnablement être tenues de prévoir, et qu'elles ne pouvaient raisonnablement éviter ou surmonter, dans la mesure où leur survenance rend totalement impossible l'exécution des obligations.

Sont notamment assimilés à des cas de force majeure ou fortuits déchargeant LEGALIX de son obligation de livrer dans les délais initialement prévus : les grèves de la totalité ou d'une partie du personnel de LEGALIX ou de ses transporteurs habituels, l'incendie, l'inondation, la guerre, les arrêts de production dus à des pannes fortuites, l'impossibilité d'être approvisionné en matière première, les épidémies, les barrières de dégel, les barrages routiers, grève ou rupture d'approvisionnement EDF-GDF, ou rupture d'approvisionnement pour une cause non imputable à LEGALIX.

Sont notamment assimilées à des cas de force majeure ou fortuits les défaillances imputables aux fournisseurs des modules mis à disposition sur la Plateforme ou les Sites, notamment : Stripe, le prestataire de signature électronique, OVH, les fournisseurs de fils d'actualité ou toute autre solution proposée par un tiers et mis à disposition des Utilisateurs et/ou des Clients.

Article 19 : Nullité

Si une disposition des présentes CGVU vient à être nulle en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'une décision judiciaire, elle sera réputée non écrite. En revanche, l'annulation de l'une des dispositions des présentes n'entraînerait l'annulation des CGVU dans leur ensemble.

Article 20 : Loi applicable et juridiction compétente

Les CGVU sont soumises à la loi française. En cas de litige des suites de l'exécution, de la résiliation, de la rétractation ou des CGVU, les parties s'efforceront de régler ces différends à l'amiable. A défaut, le tribunal territorialement compétent sera situé à Paris et la compétence matérielle de ce dernier dépendra du litige.

CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SOLUTION DE PAIEMENT EN LIGNE

En ce qui concerne les moyens de paiement, LEGALIX a mis en place la solution STRIPE, dont les conditions générales sont reprises ci-après (dernière mise à jour au 30 juillet 2019) :

Bienvenue chez Stripe.

Les présentes Conditions d'utilisation du service de Stripe (les « Conditions ») constituent un accord juridique entre Stripe Payments Europe, Ltd. (« Stripe » ou ☐« nous ») et la personne physique ou morale (« vous », « votre » ou l'« utilisateur ») qui s'inscrit sur la page du Compte Stripe afin de recevoir certains services de traitement des paiements, de gestion de données ou services technologiques ou d'analyse, ainsi que d'autres services commerciaux qui peuvent être proposés par Stripe et ses sociétés affiliées (chacun un « Service »). Les présentes Conditions énoncent les modalités et conditions applicables à l'utilisation des Services.

Si vous ne comprenez pas l'une des présentes Conditions, merci de nous contacter avant d'utiliser les Services.

Vous ne pouvez ni accéder aux Services ni les utiliser si vous n'acceptez pas de respecter toutes les modalités et conditions contenues dans les présentes Conditions.

Article A : Conditions générales

1. Présentation des Conditions

Les présentes Conditions fournissent une description générale des Services que Stripe peut vous proposer, y compris ceux qui vous autorisent à accepter des paiements d'ache-

teurs de vos produits ou services ou de donateurs à votre organisation (vos « Clients »). Nous vous fournissons une description plus détaillée des Services via les bibliothèques informatiques publiées ou les interfaces de programmes d'application (les « API ») qui peuvent être utilisées pour accéder aux Services et d'autres ressources additionnelles que nous mettons à disposition sur notre site Internet.

Avant d'utiliser les Services, vous devez vous inscrire à Stripe et créer un compte (un « Compte Stripe »).

L'article A décrit les procédures d'inscription et d'utilisation du Compte Stripe.

L'article B décrit votre utilisation de l'API et des Services.

L'article C décrit les Services de traitement des paiements, qui figurent parmi les Services fournis par Stripe.

L'article D décrit la gestion, l'utilisation et le traitement appropriés des données générées pendant l'utilisation des Services, y compris les données de vos Clients.

Enfin, l'article E décrit votre responsabilité envers Stripe pour toute perte liée à votre Compte Stripe, votre engagement à résoudre tous les différends avec Stripe par la voie d'un arbitrage et non d'une procédure judiciaire, ainsi que les autres conditions juridiques auxquelles vous êtes soumis.

2. Votre Compte Stripe

a. Inscription et activités autorisées : Seules les entreprises (y compris les entrepreneurs individuels), les organisations de bienfaisance de bonne foi et les autres personnes physiques ou morales situées en France sont en droit de demander la création d'un Compte Stripe afin d'utiliser les Services décrits dans les présentes Conditions. Stripe et ses sociétés affiliées peuvent vous fournir ou fournir à vos sociétés affiliées les Services dans d'autres pays ou régions en vertu d'accords distincts.

Afin de créer un Compte Stripe, vous ou la ou les personnes soumettant la demande d'inscription (votre ou vos « Représentants ») devez ou doit/doivent nous fournir vos raison sociale ou dénomination commerciale, adresse postale, adresse électronique, numéro de téléphone, SIREN,

URL, la nature de votre entreprise ou de vos activités, et certaines autres informations à votre sujet que nous demandons. Nous pouvons également collecter des informations personnelles (y compris le nom, la date de naissance et le numéro d'identification émis par un organisme public) au sujet de vos ayants droit, de vos dirigeants et de l'administrateur de votre Compte Stripe. Jusqu'à soumission de toutes les informations requises et leur revue et approbation par nos soins, votre Compte Stripe vous sera accessible seulement de façon préliminaire, et nous pouvons le résilier à tout moment et pour quelque raison que ce soit.

Si vous utilisez les Services de traitement des paiements, votre nom (ou votre nom d'usage) et votre URL peuvent apparaître sur les relevés bancaires ou d'autres documents de vos Clients. Afin de minimiser la confusion et d'éviter des différends potentiels, ces descriptions doivent pouvoir être reconnaissables par vos Clients et décrire fidèlement votre entreprise ou vos activités. Vous pouvez utiliser les Services de traitement des paiements uniquement afin de faciliter les Transactions (au sens de la définition ci-après) avec vos Clients. Vous ne pouvez utiliser les Services de traitement des paiements pour effectuer une transaction personnelle ou pour un transfert de fonds entre pairs, ou à toutes autres fins interdites par les présentes Conditions.

b. Représentant d'entreprise : Vous et votre Représentant affirmez individuellement à Stripe que votre Représentant est autorisé à fournir les informations décrites dans le présent article A.2 pour votre compte, et de vous lier aux présentes Conditions. Nous nous réservons le droit de vous demander, à vous ou à votre Représentant, de fournir des informations ou documentations complémentaires attestant des pouvoirs de votre Représentant. Sans le consentement exprès par écrit de Stripe, ni vous ni votre Représentant ne pouvez vous inscrire ou tenter de vous inscrire pour un Compte Stripe pour le compte d'un utilisateur Stripe dont l'utilisation des Services a été antérieurement résiliée.

Si vous êtes un entrepreneur individuel, vous et votre Représentant affirmez également que votre Représentant est personnellement tenu responsable de votre utilisation des

Services et de vos obligations envers les Clients, y compris du paiement de tout montant dû en vertu des présentes Conditions.

Les exigences spécifiques suivantes s'appliquent pour les personnes de moins de 18 ans. Si vous êtes une personne physique ou un entrepreneur individuel, et si vous avez moins de 18 ans, mais que vous avez au moins 13 ans, votre Représentant doit être votre parent ou tuteur légal. Si vous êtes une personne morale appartenant, directement ou indirectement, à une personne physique qui a moins de 18 ans mais plus de 13 ans, votre Représentant doit obtenir le consentement de votre conseil ou d'un agent habilité. Le cas échéant, le conseil, l'agent habilité, le parent ou le tuteur légal en question est responsable envers Stripe et son approbation est juridiquement liée par les présentes Conditions comme s'il les avait acceptées lui-même. Vous ne pouvez pas utiliser les Services si vous avez moins de 13 ans.

c. Validation et évaluation des risques : A tout moment pendant la durée des présentes Conditions et de l'utilisation des Services, nous pouvons vous demander des informations supplémentaires afin de vérifier la propriété effective ou le contrôle de votre entreprise, valider les informations fournies par vos soins, vérifier votre identité ou celle de votre Représentant, et évaluer le risque associé à votre activité. Ces informations supplémentaires peuvent inclure des factures commerciales, des copies de numéro d'identification émis par un gouvernement ou équivalent, des licences commerciales, ou toute autre information liée à votre entreprise, ses ayants droit ou dirigeants. Dans le cadre de l'utilisation des Services de traitement des paiements, nous pouvons également demander que vous fournissiez des copies d'états financiers ou de documents afférent à votre conformité avec les présentes Conditions, ou une garantie personnelle ou en nom de la société. La non-communication de ces informations ou documents peut avoir pour conséquence la suspension ou la résiliation de votre Compte Stripe.

Vous nous autorisez à récupérer des informations vous concernant par le biais de nos fournisseurs de services et d'autres tiers, y compris des agences d'évaluation de crédit et des bureaux d'information, et vous autorisez ces tiers à, et leur donnez l'instruction de, compiler ces informations et nous les fournir. Vous reconnaissez que ceci peut inclure vos nom, adresse, historique de crédit, et d'autres données vous concernant ou concernant votre Représentant. Vous reconnaissez que nous puissions utiliser vos informations afin de vérifier toute autre information que vous nous fournissez, et que toute information collectée par nos soins peut affecter notre évaluation du risque général associé à votre entreprise. Vous reconnaissez que dans certains cas, de telles informations pourront engendrer la suspension ou la résiliation de votre Compte Stripe. Stripe peut périodiquement mettre à jour ces informations dans le cadre de ses critères d'évaluation des risques et des procédures d'analyse du risque.

d. Changements dans votre entreprise, maintien à jour de votre Compte Stripe : Vous convenez de garder les informations de votre Compte Stripe à jour. Vous devez promptement mettre à jour votre Compte Stripe à la suite de tout changement vous affectant ou affectant la nature de vos activités commerciales, vos Représentants, ayants droit, dirigeants, ou à la suite de changement de toute autre information pertinente. Nous pouvons suspendre votre Compte Stripe ou résilier les présentes Conditions si vos informations ne sont pas à jour.

Vous convenez également de nous notifier promptement par écrit dans un délai maximum de trois jours si l'un des cas suivants se produit : une demande ou une procédure volontaire ou involontaire de redressement judiciaire, une administration judiciaire, ou une action similaire (chacune une « Procédure de redressement ») ; un changement défavorable important dans votre situation financière ; une liquidation prévue ou anticipée ou un changement substantiel dans la nature fondamentale de votre entreprise ; vous avez transféré ou vendu 25 % ou plus du total de vos actifs, ou un changement est survenu dans le contrôle ou la

propriété de votre entreprise ou de sa société mère ; ou un jugement ou une ordonnance est rendu(e), un mandat de saisie émis, ou un privilège constitué sur 25 % ou plus du total de vos actifs.

3. Votre relation avec vos Clients

Vous ne pouvez utiliser les Services que dans le cadre de Transactions légitimes avec vos Clients. Vous avez une meilleure connaissance que nous de vos Clients, et êtes responsable de votre relation avec eux. Stripe n'est pas responsable des produits et services que vous vendez ou dont vous faites la publicité, ou que vos Clients achètent en utilisant les Services ; ou si vous acceptez les dons, Stripe n'est pas responsable de votre communication envers vos Clients sur l'usage prévu de tels dons. Vous convenez que vous êtes l'unique responsable de la nature et de la qualité des produits ou des services que vous fournissez, et de leur livraison, de l'assistance, des remboursements ou restitutions, et de tout autre service auxiliaire que vous fournissez à vos Clients.

Stripe vous fournit des Services, mais nous n'avons aucun moyen de savoir si un achat, une vente, un don, une commande ou toute autre transaction (chacun correspondant à une « Transaction ») spécifique est exact(e) complet(-ète), ou courant(e) dans le cadre de vos activités. Vous êtes responsable de savoir si une Transaction initiée par un de vos Clients est erronée (par exemple, un Client achetant un article alors qu'il voulait en commander un autre) ou suspicieuse (par exemple, des achats inhabituels ou significatifs, ou une demande de livraison dans un pays étranger dans lequel ceci n'a généralement pas lieu). Si vous n'êtes pas sûr si une Transaction est erronée ou suspicieuse, vous convenez de faire des recherches sur la Transaction et, si nécessaire, de contacter votre Client avant de satisfaire ou de compléter la Transaction. Vous êtes l'unique responsable pour toute perte que vous subiriez découlant de Transactions erronées ou frauduleuses en lien avec l'utilisation des Services.

4. Frais et amendes

Stripe vous fournira les Services aux tarifs et aux frais (les « Frais ») décrits dans la page relative aux prix dont le lien est disponible ici et qui est intégrée aux présentes Conditions. Les Frais incluent les redevances liées aux Transactions (par exemple, le traitement d'un paiement) et à d'autres événements en lien avec votre Compte Stripe (par exemple, la gestion d'un paiement contesté). Nous pouvons revaloriser nos Frais à tout moment. Toutefois, nous vous notifierons au moins 30 jours à l'avance avant d'appliquer les revalorisations tarifaires (ou avec une durée plus importante si la Loi applicable l'exige).

En sus des Frais, vous êtes également tenu responsable de toute pénalité ou amende infligée à vous-même ou à Stripe, en lien avec votre Compte Stripe, par Stripe ou par un Fournisseur ou Gestionnaire de moyen de paiement (au sens des définitions figurant à l'article C) en raison d'une utilisation des Services de traitement des paiements non autorisée par les présentes Conditions ou par le règlement d'un Fournisseur de moyen de paiement.

Vous demandez un prix moyen unique pour les procédures de paiement par carte bancaire pour tous les frais de services commerçants (« merchant services charges » ou « MSC ») de toutes les marques ou catégories de cartes de paiement indépendamment des différences sous-jacentes aux frais d'interchange. Si vous ne comprenez pas l'échelonnement des Frais ou si vous avez une question sur les Frais, ou souhaitez recevoir le prix de chaque procédure de paiement par carte bancaire, veuillez nous contacter.

Vous êtes également tenu de régler l'ensemble des impôts, taxes, droits et autres charges imposés par tout organisme public, y compris toute taxe sur la valeur ajoutée, taxe sur les biens et les services, taxe sur les ventes et toutes taxes indirectes et sur les transactions financières (les « Taxes ») relatives aux Services fournis en vertu des présentes Conditions.

5. Services et service client du Compte Stripe

Nous vous fournirons un service client pour résoudre tout problème d'ordre général en lien avec votre Compte Stripe

et avec l'utilisation des Services. Cette assistance comprend les ressources et la documentation mises à votre disposition sur les versions actuelles des pages du service client, de la documentation API, et d'autres pages de notre site Internet (collectivement la « Documentation »). La manière la plus efficace de trouver des réponses à vos questions est de vérifier notre Documentation. Si malgré tout, il vous reste des questions sans réponse, veuillez nous contacter.

Vous êtes le seul responsable de fournir un service client aux Clients en ce qui concerne les reçus de Transaction, la livraison d'un produit ou service, l'assistance, les restitutions ou remboursements, et tout autre problème en lien avec vos produits et services et activités commerciales. Nous ne sommes pas tenus de fournir un service client concernant les Services à vos Clients sauf si nous acceptons de le faire dans le cadre d'un accord distinct conclu avec vous ou l'un de vos Clients.

6. Taxes et autres charges

Nos Frais s'entendent hors Taxes en vigueur, sauf indication expresse contraire. Vous êtes seul tenu : (i) de déterminer quelles Taxes, le cas échéant, s'appliquent à la vente de vos produits et services, à l'acceptation de dons, ou aux paiements que vous recevez dans le cadre de votre utilisation des Services ; et (ii) d'évaluer, de collecter, de déclarer et de verser les Taxes liées à votre activité aux autorités fiscales compétentes. S'il nous est demandé de procéder à une retenue de source fiscale, ou si nous ne sommes pas en mesure de valider les informations d'identification fiscale que vous nous fournissez, nous pouvons déduire ces Taxes de sommes dues à d'autres titres et les verser directement aux autorités fiscales compétentes. Si vous êtes exempté du paiement de telles Taxes, vous devez nous fournir un certificat original conforme aux exigences légales réglementaires attestant de votre statut d'exemption. Sur demande raisonnable de notre part, vous devez nous fournir des informations concernant votre situation fiscale.

Nous pouvons vous envoyer ainsi qu'aux autorités fiscales des documents concernant les Transactions réalisées via nos Services. Plus précisément, conformément à la Loi applicable, nous pouvons être tenus de déposer des déclarations d'informations périodiques auprès des autorités fiscales concernant votre utilisation des Services. Si vous utilisez des Services de traitement des paiements, vous reconnaissez que nous déclarerons le montant total des paiements que vous recevez au cours de chaque année civile, comme l'imposent les autorités fiscales compétentes. Nous pouvons également, sans y être tenus, vous envoyer par voie électronique des informations fiscales.

7. Exigences, limitations et restrictions des Services

a. Conformité avec les lois en vigueur : Vous devez utiliser les Services de manière légale, et vous devez vous conformer à toutes les lois, règles et réglementations (« Lois ») applicables à l'utilisation des Services et aux Transactions. Le cas échéant, ceci peut inclure le respect des Lois internationales et nationales eu égard à l'utilisation ou la mise à disposition de services financiers, la notification et la protection du consommateur, la concurrence déloyale, la protection de la vie privée, la publicité mensongère, et tout autre Loi liée aux Transactions.

b. Entreprises et activités prohibées : Vous ne pouvez utiliser les Services afin de permettre à une personne (y compris vous-même) de tirer profit de toute activité que Stripe considère comme une entreprise ou activité prohibée (collectivement les « Activités prohibées »). Les Activités prohibées comprennent l'utilisation des Services au sein ou pour le bénéfice d'un pays, d'une organisation, d'une personne morale ou physique sous embargo ou bloqué(e) par tout gouvernement, y compris ceux sur les listes de sanctions établies par l'Office of Foreign Asset Control (OFAC) des États-Unis, la Commission européenne ou la France.

Veillez examiner attentivement la liste des Activités prohibées avant de vous inscrire et de créer un Compte Stripe. Si vous n'êtes pas sûr des catégories d'entreprises ou d'activités considérées comme prohibées, ou si vous avez des

questions sur l'application des restrictions à votre cas, veuillez nous contacter. Nous pouvons mettre à jour ou compléter la liste des Activités prohibées à tout moment.

c. Autres activités prohibées : Vous ne pouvez utiliser les Services dans le but de faciliter des Transactions illicites ou de permettre à d'autres d'utiliser les Services à des fins personnelles, familiales ou domestiques. En sus, vous n'êtes pas autorisé, et ne pouvez autoriser des tiers à : (i) accéder ou tenter d'accéder aux systèmes, programmes, données ou services non publics de Stripe ; (ii) copier, reproduire, republier, charger, poster, transférer, revendre ou distribuer de quelque manière que ce soit des données, du contenu ou toute partie des Services, de la Documentation ou de notre site Internet sauf expressément autorisé par les Lois en vigueur ; (iii) agir en tant que bureau de service ou d'intermédiaire pour les Services sans valeur ajoutée pour les Clients ; (iv) transférer tout droit qui vous est conféré aux termes des présentes Conditions ; (v) contourner toute limitation technique des Services ou donner accès à une fonctionnalité qui serait désactivée ou prohibée ; (vi) effectuer de l'ingénierie inverse ou tenter d'effectuer de l'ingénierie inverse sur les Services sauf expressément autorisé par les Lois ; (vii) exécuter ou tenter d'exécuter toute action qui interférerait avec l'exécution normale des Services ou qui porterait atteinte à l'utilisation des Services pour nos autres utilisateurs ; ou (ix) imposer une charge déraisonnable ou disproportionnellement importante sur le Service.

8. Suspicion d'utilisation non autorisée ou illicite

Nous pouvons refuser, conditionner ou suspendre toute Transaction qui selon nous : (i) peut enfreindre les présentes Conditions ou d'autres accords que vous avez avec Stripe; (ii) est non autorisée, frauduleuse ou illicite ; ou (iii) vous expose, ou expose Stripe ou toute autre personne à des risques inacceptables aux yeux de Stripe. Si nous suspectons ou apprenons que vous utilisez ou avez utilisé les Services à des fins non autorisées, frauduleuses ou illicites, nous pouvons partager toute information en rapport avec

de telles activités avec les institutions financières, organismes de régulation ou autorités policières compétentes, conformément à nos obligations légales. Ces informations peuvent comprendre des informations sur vous, votre Compte Stripe, vos Clients, et les Transactions effectuées via l'utilisation des Services.

9. Communications et avis ; consentement à la signature électronique

a. Consentement aux communications et avis électroniques : En vous inscrivant pour un Compte Stripe, vous convenez qu'une telle inscription constitue votre signature électronique, et vous consentez à la fourniture, par voie électronique, de toutes les communications et tous les avis de Stripe (les « Avis »), y compris ceux exigés par la Loi. Vous convenez également que votre consentement électronique a les mêmes effets juridiques qu'une signature physique.

b. Méthodes de livraison : Vous convenez que Stripe peut vous fournir des Avis concernant les Services sur son site Internet, ou sur le Dashboard (au sens de la définition ci-après), ou en vous envoyant les Avis par courrier électronique ou par voie postale comme défini sur votre Compte Stripe. Les Avis peuvent comprendre toute notification à propos de votre Compte Stripe, des changements apportés aux Services, ou d'autres informations que nous avons à vous fournir. Vous convenez également que la livraison par voie électronique d'un Avis a le même effet juridique que s'il vous était fourni en copie physique. Nous considérerons qu'un Avis a été reçu par vos soins dans les 24 heures après l'envoi par courrier électronique ou après l'avoir posté sur notre site Internet.

c. SMS et messages texte : Vous nous autorisez à vous fournir des Avis par message texte afin de vérifier votre contrôle ou le contrôle de votre Représentant sur votre Compte Stripe (par exemple, par une authentification en deux étapes), et de vous fournir toute autre information critique à propos de votre Compte Stripe. En cas de fraude ou de menace présumée ou avérée concernant votre Compte Stripe, Stripe utilisera un SMS, un courrier électronique ou

une autre procédure sécurisée pour vous contacter. Les tarifs standard de messagerie texte ou de données peuvent s'appliquer à de tels Avis. Quand cette option vous est proposée, vous pouvez désactiver les notifications par message texte dans le Dashboard en répondant à l'un de ces messages avec le mot « STOP », ou en suivant les instructions contenues dans le message. Toutefois, en désactivant la messagerie texte, il est possible que vous désactiviez d'importants Contrôles de sécurité (définis ci-après) sur votre Compte Stripe et que vous accroissiez le risque de perte pour votre entreprise.

d. Exigences pour la livraison : Comme vous pouvez vous y attendre, vous aurez besoin d'un ordinateur ou d'un appareil mobile, d'une connexion à Internet et d'un navigateur Internet à jour afin d'accéder à votre Dashboard et examiner les Avis qui vous sont fournis. Si vous rencontrez des problèmes pour voir ou accéder à un Avis, veuillez nous contacter afin que nous cherchions un autre moyen de livraison.

e. Retrait de consentement : Compte tenu de leur nature, vous ne pourrez pas commencer à utiliser les Services si vous n'acceptez pas la livraison des Avis par voie électronique. Toutefois, vous pouvez choisir de retirer votre consentement concernant la réception des Avis par voie électronique en résiliant votre Compte Stripe.

10. Résiliation

a. Durée et résiliation : Les présentes Conditions prennent effet à la date à laquelle vous accédez ou utilisez pour la première fois les Services et demeureront en vigueur jusqu'à leur résiliation par vos soins ou par Stripe. Vous pouvez résilier les présentes Conditions en fermant votre Compte Stripe à tout moment en ouvrant l'onglet de données dans les paramètres de votre compte, en sélectionnant « fermer mon compte » et en cessant d'utiliser les Services. Si vous utilisez à nouveau les Services ou si vous ouvrez un autre compte Stripe, vous consentez à nouveau aux présentes Conditions. Nous pouvons résilier les présentes Conditions ou fermer votre Compte Stripe à tout

moment et pour toute raison (y compris, notamment, pour toute activité susceptible de causer des préjudices ou des pertes aux actifs incorporels d'un Moyen de paiement) en vous adressant un préavis (le délai de préavis étant imposé par la Loi applicable). Nous pouvons suspendre votre Compte Stripe et votre capacité à accéder aux fonds sur votre Compte Stripe, ou résilier les présentes Conditions, si (i) nous déterminons à notre discrétion que vous êtes inéligible pour l'utilisation des Services en raison d'une fraude significative ou d'un risque de crédit significatif, ou tout autre risque en lien avec votre Compte Stripe; (ii) vous utilisez les Services de manière prohibée ou de toute manière non conforme avec les dispositions des présentes Conditions; (iii) une Loi, un Fournisseur de moyen de paiement ou un Gestionnaire de moyen de paiement nous impose de le faire; ou si (iv) nous sommes à un autre titre en droit de le faire en vertu des présentes Conditions. Un Fournisseur de moyen de paiement ou un Gestionnaire de moyen de paiement peut vous retirer la capacité d'accepter un Moyen de paiement à tout moment et pour tout motif, auquel cas vous ne serez plus en mesure d'accepter le Moyen de paiement en vertu des présentes Conditions.

b. Effets de la résiliation : La résiliation ne vous décharge pas immédiatement des obligations que vous avez contractées en vertu des présentes Conditions. A la résiliation des présentes Conditions, vous vous engagez à (i) compléter toutes les Transactions en attente, (ii) cesser d'accepter de nouvelles Transactions, et (iii) retirer immédiatement l'ensemble des logos de Stripe et du réseau de paiement de votre site Internet (sauf si vous avez le droit de les maintenir en vertu d'un contrat de licence distinct avec le réseau de paiement). Continuer d'utiliser ou utiliser à nouveau les Services après que toutes les Transactions en attente ont été traitées revient à renouveler votre consentement aux termes des présentes Conditions. Si vous résiliez les présentes Conditions, les fonds restants vous seront payés conformément à l'article C.

En sus, à la résiliation, vous reconnaissez et convenez que (i) l'ensemble des licences qui vous sont concédées par

Stripe en vertu des présentes Conditions prendront fin ; (ii) sous réserve de la clause D.5, nous nous réservons le droit (mais ne sommes pas tenus) de supprimer l'ensemble de vos informations et données de compte stockées sur nos serveurs ; (iii) nous ne serons pas tenus de vous indemniser, de vous rembourser ou de vous dédommager au titre de votre utilisation des Services, de l'arrêt ou de la suspension des Services ou de la suppression de vos informations ou données de compte ; et (iv) vous êtes toujours tenu de nous verser tous Frais ou amendes dus, ou d'exécuter toute autre obligation financière que vous avez contractée vous-même ou par le biais de votre utilisation des Services antérieurement à la résiliation.

Article B : Technologie de Stripe

1. API et Dashboard

Stripe a développé et fournit l'accès à l'API qu'il est possible d'utiliser pour accéder aux Services. Vous pouvez utiliser l'API uniquement comme décrit dans la Documentation pour utiliser les Services sur des sites Internet et via des applications identifiées dans votre Compte Stripe. Vous pouvez gérer votre Compte Stripe, communiquer avec d'autres fournisseurs de services, et activer des fonctions supplémentaires via le Dashboard de gestion de Stripe (le « Dashboard »). Stripe utilisera le Dashboard pour vous fournir des informations sur votre Compte Stripe. Stripe vous fournira également l'accès à des synthèses mensuelles qui incluront toute l'activité sur votre Compte Stripe, regroupée par mois jusqu'au jour entier le plus récent. Les informations peuvent être fournies dans votre langue si disponible, et si non, elles seront fournies en anglais. De plus amples détails sur les informations fournies via le Dashboard sont disponibles dans la section Rapport de compte de la Documentation.

Vous ne pouvez pas utiliser l'API pour toute fin, fonction ou caractéristique non décrite dans la Documentation ou communiquée de toute autre façon par nos soins. Compte tenu de la nature des Services, nous mettrons à jour l'API et la Documentation périodiquement, et pouvons ajouter ou sup-

primer des fonctionnalités. Nous vous enverrons un Avis si nous modifions de manière significative, remplaçons ou supprimons une fonctionnalité de l'API, de sorte que vous puissiez continuer d'utiliser les Services avec une interruption minimale.

Nous mettrons à votre disposition des clés API publiables et secrètes aux fins des Transactions test et réelles via le Dashboard. Les clés publiables identifient les Transactions avec vos Clients, et les clés secrètes permettent les appels d'API sur votre Compte Stripe. Vous êtes tenu de sécuriser vos clés secrètes; ne les publiez pas, et ne les partagez avec aucune personne non autorisée. Si vous ne sécurisez pas vos clés secrètes, vous augmentez le risque de fraude sur votre Compte Stripe et de pertes potentielles pour vous ou vos Clients. Veuillez nous contacter immédiatement si vous avez connaissance d'une utilisation non autorisée de votre clé secrète ou de toute autre faille de sécurité concernant les Services. Nous vous fournissons de plus amples détails sur l'utilisation des clés API publiables et secrètes dans la Documentation. Des informations sur la protection de votre Compte Stripe sont disponibles à l'article D.

2. Droits de propriété intellectuelle (PI) de Stripe

Il est entendu, entre vous et Stripe, que Stripe et ses concédants de licence sont les propriétaires exclusifs de l'ensemble des droits, titres et intérêts relatifs aux brevets, des droits d'auteur et de copyright (y compris sur les œuvres dérivées), des droits moraux, des droits de publicité, des marques commerciales ou de service, des logos, dessins et modèles, des secrets d'entreprise et des autres droits ou objets de droits de propriété intellectuelle incorporés ou contenus dans les API, les Services, le Dashboard et la Documentation (collectivement « PI de Stripe ») ou toute copie de ceux-ci. La PI de Stripe est protégée par les Lois sur les droits d'auteur et de copyright, sur les secrets d'entreprise et sur les brevets, et par les autres Lois sur la propriété intellectuelle, et l'ensemble des droits sur la PI de

Stripe qui ne vous sont pas expressément conférés aux termes des présentes Conditions sont réservés.

Vous pouvez, de votre propre initiative ou en réponse à notre invitation, soumettre des commentaires et des idées d'amélioration des Services, de notre API, de notre plateforme ou de toute autre composante de nos produits ou services (des « Idées »). Si vous nous soumettez une Idée, nous considérerons que cette soumission est tacitement volontaire, non sollicitée par nos soins, et nous est livrée sans aucune restriction sur l'utilisation possible de cette Idée. Vous convenez également que Stripe n'a aucune obligation fiduciaire ou aucune autre obligation en lien avec aucune Idée que vous nous soumettez, et que nous sommes libres d'utiliser vos Idées sans rétribution ni compensation.

3. Licence

Une licence non exclusive et incessible vous est octroyée, vous permettant d'accéder par voie électronique à la PI de Stripe et de l'utiliser uniquement de la manière décrite dans les présentes Conditions. Stripe ne vous vend pas la PI de Stripe, et vous n'avez pas le droit de la concéder en sous-licence. Nous pouvons apporter des mises à jour à la PI de Stripe ou mettre de nouveaux Services à votre disposition, de manière automatique tels que publiés électroniquement par Stripe, mais nous pouvons exiger que vous preniez certaines dispositions avant de pouvoir utiliser la PI de Stripe ou les nouveaux Services (y compris l'activation via le Dashboard, ou l'acceptation de conditions nouvelles ou complémentaires). Stripe peut révoquer ou résilier cette licence à tout moment si vous utilisez la PI de Stripe d'une manière qui est interdite par les présentes Conditions.

Vous ne pouvez : (i) réclamer ou enregistrer les droits de la PI de Stripe pour votre compte ou celui d'autres personnes ; (ii) concéder en sous-licence des droits relatifs à la PI de Stripe que nous vous octroyons ; (iii) importer ou exporter tout élément de la PI de Stripe auprès d'une personne ou d'un pays contrevenant aux Lois sur le contrôle des exportations de tout pays ; (iv) utiliser la PI de Stripe

d'une manière contraire aux présentes Conditions ou aux Lois ; ou (v) tenter de faire une des actions précitées.

4. Marques de Stripe ; références à notre relation

Nous pouvons mettre à votre disposition ou à celles d'autres utilisateurs certains logos ou certaines marques de Stripe (les « Marques »), afin que vous puissiez identifier Stripe comme fournisseur de services. Pour utiliser les Marques de Stripe, vous devez d'abord accepter l'accord sur l'utilisation des marques de Stripe. Stripe peut limiter ou révoquer à tout moment votre droit d'utiliser les Marques de Stripe. Vous ne pouvez en aucun cas utiliser des marques commerciales ou de service faisant partie des Marques de Stripe ou de la PI de Stripe sans notre autorisation expresse ou d'une manière susceptible d'amener des personnes à confondre l'origine de vos produits ou services avec celle des nôtres.

Pendant la durée des présentes Conditions, vous pouvez nous identifier publiquement comme votre fournisseur des Services et nous pouvons vous identifier publiquement comme utilisateur de Stripe. Si vous ne souhaitez pas être identifié comme utilisateur, veuillez nous contacter. Vous ne sauriez, et nous ne saurions, laisser penser qu'il existe, à tort, un parrainage, un soutien ou une affiliation entre vous et Stripe. A la fermeture de votre Compte Stripe, vous et Stripe supprimerez de nos sites Internet respectifs toutes les références publiques à notre relation.

5. Contenus

Vous pouvez utiliser les Services pour charger ou publier du texte, des images, et d'autres contenus (collectivement les « Contenus ») sur votre Compte Stripe et sur des applications ou sites tiers, seulement si vous convenez d'obtenir les permissions appropriées et, si nécessaire, les licences permettant de charger ou de publier de tels Contenus à l'aide des Services. Vous vous engagez à indemniser intégralement Stripe de tous les frais, amendes, pertes, dommages et autres coûts que nous sommes susceptibles d'engager en lien avec la publication de Contenus illécites par l'intermédiaire de nos Services, ou les dédomma-

gements exigés du fait que les Contenus que vous publiez enfreignent les droits de propriété, y compris intellectuelle et privée, d'un tiers.

6. Services supplémentaires

a. Stripe Connect : Les conditions du présent article s'appliquent uniquement si vous choisissez de connecter votre Compte Stripe à un fournisseur de plateforme (chacun une « Plateforme ») en utilisant le service Stripe Connect.

Stripe Connect permet aux Plateformes de vous aider à administrer votre Compte Stripe et de vous fournir directement des services supplémentaires à vous ou à vos Clients. Vous pouvez connecter votre compte client à des Plateformes lorsque vous vous inscrivez à votre Compte Stripe, ou via le Dashboard. Pour utiliser Stripe Connect, vous devez également accepter l'Accord sur le Compte Connecté Stripe. Lorsque vous connectez votre Compte Stripe à une Plateforme, vous autorisez Stripe à permettre à la Plateforme : (i) d'accéder à votre Compte Stripe et à toutes les Données (au sens de l'article D) qu'il contient ; (ii) de vous aider à créer et à gérer des Transactions avec vos Clients ; et (iii) de déduire des montants (par exemple des frais d'utilisation de la Plateforme) des fonds qui vous sont dus en relation avec des Transactions réalisées à l'aide de la Plateforme (« Frais de plateforme »). Vous devez convenir séparément avec la Plateforme des modalités de règlement de tout Frais de plateforme, lesquels seront à verser en sus des Frais.

Une fois que vous avez autorisé la Plateforme à se connecter à votre Compte Stripe, la Plateforme continue d'avoir accès à votre Compte Stripe et est autorisée à exécuter les fonctions décrites dans l'Accord sur le Compte Connecté Stripe jusqu'à ce que vous retiriez spécifiquement votre autorisation en modifiant les paramètres de Stripe Connect dans le Dashboard.

b. Stripe Relay : Les conditions du présent article s'appliquent uniquement si vous choisissez de publier ou d'accepter des Transactions sur votre Compte Stripe à l'aide du service Stripe Relay.

Vous pouvez publier des descriptions de produit ou de service, des unités de gestion des stocks (SKU), des prix, des stocks, des images ou d'autres informations décrivant vos produits ou vos services et leurs variantes (collectivement les « Données produit ») sur des canaux en ligne, mobiles, externes ou affiliés (les « Applications ») en utilisant Stripe Relay. Stripe Relay vous permet également d'accepter des Transactions de vos Clients via les Applications, ainsi que de gérer les informations de stock et d'achat liées à ces Transactions. Dans le cadre du présent article, « Données de commande » désigne les Données (au sens de l'article D) transmises à l'aide de vos systèmes ou des systèmes que vous contrôlez, afin d'initier ou de conclure une Transaction, et qui incluent les Données produit.

Nous pouvons fournir des Données produit via le Dashboard aux Applications connectées à votre Compte Stripe, et les Applications connectées peuvent publier des Données produit publiquement telles que vous nous les transmettez par l'intermédiaire de Stripe Relay. Vous êtes seul tenu d'obtenir les droits appropriés aux fins de la publication des Données produit via les Applications, et seul responsable de l'exactitude ou de l'inexactitude de tous prix, informations liées aux stocks, faits ou déclarations — mêmes ceux indiqués par erreur — contenus dans les Données produit. Vous concédez à Stripe une licence internationale, exempte de redevance et incessible lui permettant : (i) de publier des Données produit via les Applications que vous avez connectées à votre Compte Stripe ; (ii) de recevoir et de transmettre des Données de commande ; (iii) d'utiliser toutes marques commerciales, marques de service ou Données à caractère personnel (au sens de l'article D) contenues dans les Données produit ou les Données de commande dans la mesure requise pour exécuter les opérations visées au point (i) ou (ii) ; et (iv) d'autoriser Stripe à concéder en sous-licence les droits en question aux Applications afin de faciliter votre utilisation de Stripe Relay. Vous vous engagez à indemniser intégralement Stripe pour tous les frais, amendes, pertes, dédommagements et autres coûts que nous sommes susceptibles

d'engager en lien avec votre utilisation des Données de commande ou votre publication des Données produit via les Applications.

Vous vous engagez à vous abstenir de publier sciemment des Données produit fausses ou mensongères, ou d'utiliser Stripe Relay afin de vendre ou tenter de vendre des produits ou services illicites via les Applications, et convenez que vous êtes seul responsable de la production, de la réalisation, de l'envoi et de la fourniture de tous services auxiliaires liés aux Transactions que vous recevez en relation avec votre utilisation de Stripe Relay.

c. Autres services : Périodiquement, nous pouvons offrir des fonctionnalités ou des services supplémentaires qui peuvent être soumis(es) à des conditions d'utilisation complémentaires ou différentes. Ces services supplémentaires comprennent par exemple Stripe Radar et Stripe Sigma. L'ensemble de ces fonctionnalités et services supplémentaires font partie intégrante des Services, et il vous est interdit de les utiliser sauf si vous acceptez l'accord ou les conditions applicable(s) (le cas échéant) correspondant à ces services.

Nous pouvons aussi vous fournir un accès à des services identifiés comme « bêta » ou services en pré-lancement. Vous reconnaissez que ces services sont encore en développement, peuvent contenir des bugs ou des erreurs, être incomplets, être sensiblement différents de leurs versions définitives et commercialisées, ou peuvent ne jamais être commercialisés. Nous fournissons des services bêta EN L'ETAT, et sans garantie d'aucune sorte ; votre choix de les utiliser ou de vous y fier s'effectuera à vos propres risques.

Article C : Services de traitement des paiements

1. Présentation des Services de traitement des paiements

Stripe collabore avec différentes sociétés affiliées de Stripe et différents Fournisseurs de moyen de paiement et Gestionnaires de moyen de paiement afin de vous fournir un accès aux Moyens de paiement et aux Services de traite-

ment des paiements. Lorsque les Services de traitement des paiements vous permettent de soumettre des Paiements (au sens indiqué ci-après), nous pouvons limiter ou refuser le traitement des Paiements liés à des Activités prohibées, ou lorsque les Paiements sont soumis en violation des présentes Conditions.

Votre utilisation d'un Moyen de paiement peut être soumise à des conditions distinctes applicables au Moyen de paiement en question. Par exemple, Visa et Mastercard vous imposent de conclure un contrat avec le Gestionnaire de moyen de paiement pour les Transactions Visa et Mastercard. Consultez la clause C.5 et la clause C.6 ci-après pour obtenir de plus amples détails.

Certains des Services de traitement des paiements proposés par Stripe sont des services qui peuvent être fournis uniquement par un prestataire de services de paiement ou un établissement de monnaie électronique agréé (les « Services de paiement agréés »). Dans la mesure où vous utilisez des Services de paiement agréés, ceux-ci peuvent être fournis par Stripe Payments UK, Ltd. (« SPUKL »), auquel cas les conditions relatives aux Services de paiement agréés de SPUKL s'appliqueront, ou par Stripe Technology Europe, Limited (« STEL »), auquel cas les conditions relatives aux Services de paiement agréés de STEL s'appliqueront. Les Services de paiement agréés vous seront fournis par SPUKL jusqu'au moment où nous vous indiquerons (y compris via le Dashboard) que ces services sont fournis par STEL.

Les termes suivants, utilisés dans les présentes Conditions, concernent votre utilisation des Services de traitement des paiements :

« Paiement » désigne un ordre de crédit ou de débit consistant à prélever, en relation avec une Transaction, des fonds sur un compte qu'un Client détient au sein d'une banque ou d'un autre établissement financier.

« Litige » désigne un ordre émis par un Client en vue de la restitution de fonds liés à un Paiement existant (y compris une contestation de paiement ou un Litige concernant un Moyen de paiement).

« Amende » désigne des amendes, prélèvements ou autres frais imposés par nous-mêmes, par un Fournisseur de moyen de paiement ou par un Gestionnaire de moyen de paiement, en raison d'une violation des Lois ou des présentes Conditions par vous-même, ou en vertu des Règles relatives au moyen de paiement en question.

« Transaction initiée par un marchand » désigne un Paiement initié par vous-même : en relation avec votre fourniture de produits ou de services à votre Client ; conformément à un mandat émis par votre Client et vous autorisant à initier le Paiement ou une série de Paiements et sans que le Client n'ait à prendre de mesure particulière pour enclencher l'initiation de ce Paiement.

« Transaction MOTO » désigne un Paiement initié par votre Client au moyen d'un courrier ou par téléphone.

« Règles relatives au moyen de paiement » désigne les règles, directives et réglementations imposées par les Fournisseurs de moyen de paiement et les Gestionnaires de moyen de paiement qui utilisent des Moyens de paiement compatibles avec Stripe (y compris les règles de fonctionnement des réseaux de cartes bancaires (les « Règles du réseau ») applicables aux réseaux Visa, Mastercard et American Express ; ainsi que les règles de fonctionnement de Bacs, CHAPs et SEPA).

« Moyen de paiement » désigne un type de moyen de paiement accepté par Stripe dans le cadre des Services de traitement des paiements, comme les cartes bancaires et les cartes de débit.

« Gestionnaire de moyen de paiement » désigne un établissement financier qui est autorisé par un Fournisseur de moyen de paiement à permettre l'utilisation d'un Moyen de paiement en acceptant les Paiements émis par des Clients pour le compte du Fournisseur de moyen de paiement, et en acheminant ces Paiements vers le Fournisseur de moyen de paiement en question.

« Fournisseur de moyen de paiement » désigne le fournisseur d'un Moyen de paiement, par exemple Visa, Mastercard et American Express.

« Services de traitement des paiements » désigne des Services que vous pouvez utiliser pour accepter des paiements de vos Clients dans le cadre de Transactions, exécuter d'autres transactions financières, gérer des abonnements et effectuer des opérations de reporting liées aux transactions.

« Remboursement » désigne un ordre initié par vos soins en vue de rembourser des fonds à un Client en relation avec un Paiement existant.

« Restitution » désigne un ordre initié par vos soins, par un Client, par un Fournisseur de moyen de paiement ou par un Gestionnaire de moyen de paiement en vue de restituer des fonds sans lien avec un Paiement existant.

« Annulation » désigne un ordre initié par un Fournisseur de moyen de paiement, par un Gestionnaire de moyen de paiement ou par nous-mêmes en vue de restituer des fonds en relation avec un Paiement existant. Les Annulations peuvent résulter de (i) l'invalidation d'un Paiement par un Fournisseur de moyen de paiement ou un Gestionnaire de moyen de paiement ; du (ii) virement de fonds en votre faveur par erreur ou sans autorisation ; et de (iii) la soumission d'un Paiement en violation des Règles relatives au moyen de paiement applicables, ou si la soumission du Paiement ou votre utilisation des Services de traitement des paiements est contraire aux présentes Conditions.

2. Inscription pour l'utilisation des Services de traitement des paiements

Quand vous vous inscrivez pour un Compte Stripe, des informations financières ou des informations que nous utilisons pour vous identifier, identifier vos Représentants, dirigeants, ayants droit, ainsi que les autres utilisateurs associés à votre Compte Stripe, peuvent vous être demandées. Pendant toute la durée des présentes Conditions, nous pouvons partager les informations concernant votre Compte Stripe avec des Fournisseurs de moyen de paiement et des Gestionnaires de moyen de paiement afin de vérifier si vous êtes en droit d'utiliser les Services de traitement des paiements, d'établir des comptes ou d'obtenir des crédits

nécessaires auprès des Fournisseurs de moyen de paiement et des Gestionnaires de moyen de paiement, de surveiller les Paiements et d'autres activités, et d'effectuer des analyses de gestion des risques et des analyses de conformité. Nous sommes également susceptibles de partager vos Données (au sens de la définition ci-après) avec des Fournisseurs de moyen de paiement et des Gestionnaires de moyen de paiement afin de favoriser la mise en conformité de Stripe, des Fournisseurs de moyen de paiement et des Gestionnaires de moyen de paiement avec les Lois et les Règles relatives au moyen de paiement applicables. Nous procéderons à une revue et effectuerons de plus amples examens de manière occasionnelle des informations de votre Compte Stripe pour déterminer si vous êtes en droit d'utiliser les Services de traitement des paiements. L'utilisation par Stripe des informations que vous nous fournissez dans le cadre des présentes Conditions est décrite plus en détail à l'article D.

Stripe n'est pas une banque et nous n'acceptons pas de dépôt, ne fournissons pas de prêt ou n'octroyons pas de crédit. Si vous acceptez un paiement pour des produits ou services (y compris des événements comme des concerts ou autres spectacles) qui ne sont pas livrables directement au Client (une « Précommande »), nous pouvons, à notre seule discrétion, initier des Annulations ou garder des Réserves pour tout ou partie des Paiements que nous traitons pour une Précommande. Si vous souhaitez recevoir un paiement pour une Précommande, veuillez nous contacter au préalable.

3. Traitement des Transactions ; Litiges, Remboursements et Annulations

Vous pouvez soumettre des Paiements uniquement via les Services de traitement des paiements qui sont autorisés par vos Clients. Pour nous permettre de traiter des Transactions pour votre compte, vous nous autorisez, et autorisez nos sociétés affiliées, les Fournisseurs de moyen de paiement et les Gestionnaires de moyen de paiement à recevoir et à régler tous produits issus du traitement des

paiements qui vous sont dus par l'intermédiaire des Services de traitement des paiements. Il vous est interdit, sauf si les Conditions des services financiers ou les Conditions de paiement l'imposent (au sens des définitions ci-après), de conférer ou de céder un intérêt relatif à des produits issus du traitement des paiements à un tiers tant que les produits en question ne sont pas déposés sur votre Compte de versement (au sens de la définition ci-après). Vous nommez Stripe et SPUKL, STEL et Valitor (selon le cas) en qualité d'agents aux fins limitées de contrôler, recevoir, détenir et régler les produits en question. Vous convenez que la réception par l'agent des produits en question vaut satisfaction des obligations pour le client final concerné d'effectuer des paiements en votre faveur. Nous mettrons à jour le solde de votre Compte Stripe dans les meilleurs délais afin qu'il tienne compte des produits considérés que nous recevons pour votre compte.

Sauf lorsque Stripe et un Client en ont convenu autrement, vous gardez une relation directe avec vos Clients et êtes tenu : (i) d'obtenir le consentement approprié à la soumission des Paiements via les Services de traitement des paiements pour leur compte ; (ii) de fournir une confirmation ou une facture pour chaque Paiement aux Clients ; (iii) de vérifier l'identité des Clients ; et (iv) de déterminer si les Clients ont le droit de, et sont habilités à, conclure des Transactions. Toutefois, même des Transactions autorisées peuvent faire l'objet d'un Litige. Stripe n'est pas responsable à votre égard pour tout Paiement autorisé et complété qui ferait plus tard l'objet d'un Litige, d'un Remboursement, ou d'une Annulation, qui est soumis sans autorisation ou par erreur, ou qui est en infraction avec quelque Loi que ce soit.

Vous êtes tenu de vous assurer que vous soumettez des Paiements uniquement via les Services de traitement des paiements en tant que Transactions MOTO ou que Transactions initiées par un Marchand dont le traitement est autorisé en tant que tel conformément aux termes des présentes Conditions et, dans le cas d'une Transaction initiée par un Marchand, que vous avez un mandat approprié en place

avec votre Client pour initier le Paiement. Vous devez tenir un dossier indiquant la base sur laquelle vous avez déterminé si chaque Paiement soumis pouvait être traité en tant que Transaction MOTO ou Transaction initiée par un Marchand, et mettre immédiatement, sur demande, ce dossier à notre disposition et à celle de nos autorités de contrôle et/ou de nos auditeurs.

Vous êtes directement responsable à notre égard pour tout Litige, Remboursement, Annulation, Restitution ou Amende, quel qu'en soit le motif et quel que soit le moment. Nous pouvons refuser d'exécuter un ordre de Remboursement ou retarder son exécution si (i) cela doit engendrer un solde négatif sur votre Compte Stripe ; (ii) vous faites l'objet d'une Procédure de redressement ; ou (iii) si nous pensons par ailleurs que vous êtes susceptible de ne pas honorer vos obligations nées des présentes Conditions (y compris concernant le Paiement faisant l'objet de l'ordre de Remboursement).

Dans de nombreux cas, mais pas dans tous, vous avez la possibilité de contester un Litige en fournissant des preuves via l'API ou le Dashboard. Nous pouvons demander que des informations supplémentaires soient transmises aux Fournisseurs de moyen de paiement et aux Gestionnaires de moyen de paiement afin de vous aider à contester le Litige, mais nous ne pouvons garantir que cette démarche aboutira. Les Fournisseurs de moyen de paiement et les Gestionnaires de moyen de paiement peuvent rejeter votre contestation pour tout motif qu'ils jugeront approprié. Si une contestation est intégralement ou partiellement concluante, votre Compte Stripe sera, sous réserve de l'exercice des droits qui nous sont conférés aux termes de la clause C.9 ci-après, crédité des fonds associés au Paiement faisant l'objet du Litige (ou d'une partie de ceux-ci). Vous ne pouvez soumettre un nouveau Paiement reproduisant une Transaction qui fait l'objet d'un Litige.

Veuillez garder en mémoire que, comme indiqué à la clause D.3, vous êtes responsable de toutes les pertes que vous subissez lorsque des identifiants de paiement ou des comptes perdus ou volés sont utilisés pour vous acheter

des produits ou des services. Stripe ne vous assure pas et ne vous assurera pas contre toute perte causée par la fraude, quelles que soient les circonstances. Par exemple, si quelqu'un prétend être un client légitime mais est en réalité un fraudeur, vous serez responsable de tous les coûts en résultant, y compris des Litiges, même si vous ne récupérez pas l'article acheté frauduleusement. Même si nous travaillons en collaboration avec vous ou toute autorité policière afin de vous assister dans la récupération des fonds perdus, Stripe ne vous est pas redevable et n'est pas responsable de vos pertes financières ou de toute conséquence d'une telle fraude.

Une Annulation concernant un Paiement peut être émise si le Paiement est soumis sans l'autorisation du titulaire du compte, ou en relation avec une Activité prohibée, est contraire aux Règles relatives au moyen de paiement applicables, ou pour tout autre motif approprié. Si une Annulation est émise, nous vous fournirons un Avis ainsi que la description de la cause de cette Annulation.

4. Responsabilités et communications aux Clients

Il est très important que vos Clients comprennent les finalités, les montants et les conditions des Paiements que vous nous soumettez. Avec ceci à l'esprit, en utilisant les Services de traitement des paiements, vous convenez : (i) de communiquer de façon exacte, et de ne pas représenter faussement la nature de la Transaction, ainsi que le montant du Paiement dans la devise appropriée avant de le soumettre à l'API ; (ii) de fournir une facture qui décrit de façon exacte chaque Transaction aux Clients ; (iii) de fournir aux Clients un moyen pertinent de vous contacter dans le cas où le produit ou service fourni ne correspond pas à sa description ; (iv) de ne pas utiliser les Services afin de vendre des produits ou services d'une manière malhonnête ou mensongère, qui expose les Clients à des risques déraisonnables, ou sans communiquer préalablement les clauses substantielles ; et (v) d'informer les Clients que Stripe et ses sociétés affiliées traitent les Transactions (y compris les Transactions de paiement) pour votre compte.

Vous vous engagez également à maintenir en vigueur et à mettre à la disposition de vos Clients, une politique raisonnable de restitution, de remboursement, d'annulation ou de réajustement, et d'expliquer clairement la procédure par laquelle les Clients peuvent obtenir un Remboursement.

Les Services de traitement des paiements peuvent inclure une fonctionnalité vous permettant de recevoir des versements récurrents ou des versements au titre d'un abonnement de la part de vos Clients, et d'envoyer des factures à ces derniers. Si vous utilisez les Services de traitement des paiements pour soumettre des Paiements récurrents ou liés à des abonnements, vous vous engagez à respecter les Lois applicables et les Règles relatives au moyen de paiement, y compris en précisant de manière claire aux Clients, préalablement à la soumission du Paiement initial, qu'ils seront débités à l'avenir de manière régulière, et en leur expliquant les procédures de désabonnement ou d'annulation de leur facturation récurrente ou de leur abonnement. Si vous utilisez les Services de traitement des paiements afin d'envoyer des factures à vos Clients, vous reconnaissez qu'il vous appartient de garantir que la forme et le contenu des factures sont conformes aux Lois applicables, et qu'ils sont suffisants pour produire l'effet escompté sur le plan juridique ou fiscal.

Si vous concluez des Transactions avec des Clients qui sont des particuliers (c'est-à-dire des consommateurs), vous convenez spécifiquement de fournir aux consommateurs les communications requises par la Loi, et de ne pas vous engager dans des actes ou des pratiques malhonnêtes, mensongers ou abusifs.

5. Conditions de paiement et Conditions des services financiers

Votre utilisation des Services de traitement des paiements est soumise à des conditions supplémentaires qui s'appliquent entre vous et une ou plusieurs parties parmi Stripe, une société affiliée de Stripe, et un Fournisseur de moyen de paiement. Lorsque ces conditions supplémentaires concernent un Moyen de paiement spécifique, elles

constituent des « Conditions de paiement » ; lorsqu'elles concernent des Services de traitement des paiements spécifiques, elles constituent des « Conditions des services financiers ». En utilisant les Services de traitement des paiements, vous acceptez les Conditions de paiement et les Conditions des services financiers applicables (telles qu'énoncées dans notre page juridique (y compris celles qui vous lient séparément à nos sociétés affiliées, aux Fournisseurs de moyen de paiement et/ou aux Gestionnaires de moyen de paiement. En outre, un Fournisseur de moyen de paiement peut faire exécuter les termes des présentes Conditions directement à votre rencontre.

Nous pouvons ajouter ou supprimer des Fournisseurs de moyen de paiement et des Gestionnaires de moyen de paiement à tout moment. Les Conditions de paiement et les Conditions des services financiers peuvent également être périodiquement modifiées. En continuant d'utiliser les Services de traitement des paiements, vous reconnaissez accepter les ajouts, suppressions et modifications en question.

6. Moyens de paiement spécifiques

a. Cartes de paiement : Lorsque vous acceptez des paiements par carte de paiement, vous devez respecter l'ensemble des Règles du réseau applicables , y compris les Règles du réseau énoncées dans les Règles Visa de Visa International (« Visa »), les Règles Mastercard énoncées par MasterCard International Incorporated (« Mastercard ») et les Règles du réseau énoncées par American Express. Dans le cadre des présentes Conditions, Visa, Mastercard et American Express sont collectivement dénommées les « Réseaux ».

En outre, en ce qui concerne les Transactions Visa et Mastercard, Visa et Mastercard exigent que vous concluez une relation contractuelle directe avec le Gestionnaire de moyen de paiement pour ces types de Transaction, de la manière décrite dans les Conditions des services financiers de STEL et SPUKL.

Comme stipulé par les Règles du réseau, vous pouvez accepter uniquement des paiements effectués à l'aide de cartes de paiement dans le cadre de transactions commerciales légales et conclues en toute bonne foi entre vous et vos Clients et portant sur des biens ou des services qui sont exempts de privilèges, de créances et de charges. Vous pouvez utiliser uniquement des marques commerciales ou de service du réseau de paiement qui sont conformes aux Règles du réseau ; les Règles du réseau limitent également votre capacité à discriminer certains types de carte et à facturer des suppléments en contrepartie de l'acceptation de certaines cartes de paiement.

Les Réseaux peuvent modifier les Règles du réseau à tout moment sans vous en aviser, et Stripe se réserve le droit de modifier les Services de traitement des paiements à tout moment afin d'être en conformité avec les Règles du réseau. Nous pouvons partager avec les Réseaux (et le Gestionnaire de moyen de paiement) les informations que vous nous fournissez et que nous utilisons pour identifier la nature de vos produits ou services, y compris l'attribution à vos activités commerciales d'un code de catégorie de marchand (MCC) d'un réseau de paiement particulier.

Les Clients engagent généralement des Litiges concernant les réseaux de carte de paiement (également dénommés « contestations de paiement ») lorsqu'un marchand ne leur fournit pas le produit ou service demandé, ou lorsque le titulaire du compte de carte de paiement n'autorise pas le Paiement. Si les Litiges génèrent des frais élevés (généralement supérieurs à 1 %), vous êtes susceptible de ne plus pouvoir utiliser les Services de traitement des paiements. Si vous ne parvenez pas à gérer les Litiges avec vos Clients en temps utile et efficacement, vous êtes in fine susceptible de ne plus pouvoir accepter de cartes de paiement pour votre activité.

Lorsque vous acceptez des Transactions par carte de paiement, les Règles du réseau vous interdisent spécifiquement (i) de fournir des Remboursements en espèces concernant un Paiement sur une carte bancaire, sauf si cela est imposé par les Lois, (ii) d'initier un Remboursement plus de cinq

jours calendaires après avoir émis un crédit en faveur de votre Client, (iii) d'accepter des espèces ou équivalent, ou tout autre objet de valeur au titre d'un Remboursement, (iv) d'agir en qualité de facilitateur, d'intermédiaire ou d'agrégateur de paiement ou de revendre d'une autre manière des Services de traitement des paiements pour le compte d'autres personnes, (v) de soumettre ce que vous croyez ou pensez être un Paiement frauduleux ou un Paiement qui n'a pas été autorisé par le titulaire de la carte, (vi) de soumettre un Paiement alors que la Transaction n'est pas complétée ou que les biens ou les services n'ont pas été livrés ou fournis (sauf si le titulaire de la carte a versé un acompte partiel ou total ou si le consentement du titulaire de la carte est obtenu dans le cadre d'une transaction récurrente), (vii) de diviser des Transactions en plusieurs Paiements, sauf si certains critères sont satisfaits, ou (viii) d'utiliser les Services de traitement des paiements d'une manière abusive à l'égard des réseaux de cartes de paiement ou contraire aux Règles du réseau.

Si vous utilisez de manière abusive les Services de traitement des paiements dans le cadre de Transactions par carte de paiement ou si vous vous adonnez à une activité qui, au regard des Réseaux, porte atteinte à sa marque, ou si nous sommes tenus de le faire en vertu des Règles du réseau, nous pouvons transmettre des informations vous concernant ou concernant vos Représentants, vos ayants droit et dirigeants et toute autre personne associée à votre Compte Stripe à la liste des marchands désactivés (MATCH) tenue par MasterCard et consultée et mise à jour par Visa et American Express, ou au fichier du consortium relatif aux marchands dont les privilèges liés aux cartes de crédit ont été retirés (CMNF) tenu par Discover. Votre ajout à l'une de ces listes peut entraîner votre incapacité à accepter des paiements par carte de paiement. Vous reconnaissez et acceptez le partage de ces informations et la liste elle-même ; vous nous rembourserez intégralement toute perte que nous subirions en raison de réclamations formulées par des tiers ; et vous renoncez à tout droit de porter directement une réclamation à notre encontre du fait d'un

tel partage. La transmission d'informations prévue par le présent paragraphe est distincte de tout autre droit que nous pouvons exercer en vertu des présentes Conditions, et nous avons la faculté distincte de résilier les présentes Conditions ou de suspendre votre Compte Stripe en raison de l'utilisation ou de l'activité abusive qui nous a amené à effectuer un tel partage.

Si vous faites appel à un sous-traitant tiers pour créer et transmettre une transaction par carte de paiement directement au réseau de carte de paiement, vous pourrez être en mesure de préciser que la transaction sera autorisée et réglée par Stripe par l'intermédiaire de nos Services de traitement des paiements. Si vous prévoyez de solliciter ce sous-traitant en relation avec les Services de traitement des paiements de Stripe, vous devez nous en informer au préalable. Si vous confiez à un tiers le soin de fournir ce service, et si vous êtes autorisé à nommer Stripe à cet effet, vous assumez le risque lié à la bonne transmission de la transaction par le tiers en question au réseau de carte de paiement. Vous reconnaissez et convenez que Stripe autorisera et règlera pour vous uniquement les fonds liés à des transactions qui sont effectivement reçues par le réseau de carte de paiement. Vous assumez également la responsabilité liée à tout manquement commis par le tiers en question au regard des Règles du réseau applicables.

b. Conversion American Express : Si votre volume de Transactions American Express excède le seuil fixé par American Express, American Express peut vous attribuer le statut de marchand direct American Express ; vos Transactions American Express seraient alors soumises aux dispositions de la convention "Acceptation de la Carte" alors en vigueur d'American Express, et vos prix et autres frais liés à l'acceptation des Transactions American Express seraient directement convenus entre vous et American Express. Si vous effectuez une telle conversion, votre relation avec Stripe ne sera pas affectée outre mesure, et Stripe continuera de traiter vos Transactions American Express conformément aux présentes Conditions.

7. Versement et Fréquence des virements

a. Votre compte de versement : Stripe procèdera, avec ses banques partenaires, au virement des fonds sur le compte ouvert auprès d'une banque ou d'un autre établissement financier que vous désignerez (votre « Compte de versement »). Vous confirmez être autorisé à initier des virements et des prélèvements sur le Compte de versement dont vous êtes titulaire et qui est administré et géré par un établissement financier situé dans l'Union européenne. Si vous actualisez votre Compte de versement (y compris par l'intermédiaire du Dashboard), vous devez vous assurer que vous continuez de respecter les exigences du présent article. Nous pouvons exiger que vous nous fournissiez un document attestant de votre respect du présent article ; la non-fourniture d'un tel document constituera un manquement au regard des présentes Conditions.

b. Versement sur votre Compte de versement : Un solde positif sur votre Compte Stripe entraînera un virement sur votre Compte de versement et un solde négatif sur votre Compte Stripe entraînera un prélèvement, une compensation et/ou un débit des montants dus conformément à la clause C.9 ci-après. Nous sommes susceptibles de réduire le montant crédité sur votre Compte de versement d'un montant égal aux Frais, Amendes et aux autres montants qui nous sont dus pour un motif quelconque.

c. Versement en faveur de bénéficiaires tiers : Nous vous offrons la possibilité de verser des fonds en faveur d'une autre personne (un « bénéficiaire tiers ») de la manière que vous indiquerez à Stripe (y compris en virant tout ou partie du solde positif de votre Compte Stripe sur le Compte Stripe du bénéficiaire tiers en question), au lieu de verser les fonds sur votre Compte de versement. Si Stripe ou un Gestionnaire de moyen de paiement (y compris STEL, SPUKL et Valitor) verse des fonds à un bénéficiaire tiers (ou vire tout ou partie du solde de votre Compte Stripe sur le Compte Stripe d'un bénéficiaire tiers) de la manière que vous indiquerez, vous convenez qu'une telle opération vaut satisfaction de l'obligation pour Stripe (et de celles pour

tout Fournisseur de moyen de paiement et tout Gestionnaire de moyen de paiement) de verser des fonds en votre faveur ; nous mettrons à jour dans les meilleurs délais le solde de votre Compte Stripe afin qu'il tienne compte de ce virement ou de ce transfert.

d. Traitement multi-devises : Nous vous offrons la possibilité de verser des fonds sur votre Compte de versement dans une devise différente de celle dans laquelle vous avez accepté le versement du client (« Traitement multi-devises »). Afin d'utiliser ce service, vous devez nous fournir un Compte de versement valide pour chaque devise pour laquelle vous demandez un versement, en fonction de notre liste de devises disponibles pour les versements. Nous pouvons ajouter des devises à notre liste de devises disponibles pour les versements, ou en supprimer, à tout moment. Si vous utilisez un Traitement multi-devises, nous sélectionnerons, au moment du Paiement (par exemple, à l'aide de l'API), le taux de change que nous appliquerons au Paiement. Si vous Remboursez un Paiement, le taux de change applicable sera le taux en vigueur au moment du Remboursement, et non au moment du Paiement. En soumettant un Paiement ou un Remboursement, vous serez réputé avoir accepté le taux de change applicable. Vous pouvez choisir de ne pas utiliser le service de Traitement multi-devises à tout moment. Vous pouvez également modifier les informations relatives à votre Compte de versement ou d'autres paramètres liés à votre utilisation du Traitement multi-devises, mais ces modifications prendront effet uniquement pour les Paiements suivants.

e. Fréquence des virements : Le terme « Fréquence des virements » désigne le temps qui nous est nécessaire pour initier un virement sur votre Compte de versement. Votre Fréquence des virements est précisée dans votre Dashboard. Stripe peut nécessiter une période de détention avant d'effectuer le virement initial sur le Compte de versement. Après le virement initial des fonds, nous verserons les fonds sur le Compte de versement conformément à la Fréquence des virements. Si l'établissement détenant le Compte de versement est situé dans l'Union européenne,

nous estimons qu'un virement sur votre Compte de versement sera effectué au plus tard le jour ouvré suivant la date à laquelle nous l'avons initié ; cependant, veuillez noter qu'un Fournisseur de moyen de paiement, un Gestionnaire de moyen de paiement ou que l'établissement financier détenteur de votre Compte de versement est susceptible de reporter le virement pour un motif quelconque. Nous déclinons toute responsabilité quant à toute décision de l'établissement détenteur de votre Compte de versement de ne pas créditer le Compte de versement ou plus généralement de ne pas mettre les fonds à votre disposition de la manière voulue.

Nous nous réservons le droit de modifier la Fréquence des virements ou de suspendre le virement en votre faveur. Ci-après des exemples de situations où nous serions amenés à prendre de telles mesures : (i) lorsque des Litiges, Remboursements ou Annulations sont en attente, prévus ou excessifs ; (ii) si nous suspectons ou apprenons l'existence d'une activité suspecte ; ou (iii) lorsque la Loi ou une décision de justice nous impose de le faire. Nous avons le droit de refuser qu'un virement soit effectué sur votre Compte de versement à la résiliation des présentes Conditions si nous estimons, selon une appréciation raisonnable, que nous pouvons subir des pertes en raison d'un crédit, d'une fraude ou d'autres risques juridiques liés à votre Compte Stripe. Si nous exerçons notre droit de refuser un Virement pour un motif quelconque, nous vous communiquerons le motif principal de ce refus et vous accorderons un délai pour libérer les fonds.

f. Versement incorrect : Les informations nécessaires à la réalisation d'un virement varieront en fonction de l'établissement financier détenant le Compte de versement. Veuillez vous assurer que toutes les informations relatives aux Comptes de versement que vous nous fournissez sont exactes et complètes. Si vous nous fournissez des informations incorrectes, (i) vous reconnaissez que les fonds sont susceptibles d'être versés sur le mauvais compte et que nous pouvons être dans l'incapacité de récupérer les fonds de ces transactions incorrectes, et (ii) vous acceptez d'être

seul responsable de toutes pertes que vous ou des tiers subiriez en raison de transactions incorrectes, de ne formuler aucune réclamation à notre encontre concernant ces transactions incorrectes, et de nous rembourser l'intégralité des pertes que nous subirions.

8. Fonds de compensation et Réserves

Tous les fonds résultant des Paiements sont détenus sur des comptes de compensation communs (les « Comptes de compensation ») ouverts auprès de nos banques partenaires. Nous verserons les fonds sur et à partir des Comptes de compensation de la manière indiquée dans les présentes Conditions ; toutefois, vous n'avez aucun droit sur les Comptes de compensation ni sur les fonds déposés sur les Comptes de compensation, vous n'êtes pas autorisé à retirer des fonds des Comptes de compensation et vous ne recevrez aucun intérêt sur des fonds détenus sur les Comptes de compensation.

Dans certaines circonstances, nous pouvons vous demander de déposer des fonds en réserve ou imposer des conditions pour la libération des fonds (chacune une "Réserve"). Nous pouvons vous imposer une Réserve pour quelque motif que ce soit si nous estimons que le risque de perte pour Stripe, les Clients ou d'autres personnes liées à votre Compte Stripe est plus élevé que la norme. Par exemple, nous pouvons détenir une Réserve si : (i) vos activités ou les activités de vos Clients augmentent le risque de perte pour nous ou pour vos Clients, (ii) vous avez enfreint ou êtes susceptible d'enfreindre les présentes Conditions, ou si (iii) votre Compte Stripe a un nombre de Litiges élevé ou anormalement haut. Si nous imposons une Réserve, nous établirons les conditions de la Réserve et vous transmettrons un Avis indiquant son montant, sa durée et les conditions auxquelles les fonds de cette Réserve vous seront libérés. Dans de nombreux cas, le montant de la Réserve sera égal au montant total des Paiements traités à l'aide des Services de traitement des paiements. Nous pouvons modifier ou conditionner les termes de la Réserve sur la

base de notre évaluation et de notre analyse continues des risques associés à votre Compte Stripe, si les Fournisseurs de moyen de paiement ou les Gestionnaires de moyen de paiement nous l'imposent, ou pour tout autre motif. Nous pouvons alimenter la Réserve avec des fonds traités à l'aide de nos Services de traitement des paiements, en débitant le Compte de versement ou un autre compte bancaire associé à votre Compte Stripe, ou en vous demandant directement les fonds en question.

Dans la mesure du possible, nous préférons déterminer qu'une Réserve est nécessaire avant sa mise en place. Si vous craignez que nous vous imposions une Réserve en raison de la nature de vos activités commerciales, veuillez nous contacter avant d'utiliser les Services.

9. Sûretés, collecte et droits de compensation

a. Sûretés : Vous nous octroyez un privilège et une sûreté sur l'ensemble des fonds générés par les Transactions que nous traitons pour votre compte, y compris ceux que nous déposons sur vos Comptes de versement, ainsi que ceux détenus sur d'autres comptes bancaires sur lesquels les fonds de ces Transactions sont déposés ou virés. Autrement dit, si vous n'avez pas payé des fonds que vous nous devez, que vous devez à vos Clients ou à l'une de nos sociétés affiliées, nous disposons d'un droit prioritaire à ceux de tous vos autres créanciers de saisir ou retenir des fonds qui vous sont dus au titre de Transactions que nous traitons via les Services, et de débiter ou retirer des fonds de tout compte bancaire associé à votre Compte Stripe (y compris vos Comptes de versement). A notre demande, vous signerez et fournirez tous les documents et paierez tous les frais connexes que nous considérons nécessaires afin de créer, rendre opposable, et maintenir une sûreté sur les fonds en question.

b. Collecte et droits de compensation : Vous vous engagez à verser l'ensemble des montants qui nous sont dus ou sont dus à nos sociétés affiliées à première demande. Le non-paiement des sommes qui nous sont dues ou sont dues à nos sociétés affiliées en vertu des présentes Condi-

tions constitue un manquement, et vous supporterez tous les coûts que nous engagerions au cours de la collecte, en sus du montant dû. Les frais de collecte peuvent inclure les honoraires et débours d'avocats, les frais d'arbitrage et frais de justice, les honoraires des agences de recouvrement, tout intérêt applicable, et tout autre coût connexe. Dans la mesure du possible, nous essaierons dans un premier temps de collecter ou de compenser les montants qui nous sont dus et sont dus à nos sociétés affiliées à partir des soldes de vos Comptes Stripe provenant de votre utilisation des Services de traitement des paiements, ou à partir des fonds que nous détenons en Réserve. Cependant, nous pouvons collecter toute somme que vous nous devez en vertu des présentes Conditions au moyen d'un prélèvement ou d'une compensation sur le solde de tout compte Stripe (ou en débitant le Compte de versement associé à ce compte Stripe) qui, selon notre appréciation raisonnable, est associé à votre Compte Stripe. Par ailleurs, nous pouvons effectuer des prélèvements ou des compensations sur le solde de votre Compte Stripe (ou débiter vos Comptes de versement) afin de collecter des sommes qui nous sont dues en relation avec les comptes Stripe connexes en question.

Dans certaines circonstances, nous pouvons exiger une garantie personnelle, parentale ou autre (une « Garantie ») de la part d'un dirigeant, du propriétaire ou d'un autre garant de l'utilisateur. Une Garantie consiste en une promesse juridiquement contraignante par un individu ou une personne morale de payer tout montant dû par l'utilisateur, dans l'éventualité où celui-ci ne serait pas en mesure de payer. Si nous exigeons que vous nous fournissiez une Garantie, nous vous préciserons le montant et les motifs de la Garantie. Si vous êtes dans l'incapacité de fournir une telle Garantie sur demande, vous ne serez pas autorisé à utiliser les Services.

10. Rapprochement et signalement d'erreurs

Le Dashboard contient les détails des Paiements, l'historique des Paiements et toute autre activité réalisée sur

vosre Compte Stripe. Sauf dans la mesure où la Loi impose le contraire, vous êtes seul tenu d'effectuer le rapprochement entre les informations figurant sur le Dashboard générées par votre utilisation des Services de traitement des paiements et les dossiers relatifs à vos Transactions Client, et d'identifier les erreurs.

Vous vous engagez à examiner votre Compte Stripe et à nous signaler immédiatement toute erreur. Nous ouvrirons une enquête sur toutes les erreurs signalées, y compris celles commises par Stripe ou par un Fournisseur de moyen de paiement, et, le cas échéant, essaierons de les corriger en créditant ou en débitant le Compte de versement renseigné dans le Dashboard. Toutefois, veuillez noter que votre capacité à recouvrer des fonds perdus suite à une erreur peut être très limitée voire nulle, en particulier si nous ne sommes pas à l'origine de l'erreur, ou si les fonds ne sont plus disponibles sur aucun Compte de versement.

En ce qui concerne les erreurs liées à des Transactions, nous collaborerons avec vous et avec nos Fournisseurs de moyen de paiement afin de rectifier une telle erreur conformément aux Règles relatives au moyen de paiement applicables. À défaut de nous communiquer une erreur sans retard injustifié et, dans tous les cas, dans un délai de 13 mois après l'avoir relevée et mise en évidence dans le Dashboard, vous renoncez à votre droit de déposer une réclamation à notre encontre ou à l'encontre de nos Fournisseurs de moyen de paiement concernant tous montants associés à cette erreur.

11. Comptes inactifs

Si vous laissez des fonds inactifs sur votre Compte Stripe et ne nous donnez pas d'instructions au sujet de leur envoi, nous pouvons être contraints par la Loi de considérer que les fonds ont été abandonnés et de les livrer à divers organismes publics. Dans la mesure requise par la Loi, nous tenterons de vous avertir si nous détenons des fonds qui vous sont dus sur un compte passé le délai d'inactivité pour déclarer un abandon de propriété. Si nous ne sommes pas en mesure de vous contacter, nous considérerons que

les fonds de votre Compte Stripe sont abandonnés, et les livrerons aux organismes publics compétents.

Article D : Utilisation et sécurité des Données ; Respect de la vie privée

1. Présentation de l'utilisation des Données

Protéger, sécuriser et maintenir les informations traitées via les Services est une de nos priorités, et cela est certainement également l'une des vôtres. Le présent article décrit nos obligations respectives concernant le traitement et le stockage des informations liées aux Services. Dans le présent article, les termes suivants concernent les données que vous ou vos Clients fournissez à Stripe, ou les données que vous recevez ou auxquelles vous avez accès dans le cadre de l'utilisation des Services :

« Coordonnées du compte de paiement » désigne les coordonnées du compte d'un Client lié à un Moyen de paiement et inclut, dans le cas des cartes de crédit et de débit, le numéro de compte du titulaire de la carte, la date d'expiration de la carte et le numéro CVV2.

« Données de paiement » désigne les Coordonnées du compte de paiement, les informations communiquées aux et par les Fournisseurs de moyen de paiement ou les Gestionnaires de moyen de paiement, les informations financières spécifiquement régulées par les Lois et les Règles relatives au moyen de paiement, ainsi que toutes autres informations utilisées avec les Services de traitement des paiements pour compléter une Transaction.

« Données à caractère personnel » désigne les informations qui permettent d'identifier une personne vivante précise (pas une entreprise, ni une entité juridique ni une machine) et qui sont transmises aux ou accessibles via les Services.

« Données de Stripe » désigne les détails des transactions de l'API sur l'infrastructure Stripe, les informations utilisées dans le cadre de l'analyse et la détection des fraudes, les informations agrégées ou anonymisées générées à partir des Données, ainsi que toutes autres informations créées par ou provenant de Stripe ou des Services.

« Données d'utilisateur » désigne les informations décrivant votre entreprise et ses opérations, vos produits ou services, et les commandes passées par des Clients.

Le terme « Données » désigne, lorsqu'il est utilisé sans complément, l'ensemble des Données à caractère personnel, des Données d'utilisateur, des Données de paiement et des Données de Stripe.

Stripe traite, analyse et gère des Données afin : (a) de vous fournir, ainsi qu'aux autres utilisateurs de Stripe et aux Clients, les Services ; (b) d'atténuer les fraudes, les pertes financières, et tout autre préjudice causé aux utilisateurs, aux Clients et à Stripe ; et (c) d'analyser, de développer et d'améliorer nos produits, systèmes et outils. Stripe fournit des Données à des fournisseurs de services tiers, y compris aux Fournisseurs de moyen de paiement, Gestionnaires de moyen de paiement et à leurs sociétés affiliées respectives, ainsi qu'aux sociétés affiliées de Stripe, afin de nous permettre de fournir les Services, à vous et aux autres utilisateurs. Nous ne fournissons pas de Données à caractère personnel à des parties non affiliées pour qu'elles puissent vous commercialiser leurs produits. Vous comprenez et consentez à l'utilisation des Données par Stripe aux fins et d'une manière conformes au présent article D.

2. Protection des Données et respect de la vie privée

a. Confidentialité : Stripe utilisera les Données d'utilisateur uniquement de la manière autorisée par les présentes Conditions, par d'autres accords vous liant à nous, ou uniquement selon vos instructions ou avec votre autorisation. Vous protégerez toutes les Données que vous recevez via les Services, et vous abstenrez de les divulguer ou de les distribuer, et vous utiliserez ces Données uniquement en relation avec les Services et de la manière autorisée par les présentes Conditions ou par d'autres accords vous liant à Stripe. Aucune des parties ne saurait utiliser des Données à caractère personnel aux fins d'actions commerciales auprès des Clients, sauf si elle a reçu le consentement exprès d'un Client à cet effet. Vous ne sauriez divulguer des Données de paiement à d'autres personnes, si ce n'est en rela-

tion avec le traitement de Transactions demandé par des Clients et conformément aux Lois et aux Règles relatives aux moyens de paiement applicables.

b. Respect de la vie privée : La protection des Données à caractère personnel est très importante à nos yeux. Notre Politique de confidentialité explique comment et à quelle fin nous collectons, utilisons, conservons, divulguons et protégeons les Données à caractère personnel que vous nous fournissez. Vous adhérez aux termes de notre Politique de confidentialité, que nous sommes susceptibles de mettre à jour ponctuellement.

Vous déclarez que vous respectez à ce jour, et continuerez de respecter, l'ensemble des Lois applicables régissant le respect de la vie privée et la protection, et votre utilisation des Données que vous nous fournissez ou auxquelles vous avez accès via l'utilisation des Services. Vous déclarez également que vous avez obtenu tous les droits et consentements nécessaires, en vertu des Lois applicables, pour divulguer à Stripe ou permettre à Stripe de collecter, d'utiliser, de conserver et de divulguer toutes Données à caractère personnel que vous nous fournissez ou nous autorisez à collecter, y compris les Données que nous pouvons collecter directement auprès des Clients à l'aide de cookies et autres moyens similaires. Comme la Loi peut l'exiger et en relation avec les présentes Conditions, il vous appartient de divulguer aux Clients que Stripe traite des Transactions (y compris des Transactions de paiement) pour votre compte et peut recevoir des Données à caractère personnel de votre part. En outre, lorsque cela est exigé par la Loi ou les Règles relatives au moyen de paiement, nous pouvons supprimer ou déconnecter les Données à caractère personnel d'un Client de votre Compte Stripe si le Client concerné nous en fait la demande.

Stripe fournira certains ou l'ensemble des Services depuis des systèmes situés aux Etats-Unis ou dans d'autres pays que France. De ce fait, il vous incombe de divulguer à vos Clients que les Données de paiement peuvent être transférées, traitées, et stockées en dehors de France et, comme indiqué dans notre Politique de confidentialité, peuvent

êtres divulguées conformément aux Lois applicables, et d'obtenir de vos Clients tous les consentements nécessaires prévus par les Lois applicables à cet égard.

Si nous apprenons que les Données à caractère personnel d'un Client ont été acquises, divulguées ou perdues sans autorisation sur nos systèmes, nous vous le signalerons conformément aux obligations que nous impose la Loi applicable. Nous vous avertirons également et vous fournirons des informations suffisantes concernant l'acquisition, la divulgation ou la perte non autorisée en question afin de vous aider à atténuer tous effets défavorables pour le Client.

c. Conformité PCI : Si vous utilisez des Services de traitement des paiements pour accepter des Transactions par carte de paiement, vous devez respecter la norme de sécurité de l'industrie des cartes de paiement (« PCI-DSS ») et, si votre entreprise est concernée, la norme de sécurité des données d'application de paiement (« PA-DSS ») (collectivement, les « Normes PCI »). Les Normes PCI comprennent des exigences concernant les procédures de conservation en lieu sûr des documents ou des dossiers contenant des données de cartes de paiement ou de Transactions dont l'accès est limité au personnel autorisé. Stripe fournit des outils vous permettant de simplifier votre mise en conformité avec les Normes PCI, mais vous devez vous assurer que votre entreprise est en conformité. Les mesures spécifiques que vous devrez prendre afin de vous conformer aux Normes PCI dépendront de votre mise en œuvre des Services de traitement des paiements. Vous trouverez de plus amples informations sur la mise en œuvre de Stripe conformément aux Normes PCI dans notre Documentation. Vous nous transmettez, ou transmettez à tout Fournisseur de moyen de paiement ou Gestionnaire de moyen de paiement, dans les meilleurs délais, les documents attestant de votre respect des Normes PCI sur demande. Si vous n'êtes pas en mesure de remettre des documents suffisants pour nous convaincre ou convaincre les Fournisseurs de moyen de paiement ou les Gestionnaires de moyen de paiement concernés que vous êtes en conformité avec les Normes

PCI, Stripe et tout Fournisseur de moyen de paiement ou tout Gestionnaire de moyen de paiement pourra accéder à vos locaux professionnels, moyennant un préavis raisonnable, afin de vérifier votre conformité avec les Normes PCI.

Si vous décidez de stocker ou de détenir des « Données de compte », au sens des Normes PCI (y compris le numéro de compte ou la date d'expiration de la carte d'un Client), vous devez maintenir un système qui est conforme aux Normes PCI. Si vous ne respectez pas les Normes PCI, ou si nous sommes, ou un Fournisseur de moyen de paiement ou Gestionnaire de moyen de paiement est, dans l'incapacité de vérifier votre conformité avec les Normes PCI, nous pouvons suspendre votre Compte Stripe ou résilier les présentes Conditions. Si vous envisagez de confier à un fournisseur de services tiers le soin de stocker ou de transmettre des Données de compte, il vous est interdit de partager des données avec le fournisseur en question, à moins de vous assurer que ce dernier détient les certifications suffisantes en vertu des Normes PCI, et de nous signaler votre intention de partager des Données de compte avec le fournisseur de services en question. Par ailleurs, vous vous engagez à ne jamais stocker ou détenir, à aucun moment, de « Données d'identification sensibles », au sens des Normes PCI (y compris des numéros CVC ou CVV2). Vous trouverez des informations sur les Normes PCI sur le site Internet du Conseil des normes PCI.

d. Traitement des données : Vous êtes le responsable du traitement et nous sommes le sous-traitant en relation avec les Données à caractère personnel traitées pour votre compte en vertu des présentes Conditions, étant toutefois précisé que nous serons un responsable du traitement en relation avec les Données à caractère personnel lorsque nous déterminons la finalité et les modalités de leur traitement (y compris par exemple, en nous conformant à tout règlement ou toute loi qui nous est imposé(e) par l'intermédiaire des Règles relatives au moyen de paiement ou par des Fournisseurs de moyen de paiement ou des Gestionnaires de moyen de paiement).

Dans la mesure où nous sommes un sous-traitant, nous traiterons les Données à caractère personnel conformément aux termes des présentes Conditions et aux instructions licites que vous nous donnerez de manière raisonnable et ponctuellement, et nous emploierons les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger ces Données à caractère personnel. Nous ne serons pas tenus responsables pour toute réclamation portée par une personne concernée résultant de toute action ou omission de notre part, dans la mesure où cette action ou omission résulte de vos instructions.

3. Contrôles de sécurité et des fraudes

a. Sécurité de Stripe : Il appartient à Stripe de protéger la sécurité des Données en notre possession. Nous maintiendrons des procédures administratives, techniques et physiques raisonnables d'un point de vue commercial afin de protéger les Données d'utilisateur et les Données à caractère personnel stockées sur nos serveurs contre tout accès non autorisé et toute perte accidentelle, modification ou violation, et nous nous conformerons aux Lois applicables et aux Règles relatives aux moyens de paiement lorsque nous traiterons des Données d'utilisateur et des Données à caractère personnel. Toutefois, aucun système de sécurité n'est impénétrable et nous ne pouvons garantir que des parties non autorisées ne puissent jamais contourner nos mesures de sécurité ou détourner des Données en notre possession. Vous fournissez des Données d'utilisateur et des Données à caractère personnel à Stripe en sachant que certaines des mesures de sécurité que nous prenons peuvent s'avérer inadaptées à vos activités, et vous vous engagez à mettre en place les Contrôles de sécurité (au sens de la définition ci-après) et tous contrôles supplémentaires répondant à vos besoins spécifiques. A notre entière discrétion, nous pouvons prendre toute mesure, y compris la suspension de votre Compte Stripe, afin de maintenir l'intégrité et la sécurité des Services ou des Données, ou d'empêcher qu'un préjudice ne vous soit causé, ne nous soit causé, ou ne soit causé aux Clients ou à d'autres per-

sonnes. Vous renoncez à tout droit de porter réclamation à notre encontre pour toutes les pertes que vous subiriez en conséquence de ces actions.

b. Votre sécurité : Vous êtes seul responsable de la sécurité des Données sur votre site Internet, vos serveurs, en votre possession, ou que vous êtes par ailleurs autorisé à consulter ou à traiter. Vous vous engagez à vous conformer aux Lois applicables et aux Règles relatives aux moyens de paiement dans le cadre du traitement ou de la conservation des Données d'utilisateur et Données à caractère personnel, et à nous fournir, sur demande, un document attestant de votre conformité. Si vous ne parvenez pas à nous fournir un document attestant de votre conformité qui soit selon nous satisfaisant, nous pouvons suspendre votre Compte Stripe ou résilier les présentes Conditions.

c. Contrôles de sécurité : Vous êtes tenu d'évaluer les besoins de votre entreprise en matière de sécurité, et de sélectionner et mettre en place les procédures et contrôles de sécurité (les « Contrôles de sécurité ») adaptés pour limiter le risque d'incidents de sécurité. Nous pouvons fournir des Contrôles de sécurité dans le cadre des Services, ou vous préconiser la mise en place de Contrôles de sécurité spécifiques. Cependant, votre obligation de sécuriser vos activités n'est en aucun cas atténuée par des Contrôles de sécurité que nous fournissons ou préconisons, et si vous pensez que les Contrôles de sécurité que nous fournissons sont insuffisants, vous devez mettre en place de manière indépendante des contrôles supplémentaires qui répondent à vos besoins. Vous pouvez vous renseigner sur certains détails de nos Contrôles de sécurité sur notre site Internet.

d. Risque de fraude : Même si nous pouvons fournir ou suggérer des Contrôles de sécurité, nous ne pouvons garantir que vous ou vos Clients ne serez jamais victimes de fraude. Tout Contrôle de sécurité que nous fournissons ou suggérons peut inclure des procédures ou applications développées par Stripe, par ses sociétés affiliées ou par d'autres sociétés. Vous vous engagez à examiner tous les Contrôles de sécurité que nous suggérons et à choisir ceux qui sont adaptés à votre entreprise afin de vous protéger contre les

Transactions non autorisées et, si cela est approprié pour votre entreprise, à mettre en place indépendamment d'autres procédures et contrôles de sécurité que ceux que nous fournissons. Si vous désactivez ou n'utilisez pas correctement les Contrôles de sécurité, vous augmentez les risques de Transactions non autorisées, de Litiges, de fraudes, de pertes et d'autres événements similaires. Veuillez noter que vous êtes seul responsable des pertes que vous subiriez du fait de l'utilisation d'identifiants de paiement ou de comptes perdus ou volés par des fraudeurs qui s'engagent dans des Transactions frauduleuses avec vous. En outre, l'absence de mise en place de Contrôles de sécurité ne fera qu'augmenter le risque de fraude. Nous pouvons vous aider à recouvrer les fonds perdus, mais vous êtes seul responsable des pertes dues à des identifiants ou comptes perdus ou volés, au piratage de vos nom d'utilisateur et mot de passe, à toutes modifications sur votre Compte de versement, et à toute utilisation ou modification non autorisée de votre Compte Stripe. Stripe n'encourt aucune responsabilité à votre égard et vous renoncez au droit d'engager des poursuites à notre encontre pour toutes pertes résultant de l'utilisation d'identifiants perdus ou volés ou de l'utilisation ou la modification non autorisée de votre Compte Stripe, sauf si ces pertes résultent d'actes intentionnels de Stripe. De plus, vous nous rembourserez l'intégralité de toute perte que nous subirions du fait de l'utilisation d'identifiants ou de comptes perdus ou volés.

Nous pouvons également vous fournir des Données concernant le possible ou probable caractère frauduleux d'une Transaction. Nous sommes susceptibles d'intégrer toute action ou inaction de votre part à notre modèle de fraude, dans le but d'identifier des fraudes potentielles ultérieures. Vous reconnaissez que nous vous fournissons ces Données à toutes fins utiles, mais que vous êtes in fine le seul responsable de toutes mesures que vous choisiriez de prendre ou de ne pas prendre en relation avec ces Données.

4. Votre utilisation des Données avec Stripe Connect et Stripe Relay

En utilisant Stripe Connect ou Stripe Relay, vous avez la possibilité de connecter votre Compte Stripe à une Plateforme ou une Application. Les Plateformes et Applications connectées peuvent exécuter certaines actions en votre nom et accéder à des Données disponibles sur votre Compte Stripe, y compris certaines Données d'utilisateur. En utilisant Stripe Connect et Stripe Relay, vous autorisez Stripe à partager des Données avec toute Plateforme ou Application à laquelle vous vous connectez avec votre Compte Stripe via le Dashboard ou l'API. Vous reconnaissez également que vous pouvez à tout moment désactiver ce partage en supprimant la Plateforme ou l'Application de votre Compte Stripe. Vous renoncez à votre droit de porter réclamation contre Stripe pour toute perte que vous subiriez du fait de toute action ou de toute utilisation des Données par une Plateforme ou Application connectée à votre Compte Stripe, et vous nous rembourserez l'intégralité de toute perte que nous subirions du fait de vos actions ou de l'utilisation de telles Données par une Plateforme ou Application.

5. Remise des Coordonnées du Compte de paiement à la résiliation

Dans les 30 jours suivant la résiliation de votre Compte Stripe, vous pouvez nous demander par écrit de transmettre à un autre prestataire de services de paiement les Coordonnées du Compte de paiement relatives aux Transactions conclues entre vous et vos Clients que vous êtes en droit de recevoir. Nous pouvons vous demander de fournir des preuves que le prestataire de services de paiement dispose de systèmes et de contrôles adéquats comme condition préalable à la fourniture de toutes Coordonnées du Compte de paiement. Par ailleurs, en ce qui concerne les Coordonnées du Compte de paiement relatives à des transactions par carte de paiement, le prestataire de services de paiement doit être certifié PCI-DSS niveau 1. Notre obligation de satisfaire à une demande formulée en vertu du présent article est valable uniquement dans des conditions commercialement raisonnables, et nous pouvons re-

tarder ou refuser le traitement de toute demande si nous pensons que le prestataire de services de paiement que vous avez identifié ne dispose pas de systèmes ou de contrôles adéquats pour protéger les Coordonnées du Compte de paiement, que l'intégrité des Coordonnées du Compte de paiement peut être compromise, ou si les Lois ou les Règles relatives aux moyens de paiement nous interdisent de fournir les Coordonnées du Compte de paiement.

Article E : Conditions juridiques supplémentaires

1. Droit de modification

Nous avons le droit de modifier ou de compléter les présentes Conditions à tout moment, uniquement avec prise d'effet ultérieure, et de modifier, de supprimer, de cesser d'appliquer ou d'imposer des conditions concernant l'utilisation des Services, en affichant ces modifications sur notre site Internet ou sur un autre site Internet qui nous appartient ou que nous contrôlons. Nous vous délivrerons un Avis pour vous faire part de toutes modifications via le Dashboard, par courrier électronique ou par d'autres moyens raisonnables. Si vous êtes déjà utilisateur de Stripe, les modifications prendront effet à la date indiquée sur l'Avis, et votre utilisation des Services, de l'API ou des Données après la prise d'effet d'une modification vaudra acceptation de votre part des Conditions modifiées. Vous pouvez à tout moment consulter une copie de la version en vigueur des présentes Conditions sur notre site Internet. Vous pouvez prendre connaissance de la date des dernières modifications apportées aux présentes Conditions en vérifiant la date mentionnée après « Dernière mise à jour » en tête des présentes.

2. Cession

Vous ne pouvez céder à des tiers ni les présentes Conditions, ni aucun droit conféré ou licence concédée aux termes de celles-ci, ni l'exploitation de votre Compte Stripe sans notre consentement préalable écrit. Si vous souhaitez procéder à une telle cession, veuillez nous contacter. Si nous consentons à cette cession, le cessionnaire doit s'en-

gager à assumer l'ensemble de vos droits et obligations concernés par la cession en question, et à respecter les termes des présentes Conditions. Stripe peut céder les présentes Conditions sans votre consentement et sans aucune autre restriction. Si nous effectuons une cession, nous vous délivrerons un Avis dans un délai raisonnable.

3. Droit d'audit

Si nous pensons qu'une violation de sécurité, une fuite, une perte ou une compromission de Données a eu lieu sur vos systèmes, vos sites Internet ou vos applications et remet en question votre conformité avec les présentes Conditions, nous pouvons exiger que vous permettiez à un auditeur tiers approuvé par nos soins de mener une enquête de sécurité sur vos systèmes et installations, et vous devrez répondre favorablement à toutes demandes d'informations ou d'assistance que vous formulera l'auditeur dans le cadre de cet audit de sécurité. L'auditeur dressera un rapport que nous pourrions partager avec nos Fournisseurs de moyen de paiement et nos Gestionnaires de moyen de paiement.

4. Absence d'agence ; Services tiers

Sauf si une stipulation des présentes Conditions l'indique expressément, les présentes Conditions ne sont en rien réputées constituer un groupement à but lucratif, une entreprise commune ou une autre forme de relation d'agence entre vous et nous, ou entre vous et un Fournisseur de moyen de paiement. Chaque partie aux présentes Conditions, chaque Fournisseur de moyen de paiement et chaque Gestionnaire de moyen de paiement est un contractant indépendant. Sauf si un Fournisseur de moyen de paiement ou un Gestionnaire de moyen de paiement y consent expressément, ni vous ni nous n'avons le pouvoir de lier un Fournisseur de moyen de paiement ou un Gestionnaire de moyen de paiement par les termes d'un contrat ou de lui faire contracter une obligation, et aucune partie ne déclarera que vous disposez ou que nous disposons d'un tel pouvoir.

Nous pouvons recommander ou fournir un accès à des services, des produits et des promotions de tiers qui utilisent,

intègrent ou fournissent des services connexes aux Services (« Services tiers »). Ces Services tiers sont fournis pour votre commodité uniquement et ne signifient pas que nous les approuvons ou que nous les recommandons pour vous. Vous accédez à un Service tiers et l'utilisez en vous basant sur votre propre évaluation et à vos propres risques. Vous reconnaissez que votre utilisation de tout Service tiers n'est pas régie par les présentes Conditions. Si vous décidez d'utiliser un Service tiers, vous êtes responsable de l'examen, de la compréhension et de l'acceptation des conditions générales relatives à son utilisation. Nous déclinons expressément toute responsabilité quant à l'utilisation d'un Service tiers. Veuillez garder à l'esprit que lors de l'utilisation d'un Service tiers, notre Politique de confidentialité n'est plus effective. Votre utilisation de Services tiers, y compris ceux disposant d'un lien sur notre site Internet, est soumise aux propres conditions d'utilisation et politiques de confidentialité du Service tiers concerné.

5. Force majeure

Aucune des parties n'encourt de responsabilité en cas de retard de traitement ou d'une autre défaillance causé(e) par un dysfonctionnement des télécommunications ou des services publics ou d'équipements ; par des conflits sociaux, des émeutes, des guerres, des attentats terroristes ; par une défaillance de nos distributeurs ou fournisseurs, par des incendies ou des catastrophes naturelles ; ou par tout autre événement échappant raisonnablement au contrôle de la partie concernée. Toutefois, le présent article ne saurait en rien affecter ou excuser les responsabilités et les obligations vous incombant, aux termes des présentes Conditions, concernant le versement des Frais, Amendes, Litiges, Remboursements, Annulations ou Restitutions.

6. Votre responsabilité concernant les prétentions de tiers à notre encontre

Sans limiter la portée de toutes autres obligations pouvant vous incomber aux termes des présentes Conditions, et en sus de celles-ci, vous êtes à tout moment responsable des

actes et des omissions de vos salariés, sous-traitants et agents, dans la mesure où ces personnes agissent dans le cadre de leur relation avec vous.

Vous vous engagez à garantir Stripe, nos sociétés affiliées et leurs salariés, agents et fournisseurs de services respectifs (chacun une « Entité Stripe ») contre toute prétention, action en justice, exigence, ou procédure formulée, engagée par un tiers à l'encontre d'une Entité Stripe (y compris en vue de l'indemnisation au titre d'un dommage ou d'une perte), ou contre toute responsabilité encourue par cette dernière à l'égard d'un tiers (chacune une « Prétention ») et vous vous engagez à indemniser intégralement les Entités Stripe de toutes Prétentions résultant : (i) d'un manquement que vous avez commis au regard de l'une des présentes Conditions ; (ii) de Frais, d'Amendes, de Litiges, de Remboursements, d'Annulations, de Restitutions ou de toute autre responsabilité que nous encourons du fait de votre utilisation des Services de traitement des paiements ; (iii) d'une négligence ou d'une faute volontaire de vos salariés, sous-traitants ou agents ; ou (iv) de vos relations contractuelles ou autres entre vous et les Clients.

Note importante à l'attention des entrepreneurs individuels : Si vous utilisez des Services en tant qu'entrepreneur individuel, veuillez noter que la Loi et les termes des présentes Conditions vous considèrent vous et votre entreprise comme une seule et même entité juridique. Vous êtes personnellement responsable de votre utilisation des Services, du paiement des Frais, Remboursements, Annulations, Amendes et pertes liées aux Litiges ou aux fraudes, ou de tout autre montant dû en vertu des présentes Conditions, du fait de l'absence de mise en place de Contrôles de sécurité, et de l'ensemble de vos autres obligations à notre égard et à l'égard de vos Clients. Vous risquez des pertes financières personnelles si vous ne vous acquittez pas de tout montant dû. Veuillez prendre le temps de lire notre Documentation et de prendre toutes les mesures appropriées pour vous protéger de telles pertes.

7. Déclarations et garanties

En acceptant les termes des présentes Conditions, vous déclarez et garantissez : (a) que vous êtes en droit de vous abonner aux Services et de les utiliser, et que vous avez le pouvoir de signer et d'exécuter les obligations nées des présentes Conditions ; (b) que toutes les informations que vous nous fournissez sur votre entreprise, vos produits ou vos services sont exactes et complètes ; (c) que tout Paiement constitue une Transaction pour des produits, services ou dons autorisés et que toute information relative à une Transaction la décrit avec exactitude ; (d) que vous remplirez toutes vos obligations envers vos Clients et résoudrez tous les Litiges que vous pourriez avoir avec eux ; (e) que vous vous conformerez à toutes les Lois applicables à votre entreprise et à l'utilisation des Services ; (f) que vos salariés, sous-traitants et agents agiront en permanence dans le respect des termes des présentes Conditions ; (g) que vous n'utiliserez pas les Services de traitement des paiements à des fins personnelles, familiales ou domestiques, aux fins de virements d'argent entre pairs, ou aux fins (si ce n'est dans le cadre normal de vos activités) de Transactions intragroupe ; et (h) que vous n'utiliserez pas, directement ou indirectement, les Services, aux fins d'une entreprise frauduleuse ou illicite, ou d'une manière qui nuirait au fonctionnement normal des Services.

8. Absence de garanties

NOUS FOURNISSONS LES SERVICES ET LA P.I. DE STRIPE « EN L'ÉTAT » ET « TELS QUE DISPONIBLES », SANS AUCUNE GARANTIE EXPRESSE, IMPLICITE OU LÉGALE DE TITRE DE PROPRIÉTÉ, DE QUALITÉ MARCHANDE, D'ADÉQUATION À UN USAGE PARTICULIER OU NON ATTEINTE À DES DROITS DE TIERS, ET SANS AUCUNE GARANTIE D'UNE AUTRE NATURE. AUCUNE DONNÉE, DOCUMENTATION OU AUTRE INFORMATION FOURNIE PAR STRIPE OU QUE VOUS OBTENEZ À PARTIR OU AU MOYEN DES SERVICES — QUE CE SOIT AUPRÈS DE STRIPE OU D'UNE AUTRE ENTITÉ STRIPE, QU'ELLE SOIT VERBALE OU ÉCRITE — NE CRÉE OU N'IMPLIQUE UNE GARANTIE DE LA PART D'UNE ENTITÉ STRIPE A VOTRE ÉGARD.

VOUS RECONNAISSEZ QU'AUUCUNE ENTITÉ STRIPE NE CONTRÔLE LES PRODUITS OU SERVICES QUE VOUS OFFREZ OU VENDEZ OU QUE VOS CLIENTS ACHÈTENT À L'AIDE DES SERVICES DE TRAITEMENT DES PAIEMENTS. VOUS RECONNAISSEZ QUE NOUS NE POUVONS GARANTIR QUE LES CLIENTS DÉTIENNENT LE POUVOIR DE RÉALISER, OU COMPLÈTERONT, UNE TRANSACTION, ET NOUS DÉCLARONS N'AVOIR AUCUNE CONNAISSANCE À CE SUJET.

LES ENTITÉS STRIPE NE GARANTISSENT PAS : (a) L'EXACTITUDE OU LA FIABILITE DES DONNÉES FOURNIES VIA LES SERVICES ; (b) QUE LES SERVICES RÉPONDRONT AUX BESOINS OU AUX EXIGENCES SPÉCIFIQUES DE VOTRE ENTREPRISE ; (c) QUE LES SERVICES SERONT DISPONIBLES À UN MOMENT OU DANS UN LIEU PARTICULIER, QU'ILS FONCTIONNERONT SANS INTERRUPTION OU SERONT SÛRS ; (d) QUE STRIPE CORRIGERA TOUT DEFAT OU TOUTE ERREUR DU SERVICE, DE L'API, DE LA DOCUMENTATION OU DES DONNÉES ; OU (e) QUE LES SERVICES SONT EXEMPTS DE VIRUS OU AUTRES CODES MALVEILLANTS ; ET DÉCLARENT N'AVOIR AUCUNE CONNAISSANCE À CE SUJET. L'UTILISATION DES DONNÉES AUXQUELLES VOUS ACCÉDEZ OU TÉLECHARGEZ VIA LES SERVICES S'EFFECTUE À VOS PROPRES RISQUES — VOUS ÊTES L'UNIQUE RESPONSABLE DE TOUT DOMMAGE CAUSÉ À VOS BIENS, DE TOUTE PERTE DE DONNÉES OU DE TOUTE AUTRE PERTE RÉSULTANT D'UN TEL ACCÈS OU TÉLECHARGEMENT. VOUS RECONNAISSEZ QUE LES ENTITÉS STRIPE NE VOUS OCTROIENT AUCUNE GARANTIE CONCERNANT LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES TRANSACTIONS OU LES FRÉQUENCES DES VIREMENTS.

AUCUNE STIPULATION DES PRÉSENTES CONDITIONS N'A POUR EFFET D'EXCLURE, DE RESTREINDRE OU DE MODIFIER L'APPLICATION D'UNE CONDITION OU GARANTIE IMPLICITE, L'EXERCICE DE TOUT DROIT OU RECOURS, OU L'IMPOSITION DE TOUTE OBLIGATION AU REGARD D'UNE LOI DANS LE CAS OÙ CELA : (A) SERAIT CONTRAIRE À CETTE LOI ; OU (B) RENDRAIT UNE STIPULATION DES PRÉSENTES CONDITIONS NULLE ET NON AVENUE.

9. Limitation de responsabilité

Une Entité Stripe n'encourt en aucun cas de responsabilité à votre égard du fait de tous dommages indirects, consécutifs ou accessoires, ni n'est tenue de vous verser des dommages-intérêts punitifs, spéciaux ou exemplaires du fait de votre utilisation ou de votre incapacité à utiliser les Services ou de l'indisponibilité des Services, d'une perte de bénéfices, de dommages corporels ou matériels, ou de tout autre dommage résultant des présentes Conditions ou de votre utilisation des Services, ou s'y rapportant, même si les dommages ou dommages-intérêts en question sont prévisibles, et que les Entités Stripe aient ou non été informées de l'éventualité de tels dommages ou dommages-intérêts. Les Entités Stripe n'encourent aucune responsabilité, et déclinent toute responsabilité, du fait de tout dommage, préjudice ou perte résultant d'un piratage, d'un sabotage ou d'un autre accès non autorisé aux Services, à votre Compte Stripe ou aux Données, ou d'une autre utilisation non autorisée de ces derniers, ou de votre défaut de mise en place ou d'utilisation de mesures anti-fraude, de Contrôles de sécurité ou d'une autre mesure liée à la sécurité des données. Les Entités Stripe déclinent également toute responsabilité concernant toutes responsabilités encourues ou dommages subis par vous ou d'autres personnes en raison (a) du fait que votre accès aux Services ou votre utilisation de ces derniers n'est pas conforme à la Documentation ; (b) de tout accès non autorisé aux serveurs, aux infrastructures ou aux Données utilisés en relation avec les Services ; (c) d'interruptions ou de l'arrêt des Services ; (d) de tous bugs, virus et autres programmes malveillants susceptibles d'être transmis aux Services ou via ces derniers ; (e) de toutes erreurs, inexactitudes, omissions ou pertes liées aux Données qui nous sont fournies ; (f) de contenus de tiers que vous fournissez ; ou (g) d'un comportement diffamatoire, agressif ou illicite d'autres personnes.

Vous acceptez de limiter toute responsabilité supplémentaire non déclinée par les Entités Stripe aux termes des

présentes Conditions à vos dommages directs et documentés ; et vous reconnaissez également qu'une telle responsabilité ne saurait en aucun cas excéder le montant total des Frais que vous avez versés à Stripe au cours de la période de trois mois précédant immédiatement l'événement à l'origine de votre demande d'indemnisation.

Ces limitations de notre responsabilité à votre égard s'appliqueront sans égard à la théorie juridique sur laquelle est fondée votre prétention, y compris une responsabilité contractuelle, une responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle (y compris une négligence), une responsabilité stricte ou une autre théorie ou un autre fondement.

Nous fournissons certains Services depuis des sites situés aux États-Unis. Nous n'affirmons ni ne pouvons garantir que les Services que nous fournissons depuis les États-Unis sont ou seront appropriés ou disponibles pour un autre territoire ou pays, conformes aux Lois d'un autre territoire ou pays ou conformes aux Lois applicables en matière d'exportation, d'importation ou d'utilisation à l'étranger.

10. Réponse aux Procédures judiciaires

Stripe peut répondre et se conformer à tout(e) saisie, prélèvement, assignation à comparaître, mandat, ou autre décision de justice (une « Procédure judiciaire ») que nous pensons être recevable. Nous pouvons, ou un Fournisseur de moyen de paiement peut (ou, selon le cas, le Gestionnaire de moyen de paiement concerné), remettre ou détenir des fonds ou, sous réserve des conditions de notre Politique de confidentialité, des Données de la manière imposée par une telle Procédure judiciaire, même si vous recevez les fonds ou les Données en question pour le compte d'autres parties. Lorsque la Loi le permet, nous déploierons des efforts raisonnables pour vous fournir un Avis faisant part d'une telle Procédure judiciaire en vous envoyant une copie à l'adresse électronique dont nous disposons vous concernant. Stripe n'est responsable d'aucune perte, qu'elle soit directe ou indirecte, que vous pourriez subir en conséquence de notre réponse à une Procédure judiciaire, ou de notre respect de celle-ci.

11. Règlement des Litiges ; acceptation de l'arbitrage

a. Arbitrage exécutoire : Un différend ou une prétention découlant des présentes Conditions ou s'y rapportant, y compris sur la formation, l'interprétation, le non-respect ou la résiliation de celui-ci, sans qu'il importe de savoir si les prétentions formulées peuvent être soumises à un arbitrage, sera soumis(e) à un arbitrage conforme aux règles d'arbitrage international JAMS et définitivement tranché(e) selon ce dernier. Le tribunal sera constitué d'un arbitre unique. Le lieu de l'arbitrage sera Dublin, en Irlande. La langue utilisée dans le cadre de la procédure d'arbitrage sera l'anglais. La sentence rendue par l'arbitre pourra être homologuée par tout tribunal compétent.

Les présentes Conditions de même que les droits des parties nés de celles-ci sont soumis, quant à leur exécution et leur interprétation, aux lois irlandaises, exception faite des règles applicables en matière de conflit de lois ou de choix de lois. Le présent article n'empêche en rien les parties de demander à un tribunal compétent le prononcé de mesures de réparation afin de faciliter l'arbitrage.

Chaque partie peut engager une procédure d'arbitrage en fournissant à JAMS et à l'autre partie au différend une demande écrite d'arbitrage, indiquant l'objet du Litige et la réparation demandée.

b. Signification : Chaque partie accepte irrévocablement et inconditionnellement par les présentes que les significations soient effectuées en main propre à leur siège social, à leur adresse enregistrée, ou à leur adresse principale (pour les personnes physiques ou les entrepreneurs individuels). Aucune stipulation des présentes Conditions n'affecte le droit pour toute partie d'effectuer une signification d'une autre manière autorisée par la Loi.

c. Renonciation aux actions collectives : Dans toute la mesure autorisée par la Loi, chacune des parties convient que tout différend découlant des présentes Conditions ou s'y rapportant, qu'il soit soumis à un arbitrage ou à une procédure judiciaire, fera l'objet d'un recours individuel et non

pas d'un recours collectif ou d'une jonction de recours. Si, pour un motif quelconque, une prétention ou un différend est réglé par voie judiciaire et non pas par voie d'arbitrage, chaque partie renonce sciemment et irrévocablement à un procès avec jury pour toute action, procédure ou demande reconventionnelle découlant des présentes Conditions ou de l'une des opérations envisagées entre les parties, ou s'y rapportant.

d. Rendu de la Sentence : Sous réserve des limitations de responsabilité énoncées dans les présentes Conditions, les arbitres désignés pourront attribuer des dommages-intérêts financiers et d'autres mesures de réparation autorisées par la Loi. En prenant une décision, l'arbitre n'aura pas le pouvoir de modifier des termes ou stipulations des présentes Conditions. L'arbitre rendra une sentence écrite éclairée concernant le différend (la « Sentence ») à chaque partie, qui exécutera celle-ci dans les meilleurs délais. Toutes les Sentences (y compris les mesures de réparation provisoires ou définitives) peuvent être confirmées ou exécutées par tout tribunal compétent sur chacune des parties ou sur ses actifs. La décision de l'arbitre est définitive et lie les parties, et n'est pas susceptible d'appel ou de révision.

e. Frais : Chaque partie avancera une moitié des honoraires et dépenses de l'arbitre, des frais de présence du greffier à l'audience d'arbitrage et des frais liés au lieu de l'arbitrage. Dans le cadre de tout arbitrage découlant des présentes Conditions ou s'y rapportant, l'arbitre attribuera à la partie emportant gain de cause, le cas échéant, les frais et honoraires d'avocat engagés par celle-ci en relation avec les éléments de ses prétentions ou de ses défenses sur lesquels elle emporte gain de cause, et toutes décisions défavorables concernant les frais et honoraires d'avocat seront compensées.

f. Confidentialité : Les parties préserveront la nature confidentielle de la procédure d'arbitrage, de l'audience et de la Sentence, sauf (i) dans la mesure où une divulgation peut s'avérer nécessaire à la préparation ou au déroulement de l'audience d'arbitrage sur le fond, (ii) en relation avec une demande formulée auprès d'une juridiction de la manière

visée ci-dessus en vue du prononcé d'une mesure de réparation provisoire, de la confirmation d'une Sentence ou de son exécution, (iii) si nous divulguons la Sentence dans le cadre de négociations confidentielles en vue d'un règlement amiable, ou (iv) dans les autres cas où une divulgation est requise par les Lois applicables. Les parties, les témoins et l'arbitre traiteront comme confidentielle et ne divulgueront à aucun tiers (en dehors des témoins ou des experts) toute preuve documentaire ou autre produite dans le cadre d'un arbitrage engagé en vertu des présentes, sauf si la Loi impose le contraire ou si la preuve en question provient du domaine public ou a été obtenue de manière indépendante de l'arbitrage.

g. Conflit de règles : En cas de conflit entre les stipulations du présent paragraphe E.11.g et les règles régissant l'arbitrage énoncées au paragraphe E.11.a, les stipulations du présent {paragraphe E.11.g}(#section_e11) prévaudront. Si une stipulation des présentes Conditions liée à l'arbitrage est jugée non valable ou inopposable, elle sera maintenue ainsi dans la mesure minimale requise par la Loi et l'ensemble des autres stipulations demeureront valables et opposables.

12. Caractère exhaustif des Conditions

Les présentes Conditions et toutes les politiques et procédures intégrées par voie de référence constituent l'intégralité de l'accord vous liant à Stripe concernant la prestation et l'utilisation des Services. Sauf si un document écrit signé par vous et Stripe indique le contraire, les présentes Conditions prévalent sur toute politique et tout accord relatifs à la prestation et l'utilisation des Services avec lesquels il serait en conflit. Les présentes Conditions énoncent vos recours exclusifs concernant les Services. Si une stipulation ou autre partie des présentes Conditions est jugée non valable ou inopposable en vertu de la Loi, elle sera révisée et interprétée de manière à atteindre ses objectifs dans la mesure du possible, et l'ensemble des autres stipulations continueront de produire leur plein effet.

13. Droits cumulatifs, interprétation, renonciation

Les droits et recours conférés aux parties aux termes des présentes Conditions sont d'ordre cumulatif, et chaque partie pourra exercer l'un des droits ou des recours que lui confèrent les présentes Conditions, de même que l'ensemble des autres droits et recours qui lui sont conférés en vertu de la Loi, selon l'équité et en vertu des Règles relatives au moyen de paiement. Aucune stipulation des présentes Conditions ne sera interprétée en défaveur d'une partie au motif que cette dernière en est la rédactrice. Sauf si une stipulation indique le contraire, l'usage de l'expression « y compris » ou « tel(le)(s) que » n'est pas réputé limiter la portée générale du texte qui la précède. Le fait pour une partie de ne pas demander l'exécution d'une stipulation des présentes Conditions ne vaudra pas renonciation au droit pour cette partie d'en demander l'exécution ultérieurement.

14. Survie des stipulations

L'ensemble des stipulations des présentes Conditions faisant naître une obligation permanente à la charge d'une partie demeureront valables après la résiliation des présentes Conditions, y compris les clauses A.3 (« Votre relation avec vos Clients »), A.6 (« Taxes et autres dépenses »), A.7 (« Exigences, limitations et restrictions des Services »), A.8 (« Suspicion d'utilisation non autorisée ou illicite ») et A.9 (« Communications et avis ; consentement à la signature électronique »), le paragraphe A.10.b (« Effets de la résiliation »), les clauses B.2 (« Propriété de la PI de Stripe »), C.6 (« Moyens de paiement spécifiques »), C.7 (« Versement et Fréquence des virements »), C.8 (« Fonds de compensation et Réserves »), C.9 (« Sûretés, collecte et droits de compensation »), C.10 (« Rapprochement et signalement d'erreurs »), C.11 (« Comptes inactifs »), D.3 (« Contrôles de sécurité et des fraudes »), D.4 (« Votre utilisation des Données avec Stripe Connect et Stripe Relay »), D.5 (« Remise des Coordonnées du Compte de paiement à la résiliation »), E.4 (« Absence d'agence ; Services tiers »), E.5 (« Force majeure »), E.6 (« Votre responsabilité concernant les prétentions de tiers à notre rencontre »), E.7 (« Dé-

clarations et garanties »), E.8 (« Absence de garanties »), E.9 (« Limitation de responsabilité »), E.10 (« Réponse aux Procédures judiciaires »), E.11 (« Règlement des Litiges ; acceptation de l'arbitrage »), E.12 (« Caractère exhaustif des Conditions »), E.13 (« Droits cumulatifs, interprétation, renonciation ») et E.14 (« Survie des stipulations ») ; ainsi que toutes conditions connexes énoncées dans les Conditions.

15. Langue

Les parties reconnaissent par les présentes avoir exigé que les présentes Conditions et l'ensemble des documents connexes soient rédigés en langue anglaise.

16. Réclamations

Si vous avez une réclamation à formuler au sujet des Services de paiement que nous fournissons, veuillez contacter complaints@stripe.com. De plus amples informations sur notre Politique en matière de réclamations sont disponibles ici. Si votre réclamation n'est pas réglée, vous pouvez avoir le droit de la soumettre (i) au Financial Ombudsman Service (FOS) si SPUKL vous fournit des Services de paiement agréés ou (ii) au Irish Financial Services and Pensions Ombudsman (FSPO) si STEL vous fournit des Services de paiement agréés. Des informations complémentaires sur le FOS et le FSPO, leurs coordonnées et les critères d'éligibilité sont disponibles dans notre Politique en matière de réclamations et sur les sites Internet www.financial-ombudsman.org.uk et www.fspo.ie.

CONDITIONS D'UTILISATION DES SERVICES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

LEGALIX a utilisé, optimisé et personnalisé une API proposée par un Prestataire ; en conséquence les Conditions générales de vente dudit Prestataire s'appliqueront, par extension, aux utilisateurs d'Avocalix.

Il convient de rappeler ci après les Conditions générales de vente du Prestataire :

Entrée en vigueur au 15 janvier 2019

Objet

La société Yousign (ci-après : « Yousign ») propose des prestations de services de confiance en matière de signature électronique, d'horodatage électronique, de cachet électronique et d'archivage électronique, ainsi que d'accompagnement et de conseil dans la mise en œuvre de ces prestations.

Les présentes conditions générales s'appliquent sans restriction ni réserve à toute commande de Services auprès de Yousign. Elles ont pour objet de définir les modalités et conditions de fourniture des Services au bénéfice du client y ayant souscrit dans les conditions définies à l'article « Souscription aux Services et acceptation des conditions générales » (ci-après le « Client »).

Si le Client a accepté un devis, dans les conditions prévues à l'article « Demande de Devis » (ci-après : le « Devis »), ce Devis et les présentes conditions générales constituent un ensemble contractuel indissociable. En cas de contradiction, les dispositions du (des) Devis prévalent sur les présentes conditions générales. En cas de contradiction entre différents Devis, le document le plus récent prévaut sur les plus anciens.

Les présentes conditions générales prévalent sur toutes autres conditions générales ou particulières non expressément agréées par Yousign.

Principales définitions

Dans les présentes conditions générales, les termes suivants, employés avec une première lettre majuscule, auront les significations respectives suivantes :

API

L'API mise à la disposition du Client et intégré sur son système informatique, dont la documentation relative à ses caractéristiques fonctionnelles et techniques peut être consultée à l'adresse <https://dev.yousign.com>.

Application

L'Application en ligne éditée par Yousign et accessible sur le Site en mode « SaaS » (Software as a Service), dont la documentation relative à ses caractéristiques fonctionnelles et techniques peut être consultée à l'adresse <https://help.yousign.com/hc/fr>.

Compte Client

Le compte ouvert sur le Site pour le Client, pour lui permettre d'utiliser les Services.

Comptes Utilisateurs

Les comptes ouverts sur le Site pour chaque Utilisateur et dépendant du Compte Client. Chaque Compte Utilisateur est nominatif et personnel à l'Utilisateur correspondant.

Documents Client

Les documents du Client faisant l'objet des Services de signature électronique, d'archivage électronique et de signature de cachet serveur définis dans les présentes conditions générales.

Dossier de Preuves

Les fichiers sur lequel sont recensés l'ensemble des données et informations relatives à l'utilisation par le Client ou un Utilisateur des Services de signature électronique, de signature de cachet serveur.

Espace Client

L'interface réservée au Client, auquel celui-ci et les Utilisateurs ont accès, par l'intermédiaire du Compte Client et des Comptes Utilisateurs, et qui leur permet de gérer leur utilisation des Services.

Informations Confidentielles

Toutes les informations et/ou données, sous quelque forme et de quelque nature que ce soit, incluant notamment tous documents écrits ou imprimés, tous fichiers informatiques, échantillons, modèles et/ou connaissances protégeable ou non par un droit de propriété intellectuelle, ainsi que toutes informations écrites ou orales, de nature notamment commerciale, financière, administrative, juridique ou technique, appartenant à une Partie ou relatifs à celle-ci, auxquels l'autre Partie aura accès à l'occasion de la fourniture des Services, pour lesquelles la Partie qui communique ces informations a indiqué de manière non équivoque leur caractère confidentiel, ou, dans le cas d'une communication orale, visuelle ou sur un support écrit, a fait connaître oralement leur caractère confidentiel au moment de la communication. Sont notamment considérées comme des Informations Confidentielles les Documents Clients et plus généralement, toute donnée, information ou documents communiqués par le Client à Yousign aux fins des présentes.

Politiques de Certification

Les politiques mises en œuvre par Yousign pour fournir des Services en conformité avec les normes pour lesquelles elle bénéficie d'une certification, dont la documentation technique peut être consultée sur le Site dans la rubrique « Certifications ».

Services

L'ensemble des prestations proposées par Yousign, précisées à l'article « Description des Services ».

Signataires Tiers

Les personnes physiques devant signer les Documents Client au moyen du Service de signature électronique, qui ne sont pas des Utilisateurs utilisant les Services.

Site

Le site internet <https://yousign.com>, exploité par Yousign.

Tiers Archiveur

Le prestataire d'archivage auprès duquel Yousign a sous-traité la réalisation du Service d'archivage électronique. L'identité du Tiers Archiveur est communiquée par Yousign au Client, par tout moyen écrit utile, lors de la mise en œuvre du Service d'archivage électronique.

Utilisateurs

Les membres du personnel et collaborateurs du Client, sélectionnés par celui-ci pour utiliser les Services définis aux présentes.

Site et Services réservés aux professionnels

Le Site et les Services sont conçus pour et destinés à un usage professionnel et s'adressent ainsi exclusivement aux professionnels dans le cadre de leur activité.

Souscription aux Services et acceptation des conditions générales

Souscription sur le Site

Les Services sont fournis sous la forme d'abonnement (ci-après : « l'Abonnement »), selon l'une des modalités suivantes :

Formule Application

Le Client souscrit un Abonnement sur l'application accessible sur le Site (ci-après : « l'Application »), pour chacun des Utilisateurs qu'il aura préalablement sélectionnés à cette fin.

Formule API

Yousign peut mettre à la disposition du Client une API (ci-après : « l'API ») que le Client devra intégrer sur son système informatique. A cette fin, Yousign communique au Client, par tout moyen écrit utile et notamment par email, un lien d'accès à l'API.

Une documentation d'intégration de l'API peut être consultée sur le Site. Yousign peut également apporter au Client un support technique, dans les conditions prévues à l'article « Support technique ».

Ouverture de Comptes

Lors de la souscription à un Abonnement, le Client ouvre un Compte Client sur le Site, au choix :

soit en remplissant le formulaire prévu à cet effet sur le Site. A cette fin, le Client doit fournir l'ensemble des informations marquées comme obligatoires. Toute inscription incomplète ne pourra donner lieu à l'ouverture du Compte Client.

soit en soumettant une demande d'ouverture de Compte Client par écrit à Yousign qui lui adressera en retour, par tout moyen utile et notamment par email, un lien permettant au Client d'activer son Compte Client, ainsi que de choisir un mot de passe.

L'ouverture du Compte Client entraîne l'attribution d'un Espace Client lui permettant de gérer son utilisation des Services, sous une forme et selon les moyens techniques que Yousign juge les plus appropriés.

Il appartient ensuite au Client de sélectionner, parmi les Utilisateurs, un ou plusieurs administrateurs en charge de gérer l'accès des Utilisateurs aux Services, de leur ouvrir des Comptes Utilisateurs et de leur affecter des identifiants de connexion personnels et de leur demander de choisir leurs mots de passe.

Le Client s'engage à veiller à ce que les Utilisateurs ne permettent à aucun tiers d'utiliser les Comptes Utilisateurs à leur place ou pour leur compte, sauf à en supporter l'entière responsabilité. Il reconnaît expressément que toute utilisation des Services avec ces identifiants de connexion sera réputée avoir été effectuée par les Utilisateurs correspondants.

Le Client reconnaît et accepte expressément que les Utilisateurs sont seuls responsables du maintien de la confidentialité de leur identifiant et de leur mot de passe. Il s'engage à contac-

ter sans délai Yousign, par tout moyen écrit utile et notamment par email, s'il apparaît qu'un Compte Utilisateur a été utilisé à l'insu de son Utilisateur.

Demande de Devis

Le Client peut également prendre attache directement avec Yousign, à l'adresse de contact indiqué sur le Site, pour souscrire aux Services. A cette fin, il lui appartient de fournir à Yousign les informations et documents utiles afin de permettre à celle-ci d'identifier ses besoins et attentes.

Sur la base de ces informations et documents, Yousign établira un Devis indiquant les caractéristiques de ces Services spécifiques, leur prix et les modalités de son paiement. Sauf mention contraire, ce Devis est valable pendant un mois à compter de son émission. A défaut de validation par le Client dans ce délai, il sera caduc.

Le Client doit valider le Devis dans le délai ci-dessus, par tout moyen écrit utile et notamment par email. Lorsque le Client a validé le Devis, il ouvre un Compte Client sur le Site, s'il ne l'a pas déjà fait, dans les conditions décrites ci-dessus.

Acceptation des conditions générales

Lors de la souscription à l'Abonnement sur le Site, le Client accepte les présentes conditions générales au moyen d'une case à cocher dans le formulaire d'inscription.

Si le Client a commandé des Services spécifiques, toute validation d'un Devis, expresse ou implicite, emporte acceptation pleine et entière des présentes conditions générales, dans leur version en vigueur à la date du Devis concerné.

Cette acceptation ne peut être que pleine et entière. Toute acceptation sous réserve est considérée comme nulle et non avenue. Le Client qui n'accepte pas d'être lié par les présentes conditions générales ne doit pas commander de Services auprès de Yousign.

Demande de modification de l'Abonnement et/ou des Services

Le Client a la possibilité, à tout moment, de changer d'Abonnement, de cumuler les deux formules visées à l'article « Sous-

cription sur le Site » ou de modifier les Services spécifiques commandés à Yousign.

Toutes demandes de modifications par le Client des formules d'Abonnement et/ou des Services spécifiques visées dans le Devis pourront être effectuées selon l'une des modalités suivantes :

Ces demandes pourront être négociées directement entre le Client et Yousign. En cas d'accord trouvé entre les Parties, les modifications feront l'objet d'un Devis complémentaire ou d'un nouveau Devis, dont les dispositions prévaudront sur l'ancien. A défaut d'indication dans le nouveau Devis, les périodes d'engagement restent identiques au premier Devis.

Le Client pourra également saisir ses demandes par l'intermédiaire du Site. Dès la prise en compte de ces demandes, les informations relatives à ces modifications seront accessibles au Client, par l'intermédiaire de son Espace Client.

Politiques de certification de Yousign

Yousign est certifiée par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) en qualité de prestataire habilitée à délivrer les services de confiance définis par le Règlement « eIDAS » n° 910/2014 du 23 juillet 2014 (ci-après : le « Règlement eIDAS »). A ce titre, elle figure sur la liste de confiance établie par la France pour la Commission Européenne.

Yousign est également certifiée pour délivrer des certificats de signatures électroniques conformes aux normes indiquées sur le Site, dans la rubrique « Certifications ».

Aux fins de fournir des Services conformes aux normes susvisées, Yousign a mis en œuvre les Politiques de Certification qui peuvent être consultées sur le Site, dans la rubrique « Certifications ».

Le Client est invité à prendre connaissance, dans cette rubrique, de la documentation technique relative aux Politiques de Certification, ainsi que des agréments et certifications dont bénéficie Yousign pour délivrer des certificats de signature électronique.

Description des Services

Service de signature électronique

Yousign fournit le Service de signature électronique selon les modalités suivantes, en fonction de la formule d'Abonnement souscrite par le Client et le niveau de signature souhaitée.

Caractéristiques des signatures

Le Service de signature électronique permet à un Utilisateur de signer des Documents Client et/ou de les faire signer par un ou plusieurs Signataires Tiers.

Suivant la formule souscrite par le Client, ce Service est fourni selon les modalités suivantes :

Si le Client a souscrit à la Formule Application, chaque Utilisateur a la possibilité de signer personnellement des Documents Client et/ou de les faire signer par des Signataires Tiers.

Si le Client a souscrit à la Formule API, le Client peut choisir l'une des options suivantes :

soit l'achat d'un pack pour un nombre défini de signatures électroniques à utiliser sur une période donnée ;

soit le droit d'utiliser un nombre maximum de signatures électroniques sur une période donnée, toute signature électronique supplémentaire étant soumise à des frais supplémentaires.

Processus de signature

Yousign propose deux niveaux de signature électronique : soit une signature électronique simple, soit une signature électronique avancée, au sens du Règlement eIDAS, entendue comme une signature permettant d'identifier son auteur de manière univoque, d'être utilisée sous son contrôle exclusif et de détecter toute modification ultérieure du document signé.

Le processus de mise en œuvre d'une signature électronique, suivant qu'elle soit simple ou avancée, est décrit dans les Politiques de Certification.

Le Client peut demander, dans les conditions prévues à l'article « Demande de Devis pour des Services spécifiques », à prendre en charge une ou plusieurs étapes de ce processus. Dans cette hypothèse, le Client reconnaît et accepte expressé-

ment que la mise en œuvre de ces étapes sera de sa seule responsabilité.

Si un Document Client doit être signé par un ou plusieurs Signataires Tiers, il appartient au Client de communiquer à Yousign les coordonnées, notamment les nom, prénom, adresse email et numéro de téléphone, desdits Signataires Tiers, par tout moyen utile.

A réception de ces informations, Yousign envoie à chaque Signataires Tiers, par tout moyen utile, un lien à partir duquel il pourra signer le Document Client, selon le processus décrit dans les Politiques de Certification.

Dossier de preuves

Chaque signature électronique de Documents Client donne lieu à l'établissement d'un Dossier de Preuves, dans lequel sont recensés l'ensemble des données et informations relatives au processus de signature électronique utilisé, ainsi que l'ensemble des éléments permettant d'identifier les Utilisateurs et Signataires Tiers ayant signé les Documents Client, le « hash » de ceux-ci et, le cas échéant, le certificat associé à la signature électronique avancée et les conditions générales d'utilisation des signatures électroniques.

Dans l'hypothèse où le processus de signature électronique d'un Document Client ferait l'objet d'une contestation ou d'un litige, le Client pourra utiliser les Politiques de Certification et le Dossier de Preuves, mis à sa disposition dans l'Espace Client.

Le Dossier de Preuves est conservé par le Tiers Archiveur pendant une durée de dix (10) ans à compter de son établissement sans que l'expiration ou la résiliation des présentes pour quelque cause que ce soit ne puisse remettre en cause cette durée de conservation.

Service d'archivage électronique

Yousign peut mettre à la disposition du Client un espace d'archivage réservé aux Documents Client que le Client souhaite archiver, aux fins de leur conservation pendant une durée

de dix (10) ans (ci-après : la « Durée d'Archivage »), dans des conditions propres à assurer leur pérennité et leur intégrité.

Le Client déclare être informé et accepter que Yousign a confié la réalisation du Service d'archivage électronique au Tiers Archiveur. Yousign garantit au Client que le Tiers Archiveur est certifié pour fournir un Service conforme aux normes en vigueur définissant l'état de l'art en matière d'archivage électronique, notamment les normes NF Z42-013 et NF Z42-026 ou toutes autres normes qui s'y substitueraient.

A l'issue de la Durée d'Archivage, les Parties pourront discuter de bonne foi du renouvellement du Service d'Archivage, pour une nouvelle durée de dix (10) ans. Si le Client ne souhaite pas renouveler le Service d'archivage, Yousign pourra, à sa demande, détruire et/ou lui restituer les Documents Client archivés.

Le Client a accès aux Documents Client archivés pendant la durée de son Abonnement, par l'intermédiaire de l'Espace Client.

Dans l'hypothèse où son Abonnement serait résilié avant la fin de la Durée d'Archivage, Yousign s'engage à en informer par écrit le Tiers Archiveur, en lui communiquant toutes informations utiles sur le Client et les Utilisateurs, aux fins que les Documents Client soient archivés jusqu'à la fin de la Durée d'Archivage.

Service d'horodatage électronique

Yousign met à la disposition du Client un pack pour un nombre défini d'horodatages électroniques, permettant au Client de donner date et heure certaines aux documents, données et fichiers de son choix (ci-après : les « Données Horodatées »).

Les horodatages mis à la disposition du Client sont des horodatages qualifiés, au sens du Règlement eIDAS, à savoir des horodatages électroniques qui :

lient la date et l'heure aux Données Horodatées de manière à raisonnablement exclure la possibilité de leur modification indétectable ;

sont fondés sur une horloge exacte liée au temps universel coordonné ;

sont signés ou cachetés, au moyen d'une signature électronique ou d'un cachet électronique avancé ou par une méthode équivalente.

Chaque horodatage du pack est réalisé sous la forme d'un fichier intégrant une empreinte alpha-numérique (ou « hash ») propre à chacune des Données Horodatées, auquel sont associées la date et l'heure de l'horodatage (ci-après : le « Jeton d'Horodatage »).

Service de cachet serveur électronique

Yousign peut mettre à la disposition du Client un pack de signatures de cachet serveur.

Yousign peut fournir deux catégories de signatures de cachet serveur : soit uniquement destinées à garantir l'intégrité des Documents Client sur lesquels la signature de cachet serveur est apposée, soit permettant également de prouver que ces Documents Client ont été délivrés par le Client, en sa qualité de personne morale.

Dans cette dernière hypothèse, la création du cachet serveur fait l'objet d'un processus de collecte d'informations relative à l'entité morale pour laquelle il est délivré. Le processus de collecte est décrit dans les politiques de certification.

Aux fins de réalisation du Service de signature cachet serveur, le Client envoie à Yousign, par tout moyen utile, les Documents Client concernés et la catégorie de signature de cachet serveur souhaitée. Yousign procède à la signature de cachet serveur sur les Documents Client et remet ceux-ci à la disposition du Client, dans son Espace Client.

Yousign établit et conserve également un Dossier de Preuves, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article « Service de signature électronique ».

Les processus de collecte d'informations relatives au porteur du cachet électronique et de constitution du Dossier de Preuves sont précisés dans les Politiques de Certification.

Disponibilité des Services

A la demande du Client, Yousign peut garantir, sauf cas de force majeure, le maintien de l'accès aux Services 24h/24h et 7j/7j, ainsi que le niveau de disponibilité et les conditions de gestion et de résolution des incidents précisés dans la convention de service accessible sur le Site (ci-après : le « Service Disponibilité »).

Le Client qui a souscrit au Service Disponibilité reconnaît et accepte expressément qu'eu égard à la complexité d'Internet, l'inégalité des capacités des différents sous-réseaux, l'afflux à certaines heures des Utilisateurs, aux différents goulots d'étranglement sur lesquels Yousign n'a aucune maîtrise, la responsabilité de Yousign sera limitée au fonctionnement de ses serveurs, dont les limites extérieures sont constituées par les points de raccordement.

Yousign ne saurait être tenue pour responsable (i) des vitesses d'accès à ses serveurs, (ii) des ralentissements externes à ses serveurs, et (iii) des mauvaises transmissions dues à une défaillance ou à un dysfonctionnement de ces réseaux.

Le Client reconnaît et accepte que le Service Disponibilité ne couvre pas toute panne ou interruption intervenant du fait des opérateurs télécoms ou fournisseurs d'accès à internet.

Support technique

Pour toute question liée à l'intégration de l'API et à l'utilisation des Services, Yousign assure un service de support technique, consistant en une assistance et un conseil.

En fonction de l'option choisie par le Client, le support technique est accessible par email et/ou par téléphone, aux coordonnées indiquées sur le Site, du lundi au vendredi, hors jours chômés ou fériés, de 9 heures à 18 heures.

En fonction du besoin identifié, Yousign estimera le délai de sa réponse et la nature de celle-ci et en tiendra informé le Client.

Hébergement des données du Client

Yousign s'engage à assurer, dans les termes d'une obligation de moyens, l'hébergement des Documents Client et des Dos-

siers de Preuve, conformément aux usages de la profession et à l'état de l'art, sur des serveurs situés dans l'Union Européenne et par un prestataire d'hébergement professionnel, exerçant son activité conformément aux usages de la profession et à l'état de l'art.

Dans ce cadre, Yousign s'engage à fournir au Client des capacités de stockage et de traitement suffisantes pour l'exploitation des Services, conformément aux usages de la profession et à l'état de l'art.

Yousign s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens techniques, conformes à l'état de l'art, nécessaires pour assurer la sécurité et de l'accès aux Services, aux Documents Client et aux Dossiers de Preuve, portant sur la protection et la surveillance des infrastructures, le contrôle de l'accès physique et/ou immatériel auxdites infrastructures, ainsi que sur la mise en œuvre des mesures de détection, de prévention et de récupération pour protéger les serveurs d'actes malveillants.

Yousign s'engage également à prendre toutes précautions utiles, au regard de la nature des données et des risques présentés par les traitements automatisés de données mis en œuvre pour les besoins des Services, pour préserver la sécurité des Documents Client et des Dossiers de Preuve, et notamment empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Services d'accompagnement

Sur demande du Client, Yousign peut fournir des prestations de formation et d'accompagnement dans la mise en œuvre des Services visés ci-dessus. Dans le cadre de cet accompagnement, Yousign peut également personnaliser l'Espace Client en y apposant le logo du Client.

Aux fins de réalisation de ces prestations, Yousign peut soit affecter le nombre de jours-hommes nécessaires, en fonction des besoins exprimés par le Client, soit prévoir un nombre maximum de jours-hommes qu'il appartiendra au Client d'utiliser en fonction des prestations dont il souhaite bénéficier.

Les conditions de réalisation de ces prestations, notamment le choix du mode d'affectation de jours-hommes, sont précisés dans le Devis.

Autres Services

Yousign se réserve la possibilité de proposer tout autre Service qu'elle jugera utile, sous une forme et selon les fonctionnalités et moyens techniques qu'elle estimera les plus appropriés pour rendre lesdites Services.

Durée

L'Abonnement débute à la date de sa souscription, pour la durée souscrite par le Client (ci-après : la « Période Initiale »). Il sera ensuite reconduit tacitement pour des périodes successives de même durée, de date à date, sauf dénonciation par Yousign ou par le Client par email, au plus tard :

quinze (15) jours avant la fin de la période en cours, si l'abonnement est mensuel ;

trente (30) jours avant la fin de la période en cours, si l'abonnement est annuel ou pluriannuel.

En cas de commande de Services spécifiques, la date d'effet et la durée de leur souscription sont indiquées dans le Devis.

Conditions financières

Prix des services

Les prix des Services sont indiqués sur le Site ou, le cas échéant, dans le Devis. Sauf mention contraire, il est exprimé en euros et hors taxes.

Yousign se réserve le droit, à sa libre discrétion et selon des modalités dont elle sera seule juge, de proposer des offres promotionnelles ou réductions de prix.

Toute période d'Abonnement entamée est due dans son intégralité.

Révision des prix

Le prix d'un Abonnement, au-delà de sa période initiale, peut faire l'objet d'une révision par Yousign à tout moment, à sa libre discrétion. Le Client sera informé de ces modifications par Yousign par tout moyen écrit utile (et notamment par email) au mini-

mum un (1) mois avant la date de début du préavis indiqué à l'article « Durée » l'entrée en vigueur du nouveau prix.

Une fois entré en vigueur, le nouveau prix s'applique lors du renouvellement de l'Abonnement. Le Client qui n'accepte pas le nouveau prix doit mettre fin à son Abonnement selon les modalités prévues à l'article « Durée ». A défaut, il sera réputé avoir accepté le nouveau tarif.

Facturation et modalités de paiement

Sauf accord spécifique entre le Client et Yousign :

Les prix de la Formule Application ou de la Formule API sont exigibles à la date de leur souscription, puis à chaque renouvellement.

Les prix d'achat des packs de signatures électroniques, d'horodatages électroniques et de cachets électroniques, ainsi que de l'espace d'archivage, sont exigibles lors de leur commande.

Les modalités de paiement du prix des Services spécifiques sont indiquées dans le Devis.

Ces prix font l'objet de factures, communiquées au Client par tout moyen utile. Sauf accord particulier entre le Client et Yousign, leur paiement s'effectue à trente (30) jours fin de mois.

Retards et incidents de paiement

Le Client est informé et accepte expressément que tout retard de paiement de tout ou partie d'une somme due à son échéance entraînera automatiquement, sans mise en demeure préalable, la facturation au profit de Yousign d'un intérêt de retard au taux de trois (3) fois le taux de l'intérêt légal, assis sur le montant de l'intégralité des sommes dues par le Client et d'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros au titre des frais de recouvrement.

En outre, en l'absence de paiement d'une somme due à son échéance dans les quinze (15) jours calendaires suivant la réception par le Client d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée sans effet, Yousign se réserve la faculté de suspendre les Services et d'exiger le paie-

ment immédiat de l'ensemble des sommes dues par le Client, sans préjudice des dispositions de l'article « Sanction des manquements ».

Convention de preuve

Le Client reconnaît et accepte expressément :

que les données recueillies sur le Site et les équipements informatiques de Yousign font foi de la réalité des opérations intervenues dans le cadre des présentes,

que ces données constituent le principal mode de preuve admis entre les parties, notamment pour le calcul des sommes dues à Yousign.

Le Client peut accéder à ces données dans l'Espace Client.

Obligations et garanties du Client

Sans préjudice des autres obligations prévues aux présentes, le Client s'engage à respecter les obligations qui suivent :

Le Client s'engage à fournir à Yousign tous les documents, éléments, données et informations nécessaires à la réalisation des Services. Plus généralement le Client s'engage à coopérer activement avec Yousign, notamment avec son personnel dédié, en vue de la bonne exécution des présentes, et à l'informer de toutes difficultés liées à cette exécution. Il appartient notamment au Client d'alerter Yousign de toute attaque, menace potentielle ou tentative d'intrusion de tiers dans le Compte Client et/ou les Comptes Utilisateurs.

Le Client garantit à Yousign que toutes les données informations qu'il lui communique dans le cadre de la réalisation des Services, notamment celles relatives à l'identité des Utilisateurs et des Signataires Tiers, sont exactes, à jour et sincères et ne sont entachées d'aucun caractère trompeur. Il s'engage à mettre à jour ces informations dans l'Espace Client en cas de modifications, afin qu'elles correspondent toujours aux critères susvisés.

Le Client s'engage à informer les Utilisateurs de l'existence du Site et des Services, ainsi qu'à leur fournir toutes informa-

tions utiles pour leur permettre une bonne utilisation des Services et faciliter leur accès.

Le Client s'engage, dans son usage des Services, à respecter les lois et règlements en vigueur et à ne pas porter atteinte aux droits de tiers ou à l'ordre public.

Le Client est seul responsable de son utilisation des Services, ainsi que de l'utilisation des Services par les Utilisateurs eux-mêmes. A cet égard, il se porte garant contre toute mauvaise utilisation, utilisation non conforme ou illicite, que les Utilisateurs pourront faire des Services, notamment contre les atteintes aux lois et règlements en vigueur.

Le Client est ainsi exclusivement responsable de la mise en place de toutes procédures destinées à prévenir ou à réparer la commission de tels actes.

Il est également de la responsabilité du Client de s'assurer de la légalité et de la validité des Documents Client faisant l'objet des Services. A cet égard, le Client reconnaît et accepte expressément que Yousign n'a pas connaissance des données stockées par le Client dans l'Espace Client, ni des Documents Client, sur lesquels elle n'effectue aucune modération, sélection, vérification ou contrôle d'aucune sorte.

Le Client est également seul responsable des relations pouvant naître entre lui et les Utilisateurs, notamment tous différends ou litiges ayant pour cause ou origine l'utilisation des Services.

Il est notamment seul responsable des délégations de pouvoir et/ou de signature accordées aux Utilisateurs auxquels il affecte les signatures électroniques et/ou il délègue la mission de procéder à un horodatage et/ou à l'apposition d'une signature de cachet serveur.

La responsabilité de Yousign ne pourra en aucun cas être engagée à ce titre.

Le Client est seul responsable des relations pouvant naître entre lui, les Utilisateurs et les tiers, notamment les Signataires Tiers, dans le cadre de l'Utilisation des Services.

En outre, le Client reconnaît et accepte expressément que Yousign n'est pas partie aux contrats conclus avec les Signataires Tiers et ne saurait en aucun cas voir sa responsabilité engagée au titre des difficultés pouvant intervenir lors de la conclusion ou de l'exécution de ces contrats, ni être partie à quelques litiges éventuels à ce sujet. A cet égard, le Client est seul responsable de son utilisation des Dossiers de Preuve, dans l'hypothèse d'éventuels litiges.

Le Client reconnaît et accepte expressément qu'il est de sa responsabilité de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder par ses propres moyens les informations de son Espace Client qu'il juge nécessaires. Sous réserve des dispositions applicables au Service d'archivage, prévues à l'article « Service d'archivage électronique », Yousign décline toute responsabilité en cas de perte éventuelle de ces informations, le Client ne pouvant prétendre à aucun dédommagement à ce titre.

Le Client est informé et accepte que la mise en œuvre des Services nécessite que les Utilisateurs soient connectés à internet et que la qualité des Services dépend directement de cette connexion, dont il est seul responsable.

Le Client s'interdit, en son nom et au nom des Utilisateurs de monnayer, céder, concéder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre des présentes à un quelconque tiers, y compris si ce tiers a un lien direct ou indirect avec le Client ou l'un des Utilisateurs, de quelque manière que ce soit.

Le Client garantit Yousign contre toutes plaintes, réclamations, actions et/ou revendications quelconques qu'elle pourrait subir du fait de la violation, par le Client de l'une quelconque de

ses obligations aux termes des présentes. Il s'engage à payer à Yousign tous les frais, charges et/ou condamnations qu'elle pourrait avoir à supporter de ce fait.

Obligations et responsabilité de Yousign

Sans préjudice des autres obligations prévues aux présentes, Yousign s'engage à respecter les obligations qui suivent :

Yousign s'engage à fournir les Services avec diligence et selon les règles de l'art, et garantit que les Services sont réalisés à un niveau de sécurité et de confidentialité conformes aux exigences du Règlement eIDAS et plus généralement, des normes indiquées sur le Site, dans la rubrique « Certifications », dans le respect de ses Politiques de Certification.

Toutefois, le Client reconnaît et accepte expressément que, sous réserve de la conformité des Services aux normes et Politiques de Certification, il pèse sur Yousign une obligation de moyens, à l'exclusion de toute obligation de résultat.

Yousign s'engage à n'utiliser les informations, documents, données et plus généralement tous les éléments qui pourront lui être transmis dans le cadre des présentes qu'aux fins de leur exécution. Elle s'engage à ne pas diffuser ou partager ces éléments avec quelque tiers que ce soit, à l'exception de ses sous-traitants pour les seuls besoins de la réalisation des Services, sauf demande ou accord exprès du Client.

Yousign certifie qu'elle est titulaire d'une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle. Elle s'engage à maintenir en vigueur cette police d'assurance pendant la durée des présentes.

Yousign s'engage à procéder régulièrement à des contrôles afin de vérifier le fonctionnement et l'accessibilité des Services. A ce titre, Yousign se réserve la faculté d'interrompre momentanément l'accès aux Services pour des raisons de maintenance. De même, Yousign ne saurait être tenue responsable des difficultés ou impossibilités momentanées d'accès aux Services qui auraient pour origine des circonstances qui lui

sont extérieures ou qui seraient dues à des perturbations des réseaux de télécommunication.

Yousign ne saurait être tenue pour responsable des retards imputables à la communication tardive ou défectueuse par le Client de toutes informations et données nécessaires à la mise en œuvre des Services et plus généralement, de tous faits imputables au Client, ainsi que des défauts qui ne seraient pas directement et exclusivement imputables à Yousign.

Plus particulièrement, la responsabilité de Yousign ne saurait être engagée dans l'hypothèse où les emails envoyés au Client et/ou aux Signataires Tiers dans le cadre de la réalisation des Services se retrouveraient dans leurs courriers indésirables.

En tout état de cause, Yousign ne saurait être redevable envers le Client du paiement de dommages et intérêts, de quelque nature qu'ils soient, directs, matériels, commerciaux, financiers ou moraux, en raison de l'exécution des présentes, pour un montant supérieur aux montants facturés par Yousign dans ce cadre ayant entraîné sa responsabilité, durant les douze (12) mois précédant la survenance du dommage prétendu. La responsabilité de Yousign ne pourra au demeurant être engagée que si le Client a émis une réclamation, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai d'un mois suivant ladite survenance.

Sanctions en cas de manquements

En cas de manquement à l'une quelconque des dispositions des présentes conditions générales, ou plus généralement, d'infraction aux lois et règlements par le Client, Yousign se réserve le droit de :

- suspendre, supprimer ou empêcher l'accès aux Services du Client, auteur du manquement ou de l'infraction, ou y ayant participé,

- supprimer toute Vidéo en lien avec le manquement ou l'infraction considéré(e), en totalité ou en partie,

prendre toutes mesures appropriées et engager toute action en justice,

avertir le cas échéant les autorités compétentes, coopérer avec elles et leur fournir toutes les informations utiles à la recherche et à la répression d'activités illégales ou illicites.

En cas de manquement du Client à une obligation essentielle découlant des présentes conditions générales, Yousign se réserve le droit de résoudre son accès à tout ou partie des Services, trente (30) jours après réception, par le Client, d'une mise en demeure restée sans effet, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, mentionnant l'intention de faire application de la présente clause, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à l'Utilisateur. Elle entraîne automatiquement la suppression du Compte Client, sans préjudice des autres conséquences éventuellement induites en application des présentes conditions générales.

Propriété intellectuelle de Yousign

Les présentes conditions générales ne confèrent au Client aucun droit de propriété intellectuelle de quelque nature que ce soit sur le Site, l'Application, l'API et plus généralement, sur les systèmes, logiciels, structures, infrastructures, bases de données et contenus de toute nature (templates, textes, images, visuels, musiques, logos, marques, base de données, etc ...) exploités par Yousign dans le cadre de la fourniture des Services. Le Client ne dispose que d'une licence d'utilisation de ces éléments, aux seules fins de son utilisation des Services.

Tous désassemblages, décompilations, décryptages, extractions, réutilisations, copies et plus généralement, tous actes de reproduction, représentation, diffusion et utilisation de l'un quelconque de ces éléments, en tout ou partie, sans l'autorisation de Yousign sont strictement interdits et pourront faire l'objet de poursuites judiciaires.

Confidentialité

Yousign et le Client s'engagent à ce que les Informations Confidentielles :

soient gardées strictement secrètes ;

ne soient divulguées de manière interne qu'aux seuls membres de son personnel, ayant à en connaître ainsi qu'à ses auditeurs, conseils ou prestataires externes tenus aux mêmes obligations de confidentialité que celles prévues aux présentes et ne soient utilisées par ces derniers que dans le but défini au préambule du présent accord ;

ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement, dans un autre but que celui défini par le présent accord, sans le consentement préalable et écrit de la Partie divulgatrice ;

ne soient ni divulguées ni susceptibles d'être divulguées, soit directement, soit indirectement, à tout tiers ou à toutes personnes autres que celles mentionnées à l'alinéa (ii) ci-dessus ;

ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas pour ses besoins propres ou n'ont pas été autorisées par la Partie divulgatrice et ce, de manière expresse et par écrit.

Cette obligation ne s'étend pas aux documents et informations :

dont la partie qui les reçoit avait déjà connaissance ;

déjà publics lors de leur communication ou qui le deviendraient sans violation du présent accord ;

qui auraient été reçus d'un tiers de manière licite ;

dont la communication serait exigée par les autorités judiciaires, en application des lois et règlements ou en vue d'établir les droits d'une partie au titre des présentes.

Yousign et le Client s'engagent également, dès l'échéance ou la résiliation des Services, à restituer à l'autre partie et/ou à détruire l'ensemble des documents contenant des Informations Confidentielles qui lui ont été fournis pendant la durée d'exécution des présentes et à ne pas en conserver de copie.

Il est expressément convenu entre Yousign et le Client que les Informations Confidentielles resteront la propriété de la partie les ayant divulguées et que leur divulgation au titre des présentes ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant

de manière expresse ou implicite à la partie qui les reçoit un droit quelconque, notamment de propriété intellectuelle, sur celles-ci.

La présente obligation de confidentialité continuera à produire ses effets pendant les cinq (5) ans suivant la fin des Services, pour quelque raison que ce soit.

Protection des données à caractère personnel

Pour les besoins du présent article, les termes « données à caractère personnel », « délégué à la protection des données », « traiter/traitement », « responsable du traitement », « destinataire », « sous-traitant » et « transférer/transfert » ont la même signification que celle qui leur est donnée dans le Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après : le « RGPD »).

Dispositions générales

Yousign et le Client chacun pour ce qui la concerne, la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, notamment, loi relative à l'Informatique et aux Libertés du 6 Janvier 1978 (ci-après : la « Loi Informatique et Libertés ») et le RGPD.

Yousign pratique une politique de protection des données personnelles dont les caractéristiques sont explicitées dans le document intitulé « Charte relative à la protection des données à caractère personnel », dont le Client est expressément invité à prendre connaissance.

Traitements opérés par Yousign en qualité de sous-traitant du Client

Yousign est autorisée à traiter pour le compte du Client les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les Services.

La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel est la collecte, le traitement et l'hébergement des

données à caractère personnel des signataires des documents du Client dans le cadre de la fourniture des Services.

Les finalité(s) du traitement sont la réalisation des Services.

Les données à caractère personnel traitées sont les données d'identification des signataires des documents du Client.

Les catégories de personnes concernées sont les clients et partenaires commerciaux du Client.

Pour la réalisation des Services, le Client met à la disposition de Yousign les informations relatives aux personnes (collaborateurs et Signataires Tiers) amenés à signer ses documents.

Le Client est le responsable de traitement des données à caractère personnel visées ci-dessus. Les données à caractère personnel fournies par le Client à Yousign aux fins d'exécution des Services demeurent la seule propriété et sous la seule responsabilité du Client.

Yousign intervient pour sa part exclusivement en qualité de sous-traitant des données à caractère personnel.

Obligations de Yousign en qualité de sous-traitant

Yousign s'engage à :

- traiter les données à caractère personnel uniquement aux fins de réalisation des Services ;

- traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées du Client. Si Yousign considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, elle en informe immédiatement le Client. En outre, si Yousign est tenue de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel elle est soumise, elle doit informer le Client de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la fourniture des Services ;

veiller à ce que les membres de son personnel autorisés à traiter les données à caractère personnel :

s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;

reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance : Yousign peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le Client de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le Client dispose d'un délai minimum de 30 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations de Yousign pour le compte et selon les instructions du Client. Il appartient à Yousign de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, Yousign demeure pleinement responsable devant le Client de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Droit d'information des personnes concernées : Il appartient au Client de fournir l'information aux personnes concer-

nées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Exercice des droits des personnes : Dans la mesure du possible, Yousign doit aider le Client à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès de Yousign des demandes d'exercice de leurs droits, celle-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse email communiquée à cette fin par le Client à Yousign.

Notification des violations de données à caractère personnel : Yousign notifie au Client toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance et par email, à l'adresse visée ci-dessus. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Client, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Aide de Yousign dans le cadre du respect par le Client de ses obligations : Yousign aide le Client, si nécessaire au regard des exigences des autorités de contrôle et notamment la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et de la consultation préalable de l'autorité de contrôle, prévues par le RGPD.

Mesures de sécurité : Yousign s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données : A la fin des Services, Yousign s'engage, au choix du Client, à détruire ou à renvoyer au Client toutes les données à caractère personnel traitées pour son compte aux fins de la réalisation des Services.

Si cette option est choisie, le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information de Yousign. Une fois détruites, Yousign doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données : Yousign communique au Client le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, si elle en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD.

Registre des catégories d'activités de traitement : Yousign déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Client comprenant :

le nom et les coordonnées du Client pour le compte duquel elle agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;

les catégories de traitements effectués pour le compte du Client ;

le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49,

paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :

la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation : Yousign met à la disposition du Client la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Client ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Dans le cadre de tels audits, le Client ou l'auditeur mandaté par lui ne seront pas autorisés à accéder aux secrets d'affaires de Yousign, aux informations stratégiques de celle-ci ou aux informations que Yousign s'est engagée à garder confidentielles. Yousign pourra s'opposer à toute mesure de contrôle du Client ou de l'auditeur mandaté par lui qui serait susceptible de leur donner accès à de telles données ou informations, sans que le Client puisse effectuer la moindre réclamation à cet égard. Le Client veillera par ailleurs en tout état de cause à ce que l'auditeur et, plus généralement, le personnel procédant audit contrôle soient soumis à des obligations de confidentialité appropriées.

Obligations du Client en qualité de responsable de traitement vis-à-vis de Yousign

Le Client est tenu de s'acquitter des obligations qui lui reviennent en application du RGPD, notamment en ce qui concerne l'obligation d'informer les personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données à caractère personnel, la tenue du registre des traitements mis en œuvre, et plus généralement, du respect des principes issus du RGPD.

Le Client s'engage en outre à :

- fournir au sous-traitant les données visées dans les caractéristiques du traitement ;

- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par Yousign ;

- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part de Yousign ;

- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès de Yousign, dans les conditions décrites ci-dessus.

Réglementation sociale

Yousign déclare se conformer à la législation fiscale et sociale en vigueur, être à jour du paiement des cotisations sociales et être en mesure de fournir la preuve du respect des différentes obligations applicables en la matière, à la demande du Client. Yousign s'engage à fournir au Client, sur demande de celui-ci et aussi souvent que nécessaire, jusqu'à la fin de l'exécution des Services, les documents suivants :

- une carte d'identification justifiant de l'immatriculation au registre des métiers ou un extrait de l'inscription au registre du Commerce et des Sociétés daté de moins de trois (3) mois (extrait K ou KBIS), ou équivalent pour une société étrangère,

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvre-

ment des cotisations et des contributions sociales incombant à Yousign,

une attestation sur l'honneur en vertu de laquelle Yousign certifie avoir déposé auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires, et que le travail sera réalisé avec des salariés régulièrement employés au regard du Code du travail.

Sous-traitance

Le Client déclare être informé et accepter que Yousign se réserve la faculté de recourir à des sous-traitants pour des prestations connexes nécessaires à la réalisation de ses obligations au titre des présentes, sous réserve du respect des dispositions relatives au recours à des sous-traitants amenés à effectuer des activités de traitement de données à caractère personnel spécifiques, prévues à l'article « Protection des données à caractère personnel ».

En particulier, le Client reconnaît et accepte expressément que le Service d'archivage électronique est réalisé par le Tiers Archiviste.

Yousign s'engage à faire respecter par ses sous-traitants les mêmes obligations contractuelles que celles auxquelles elle se soumet dans le cadre des présentes.

Force majeure

Conformément aux dispositions de l'article 1218 du Code Civil, ni le Client, ni Yousign ne pourront voir leur responsabilité engagée pour un défaut d'exécution de leurs obligations contractuelles si ce défaut est dû à un événement, indépendant de leur volonté et constitutif de force majeure.

Par force majeure, il faut entendre la survenance d'un événement présentant les caractéristiques d'imprévisibilité, d'irrésistibilité et d'extériorité aux Parties habituellement reconnues par la loi et les tribunaux français. Sont notamment concernés : les grèves, activités terroristes, émeutes, insurrections, guerres, actions gouvernementales, catastrophes natu-

relles ou défaut imputable à un prestataire tiers de télécommunication.

La partie empêchée devra informer dans les meilleurs délais l'autre partie en indiquant la nature du cas de force majeure. Yousign et le Client se rapprocheront afin de déterminer ensemble les moyens les plus appropriés pour pallier, si possible, les conséquences du ou des événement(s) constitutif(s) de la force majeure.

Si le cas de force majeure perdure plus d'un (1) mois, chaque partie pourra mettre fin aux Services, de plein droit, sans formalité judiciaire, sans préavis et sans droit à indemnités de quelque nature que ce soit, par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception ayant effet immédiat.

Si, à la suite d'un cas de force majeure la partie affectée est empêchée de remplir seulement une partie de ses obligations contractuelles, elle reste responsable de l'exécution des obligations qui ne sont pas affectées par le cas de force majeure ainsi que, le cas échéant, de ses obligations de paiement.

Dès cessation du cas de force majeure, la partie empêchée doit informer immédiatement l'autre Partie et reprendre l'exécution des obligations affectées dans un délai raisonnable.

Effets de la fin des Services et réversibilité

La fin des Services, pour quelque cause que ce soit, entraînera automatiquement et de plein droit la fermeture du Compte Client et des Comptes Utilisateurs. Le Client devra cesser sans délai toute utilisation des Services et remettre à Yousign tous programmes et documents relatifs à ceux-ci.

La fin des Services sera sans incidence sur les dispositions des présentes ayant vocation à perdurer au-delà. En particulier :

le Service d'archivage continuera d'être fourni jusqu'au terme de la Durée d'Archivage, dans les conditions prévues à l'article « Service d'archivage électronique » ;

le Dossier de Preuves restera conservé par le Tiers Archiver jusqu'au terme de la durée de dix (10) ans, prévue à l'article « Service de signature électronique ».

Le Client pourra à tout moment demander à Yousign à accéder à ses Documents Client archivés et aux Dossiers de Preuve. Yousign transmettra la demande au Tiers Archiveur, qui prendra attache directement avec le Client.

A la fin des Services, quelle qu'en soit la cause, il appartiendra au Client de récupérer l'ensemble de ses données stockées dans l'Espace Client.

Sur demande du Client, Yousign pourra procéder à la restitution de l'ensemble de ces données, sous un format standard lisible sans difficulté dans un environnement équivalent.

Cette prestation de réversibilité fera l'objet d'un devis de Yousign, dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la demande du Client. Yousign s'engage à effectuer les prestations concernées dans le délai de trois (3) mois suivant l'acceptation du devis susvisé par le Client.

Le Client s'engage à collaborer activement avec Yousign afin de faciliter la récupération des données et informations.

Il est expressément convenu entre les Parties que Yousign sera déchargée de son obligation de procéder à la réversibilité des dites données tant que le Client n'aura pas réglé l'intégralité des factures émises par Yousign au titre de la fourniture des Services.

Yousign s'engage à répondre à toute demande d'assistance du Client dans les trois (3) mois suivant la fin des Services. Yousign s'engage également à procéder à la destruction des dites données et informations et à ne pas conserver de copie.

Références commerciales

Sauf mention expresse du Devis ou transmise à Yousign par tout moyen écrit utile, le Client autorise Yousign à faire usage de son nom, de sa marque, de son logo, à titre de références commerciales, sur tout support et sous quelque forme que ce soit, pendant la durée des Services et au-delà, pendant une durée de trois (3) ans.

Loi applicable et juridiction

Les présentes conditions générales sont soumises au droit français. Elles seront régies et interprétées selon ce droit.

Tout litige pouvant naître à l'occasion de leur validité, de son interprétation ou de son exécution sera soumis à la compétence exclusive des tribunaux de Caen (France), sauf règle de procédure impérative contraire.

CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SOLUTION DE CHAT EN LIGNE

En ce qui concerne le chat, LEGALIX a mis en place la solution Rocket.chat, dont les conditions générales sont reprises ci-après (dernière mise à jour au 4 juillet 2019) :

Terms of Service

Effective date: July 4th, 2020

These Customer Terms of Service (the "Customer Terms") describe your rights and responsibilities when using Rocket.Chat Services (the "Services"), such as Rocket.Chat Cloud Hosting, Support Plans, Marketplace or any other services we may provide to you, the customer. Some sections of these terms only apply to specific Services, as indicated by the headings of the respective paragraph. These Customer Terms do not apply to on-premises installation of Rocket.Chat. Please read the Customer Terms carefully.

Legal Binding

These Customer Terms form a part of a binding "Contract" between Customer and us. "Customer" is the organization that you represent in agreeing to the Contract. If your Instance is being set up by someone who is not formally affiliated with an organization, Customer is the individual creating the Instance. When you create an Instance, invite users, or use or allow use of that Instance after being notified of a change to these Customer Terms, you acknowledge your understanding of the then-current Contract and agree to the Contract on behalf of Customer. Please make sure you have the necessary authority to enter into the Contract on behalf of Customer before proceeding.

Customer Data

When a User (including you) submits content or information to the Services, such as messages or files ("User Data"), the Customer retains ownership of any intellectual property rights in that content.

With regards to Services operated directly by Rocket.Chat:

When a User uploads or otherwise submits content to our Services, he gives Rocket.Chat a worldwide license to use, host, store, reproduce, modify, create derivative works (e.g. as translations, adaptations or other changes we make so that the content in question works better with the Services), communicate, publish, perform, display and distribute such content. The rights

a User grants in this license are for the limited purpose of operating and improving the Services, and to develop new ones. (For a more thorough description of the limited purposes we use a User's personal data, please refer to our Privacy Policy.) This license does not expire even if you stop using the Services (for example, so that Rocket.Chat can deliver a message that you sent to another User before you stopped using our Services). If User employs the Services to share content with others, anyone he has shared content with (including the general public, in certain circumstances) may have access to the content, depending on the channels and the way the content was shared.

Rocket.Chat may provision or deprovision access to the Services, enable or disable third party integrations, manage permissions, retention and export settings, transfer or assign workspaces, share channels, or consolidate this workspace or channels with other workspaces or channels, and these choices and instructions may result in the access, use, disclosure, modification or deletion of certain or all User Data.

You may access, import, and export all your User Customer Data, including private channels and direct messages through your Account preferences panel. You may also request that your account is deleted, together with all the messages all messages you have previously sent and your personal information, such as names and email addresses.

Legal Age

To the extent prohibited by applicable law, the Services are not intended for and should not be used by anyone under the age of sixteen. You represent that you are over the legal age. You may not access or use the Services for any purpose if the preceding sentence is not true. Without limiting the foregoing, you must be of legal working age.

Duties and Unacceptable Conduct

You agree to abide by the following list of duties and unacceptable conduct for our Services. If we believe a violation of the policy is deliberate, repeated or presents a credible risk of harm

to other users, our customers, the Services or any third parties, we may suspend or terminate your access.

You must:

comply with all applicable laws and governmental regulations, including, but not limited to, all intellectual property, data, privacy, and export control laws, and regulations promulgated by any government agencies;

upload and disseminate only Customer Data to which you own all required rights under law and under contractual and fiduciary relationships (such as proprietary and confidential information learned or disclosed as part of employment relationships or under nondisclosure agreements) and do so only consistent with applicable law;

keep passwords and all other login information confidential;

monitor and control all activity conducted through your account in connection with the Services;

use the proper functions that come with your account to interact with your workspace and subscription (e.g. renewal and cancellation of workspace), or - in emergency case these are not available to you - you must properly identify yourself to us before we can make these changes for you. We cannot make these changes just by receiving an email alone.

promptly notify us if you become aware of or reasonably suspect any illegal or unauthorized activity or a security breach involving your accounts, including any loss, theft, or unauthorized disclosure or use of a username, password, or account; and

comply in all respects with all applicable terms of the third party applications that you access or subscribe to in connection with

the

Services.

You may not:

share, transfer or otherwise provide access to an account designated for you to another person;

use the Services to store or transmit any Customer Data that may infringe upon or misappropriate someone else's trademark, copyright, or other intellectual property, or that may be tortious or unlawful;

upload to, or transmit from, the Services any data, file, software, or link that contains or redirects to a virus, Trojan horse, worm, or other harmful component or a technology that unlawfully accesses or downloads content or information stored within the Services or on the hardware of Rocket.Chat or any third party;

attempt to reverse engineer, decompile, hack, disable, interfere with, modify, or disrupt the features, functionality, integrity, or performance of the Services (including any mechanism used to restrict or control the functionality of the Services), any third party use of the Services, or any third party data contained therein (except to the extent such restrictions are prohibited by applicable law);

attempt to gain unauthorized access to the Services or related systems or networks or to defeat, avoid, bypass, remove, deactivate, or otherwise circumvent any software protection or monitoring mechanisms of the Services;

use the Services in any manner that may harm minors or that interacts with or targets people under the age of thirteen;

impersonate any person or entity, including, but not limited to, an employee of ours, an "Administrator", an "Owner", or any

other User, or falsely state or otherwise misrepresent your affiliation with a person, organization or entity;

use the Services to provide material support or resources (or to conceal or disguise the nature, location, source, or ownership of material support or resources) to any organization(s) designated by the United States government as a foreign terrorist organization pursuant to section 219 of the Immigration and Nationality Act or other laws and regulations concerning national security, defense or terrorism;

access, search, or create accounts for the Services by any means other than our publicly supported interfaces (for example, "scraping" or creating accounts in bulk);

send unsolicited communications, promotions or advertisements, or spam;

place any advertisements within a Rocket.Chat client;

send altered, deceptive or false source-identifying information, including "spoofing" or "phishing";

use contact or other user information obtained from the Services (including email addresses) to contact Users outside of the Services without their express permission or authority or to create or distribute mailing lists or other collections of contact or user profile information for Users for use outside of the Services; or

authorize, permit, enable, induce or encourage any third party to do any of the above.

API Fair Use Many of our services work via API calls managed under a central infrastructure of us. You may not place exces-

sive API calls or otherwise deliberately try to overburden this API system. We may throttle your use of the APIs in case we deem it necessary to facilitate an overall acceptable service level across our infrastructure (e.g. such as in the case of continued, excessive API usage). We may monitor use of the APIs for compliance with these rules, and we may deny you access to the API or shut down your Integration if you try to go around or break the policies we set. If your Service Order includes a defined API limit or minimum, then the Service Order controls.

Limitation of Liability

If we believe that there is a violation of the Customer Terms or any of our other policies that can simply be remedied by removal of certain Customer Data or taking other action, we may directly step in and take what we determine to be appropriate action (including disabling your account) if we believe there is a credible risk of harm to us, the Services, Users, or any third parties. To the maximum extent permitted by law, Rocket.Chat offers the Products “AS IS” and “AS AVAILABLE”, and Rocket.Chat hereby disclaims all warranties, whether express, implied or statutory, including but not limited to any implied warranties of title, non-infringement, merchantability or fitness for a particular purpose, relating to these Terms. You may have other statutory rights, in which case the duration of any statutory warranties will be limited to the maximum extent permitted by law. IN NO EVENT WILL YOU OR WE HAVE ANY LIABILITY TO THE OTHER FOR ANY LOST PROFITS OR REVENUES OR FOR ANY INDIRECT, SPECIAL, INCIDENTAL, CONSEQUENTIAL, COVER OR PUNITIVE DAMAGES HOWEVER CAUSED, WHETHER IN CONTRACT, TORT OR UNDER ANY OTHER THEORY OF LIABILITY, AND WHETHER OR NOT THE PARTY HAS BEEN ADVISED OF THE POSSIBILITY OF SUCH DAMAGES. OUR MAXIMUM AGGREGATE LIABILITY TO YOU FOR ANY BREACH OF THE CUSTOMER TERMS IS ONE HUNDRED DOLLARS (\$100) IN THE AGGREGATE. THE FOREGOING DISCLAIMERS WILL NOT APPLY TO THE EX-

TENT PROHIBITED BY APPLICABLE LAW AND DO NOT LIMIT EITHER PARTY'S RIGHT TO SEEK AND OBTAIN EQUITABLE RELIEF.

General Provisions

Email and Rocket.Chat Messages

Except as otherwise set forth herein, all notices under the Customer Terms will be by email, although we may instead choose to provide notice to Customers through the Services (e.g., a bot notification). Notices to Rocket.Chat should be sent to contact@rocket.chat. A notice will be deemed to have been duly given (a) the day after it is sent, in the case of a notice sent through email; and (b) the same day, in the case of a notice sent through the Services.

TERM; TERMINATION.

Term. These Customer Terms will begin on the Effective Date and will continue until terminated by either party as outlined in this Section (the "Term").

Suspension or Termination Rights. You may terminate these Customer Terms at any time upon 30 days' written notice to Rocket.Chat. Either party may terminate these Customer Terms immediately upon 30 days' written notice to the other party in the event of any material breach of this Agreement (including without limitation, any failure to pay any amounts when due hereunder) by such party where such material breach is not cured during such notice period. Either party may terminate these Customer Terms, without notice, (i) upon the institution by or against the other party of insolvency, receivership or bankruptcy proceedings (provided such proceedings are not dismissed within one hundred twenty (120) days of such institution), (ii) upon the other party's making an assignment for the benefit of creditors, or (iii) upon the other party's dissolution or ceasing to do business without a successor.

Refund Policy. You are entitled to a full refund of pre-paid fees if you terminate your initial order within 30 days of the order date. You are also entitled to a refund in the event that You terminate

this Agreement after 30 days of the order date pursuant to a material breach by Rocket.Chat. In this case, Rocket.Chat will refund You a pro-rated, undiscounted portion of pre-paid Fees for Services not actually received by You as of the date of such termination.

Effect of Termination. Unless You are entitled for a refund as described above, Termination shall not relieve You of the obligation to pay any fees or other amounts accrued or payable to Rocket.Chat through the end of the Term. Without prejudice to any other rights, upon termination, You must cease all use of the Services, Software, and Documentation and destroy or return (upon request by Rocket.Chat) all copies of the Services, Software, and Documentation. You further acknowledge and agree that You will retrieve Your Data or copies of Your Data from Rocket.Chat within thirty (30) business days of the termination of these Customer Terms. Unless in accordance with our internal policies, contractual, legal, or other obligation, You acknowledge and agree that Rocket.Chat has the right to delete Your Data, including any and all copies thereof. Your Data, once deleted, will not be able to be recovered.

Privacy Policy

Please review our Privacy Policy for more information on how we collect and use data relating to the use and performance of our products and services.

Modifications

As our business evolves, we may change these Customer Terms. If we make a material change to the Customer Terms, we will provide you with reasonable notice prior to the change taking effect either by emailing the email address associated with your account or by messaging you through the Services. You can review the most current version of the Customer Terms at any time by visiting this page. Any material revisions to these Customer Terms will become effective on the date set forth in our notice, and all other changes will become effective on the date we publish the change. If you use the Services after the

effective date of any changes, that use will constitute your acceptance of the revised terms and conditions.

Waiver

No failure or delay by either party in exercising any right under the Customer Terms will constitute a waiver of that right. No waiver under the Customer Terms will be effective unless made in writing and signed by an authorized representative of the party being deemed to have granted the waiver.

Severability

The Customer Terms will be enforced to the fullest extent permitted under applicable law. If any provision of the Customer Terms is held by a court of competent jurisdiction to be contrary to law, the provision will be modified by the court and interpreted so as best to accomplish the objectives of the original provision to the fullest extent permitted by law, and the remaining provisions of the Customer Terms will remain in effect.

Assignment

You may not assign any of your rights or delegate your obligations under these Customer Terms, whether by operation of law or otherwise, without the prior written consent of us (not to be unreasonably withheld). We may assign these Customer Terms in their entirety (including all terms and conditions incorporated herein by reference), without your consent, to a corporate affiliate or in connection with a merger, acquisition, corporate reorganization, or sale of all or substantially all of our assets.

Governing Law; Venue; Waiver of Jury Trial; Fees

The Customer Terms, and any disputes arising out of or related hereto, will be governed exclusively by the applicable governing law of California, without regard to conflicts of laws rules or the United Nations Convention on the International Sale of Goods. In any action or proceeding to enforce rights under the Customer Terms, the prevailing party will be entitled to recover its reasonable costs and attorney's fees.

Rocket.Chat Marketplace; Specific Provisions Rocket.Chat Marketplace is an online marketplace for plugins, addons and ex-

tensions ("Apps") that work with Rocket.Chat's products. The following sections govern specific provisions regarding the Marketplace in the context of these Customer Terms.

App Listing The listing for each App will identify the provider of the App ("Vendor"), which may be Rocket.Chat or a third party. Apps for which Rocket.Chat is the Vendor are "Rocket.Chat Apps," and Apps for which the Vendor is a third party are "Third Party Apps".

Orders You can place Orders on the Marketplace. Your Order will identify the Vendor, your authorized scope of use of the App and license or subscription term, as applicable. For any Third Party App, you agree that Rocket.Chat is the Vendor's commercial agent and that you are required to make any related payments directly to Rocket.Chat, except where Third Party Apps may be enabled or paid for through a third party Vendor's own website and this is indicated in the App listing. Once you complete your Order, Rocket.Chat will provide you with access to the applicable Apps. Apps are provided on a license or subscription basis and you do not acquire any ownership rights in the Marketplace or the Apps. You may terminate your Order of an App under these Terms, for no reason or any reason, by providing notice of termination to us no later than fourteen (14) days after the Order date for such App. In the event you terminate your initial Order, we will refund you the amount paid under the Order. This termination and refund right applies only to your initial Order of the App and only if you exercise your termination right within the period specified above, and does not apply to Additional Services. The Marketplace may also offer free trial periods for Apps. After expiration of the trial period, if you do not place an Order for the App, the App will cease to function and you must cease using and delete your copies of the App.

Usage of Apps Without limiting the disclaimers, restrictions or other provisions in these Terms of Use, usage of Apps is subject to license or subscription terms, privacy policies and other applicable terms specified by the Vendor ("Vendor Terms").

Vendor Terms are typically included on the App's listing page or presented through the Order process. You may not use an App if you do not agree to the relevant Vendor Terms.

Third Party Apps are subject to the third party's Vendor Terms, not Rocket.Chat Terms. By ordering, installing or enabling any Third Party App, you are entering into the Vendor Terms directly with the applicable third party Vendor. Any support and maintenance of Third Party Apps will be provided by the applicable Vendor to the extent described in the applicable Vendor Terms.

Access to Data If you place an Order for Apps, you authorize Vendors to access or use certain data in the applicable Rocket.Chat Products. This may include transmitting, transferring, modifying or deleting such data, or storing such data on Vendor or third party systems. For Rocket.Chat Apps, this access and use is covered by our privacy policy. Any third party Vendor's use of accessed data (whether data in the Rocket.Chat Products or separately collected from you or your device) is subject to the applicable Vendor Terms. You are solely responsible for your decision to permit any third party Vendor or Third Party App to access or use data to which you've granted access. It is your responsibility to carefully review the Vendor Terms, as provided by the applicable third party Vendor.

Responsibilities You represent and warrant that you have all necessary authority to enter into and be legally bound by these Terms of Use, to place any Orders and to authorize Vendors to access and use your data and information.

Marketplace Disclaimers and Liability Third party Vendors are solely responsible for their Apps and any related content or materials included in their Apps. Rocket.Chat has no liability or responsibility whatsoever for any Third Party Apps, even if Rocket.Chat has reviewed, certified, or approved the Third Party App. Any use of Third Party Apps is at your sole discretion and risk. Vendors are solely responsible for the information they provide. At any time, Rocket.Chat may remove an App from the Marketplace in accordance with applicable policies, and Ven-

dors may also update, modify or remove their own Apps at any time. Rocket.Chat makes no guarantee that any Apps will work properly with Rocket.Chat Products as they change over time.

Entire Agreement

The Customer Terms, including any terms or order forms incorporated by reference into the Customer Terms, constitute the entire agreement between you and us and supersede all prior and contemporaneous agreements, proposals or representations, written or oral, concerning its subject matter. To the extent of any conflict or inconsistency between the provisions in these Customer Terms and any pages referenced in these Customer Terms, the terms of these Customer Terms will first prevail, followed by the pages referenced in these Customer Terms (e.g., the Privacy Policy).

Contacting Rocket.Chat

Please also feel free to contact us if you have any questions about Rocket.Chat's Customer Terms of Service. You may contact us at contact@rocket.chat or at our mailing address below: Rocket.Chat Technologies Corp. 251 Little Falls Rd Wilmington, DE, 19808 USA

CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SOLUTION DE VISIO-CONFÉRENCE

En ce qui concerne les visio-conférence, LEGALIX a mis en place la solution open vidu, dont les conditions générales sont reprises ci-après :

Terms of Service

The purpose of the following terms and conditions is to explain our obligations as providers of the service, as well as your obligations as a client. Please read them carefully.

The aforementioned terms and conditions shall be applied from the moment TIKAL TECHNOLOGIES provides you with access to the service, thus it is understood that you have voluntarily accepted them as part of the contractual obligations between the parties involved, that is, between TIKAL TECHNOLOGIES (TIKAL from now on) and you as client. OpenVidu Pro is a service which will vary with time, so as to adapt to its clients and users' new requirements, which in turn, will likely affect the terms and conditions so that they suit the changes and variations made to TIKAL.

TIKAL reserves the right to change the terms and conditions at any given moment, notwithstanding, it shall always endeavour to communicate these via e-mail or through the application itself; consequently, we strongly advise you to ensure that you have read and understood the terms and conditions whose most recent, updated version, is available on our website.

First. Definitions.

For the legal purposes of this contract, the following definitions will apply:

Software application: a set of instructions which will be interpreted, utilized and executed by a computer system. Even when there may be many of them, the present contract may refer to them in singular, and likewise when pertaining to its backup files.

Telematics application: a software application within a server which is connected to the Internet such that it can be accessed remotely through electronic networks. The assignment of the licence to use the telematics application OpenVidu Pro is the subject of the present contract.

Client of the telematics application: the natural or legal person who benefits from the licence to use the telematics application, thus assuming all obligations arising from the present contract.

User of the telematics application: the natural person authorized by the client to use the telematics application, who in turn as-

sumes all obligations arising from the present contract and said utilization.

Parties: TIKAL and the client.

Exploitation rights over the telematics application: TIKAL TECHNOLOGIES SL

Third parties: any natural or legal person alien to the present contractual relation, who, for any reason, enters into a formal, legally binding agreement with either TIKAL or the client.

The service, all supporting infrastructure provided by TIKAL that allows the client to register, download, provision bill, and operate its instance of the telematics application

Hardware: electronic, mechanic or magnetic devices necessary for the telematics application, and its complementary parts, to work properly.

Personal data: any information regarding an identified or identifiable natural person.

Updates: new versions of the telematics application and/or its modules, which include new functionalities and improvements when compared to earlier versions.

Telematics application modules: parts of the telematics application which manage specific functionalities, and whose licence to use them, the client must acquire separately.

Second. Purpose

The purpose of the present contract is the licensing of the right to use the telematics application OpenVidu Pro by TIKAL TECHNOLOGIES SL. to the client, so that it may be use in the management of their business. Subject to the terms and conditions provided in this agreement, TIKAL hereby grants to the client a non-exclusive, non-sublicensable, non-transferable license to use the telematics application OpenVidu Pro (from now on “telematics application”). Under no circumstances however, does said licence grant the client sales rights over the telematics application whose ownership remains entirely with TIKAL TECHNOLOGIES SL.

The client's rights to use the telematics application are subjected and limited by both the duration, and the terms and conditions established in the present contract.

Hereby the client agrees to use the telematics application in compliance with the law, the present contract, and the good and rational will inherently present in any civilized society.

The client acknowledges having examined that OpenVidu Pro features fulfil their needs, and that it has been appropriately informed by TIKAL about them.

Third. Use limitations and duty of care.

The client must protect and guard the telematics application; thus, it may not share any information whatsoever with third parties. It is specifically forbidden the use of the telematics application outside the business sphere for which it has been acquired, or outside any of the dispositions stipulated in this contract. The client may not sell, lease, transfer, or otherwise sublicense the telematics application or take part in any act which may result in the violation of their duty of care and protection. The client may not assign, transfer, pledge or make any other disposition of the rights acquired through this contract, of any part of the contract, or of any of the rights, claims or obligations under the contract.

The client is obligated to refrain from using the telematics application for illegal purposes or any other purposes contrary to what is established in the present contract, or any action that may be injurious to TIKAL's rights and interests, to the owner of the telematics application, as well as to any third parties involved. Said actions include, but are not limited to, any deed that may harm, overload, disrupt, or otherwise render useless the telematics application, thus preventing other clients and users from making use of it.

Changes to the telematics application are strictly forbidden. These include, but are not limited to, such things as reverse engineering, decompiling, disassembling, reproducing, translating,

modifying, commercializing, cloning, transforming or transmitting to any natural or legal person, partially or entirely, by any means, whether mechanic, magnetic, photocopies, etc... or to eliminate or block any proprietary notice or logos pertaining to the telematics application. The components and elements subject to the aforementioned restrictions include, but are not limited to, such things as the logical diagrams, source codes, object and/or data model; except prior, written authorization from TIKAL. These restrictions stand, even when said actions were needed for the interoperability with other computer programs or telematics applications.

The client or the user must protect and safeguard, both physically and intellectually, the telematics application, namely, its contents, logical procedures, and access protocols, by establishing the necessary means in order to guarantee the non-disclosure, cloning, reproduction, altering, translation, transformation, access by third parties, or any other action that shall imply a violation of the duty of care or of any intellectual and industrial property right.

The telematics application may only be used by the client or authorized user, for processing the client's own data and their products, but under no circumstances shall it be used to process third parties' data.

TIKAL cannot guarantee uninterrupted access to the service throughout the entire validity period of this contract due to unforeseeable factors such as network issues, telecommunications service providers, breakdown in computers, as well as other contingencies such as repair and maintenance work, and software updates. Notwithstanding this, TIKAL reserves the right to adopt any necessary measures to limit the service, should it be considered that improper and/or irresponsible use of the telematics application is occurring, specially when said uses run counter to the terms and conditions provided in the present contract.

Should the client or user breach the terms of contract, in a continuous and sustained fashion, or acting in bad faith, TIKAL shall terminate the provision of the service, without reimbursing any amount, on the grounds of abusive and improper use.

Interpretation and scope. Any other right which has not been stated or directly mentioned in the present contract, remains reserved to TIKAL. Under no circumstances shall the terms and conditions of this contract be interpreted or applied in such a fashion that could be injurious to TIKAL or in any manner that runs counter to the regular exploitation framework of a telematics application.

Fourth. Liability.

TIKAL's telematics application is access-ready in its current state and configuration. Should the application contain any deficiency attributable to TIKAL TECHNOLOGIES SL, the latter pledges to make use of all the resources available to them in order to solve the issue as promptly as possible. Nonetheless, it declines any liability and does not give any guarantee regarding violations perpetrated by third parties, marketability, satisfactory quality or suitability for a specific purpose.

TIKAL shall act with due diligence and professionalism by making use of all its resources available so as to ensure the quality, reliability, and security of the telematics application. In any case, TIKAL's assumes no liability for any damages, direct or indirect, incidental or special, including, but not limited to, such things as damages or financial loss, work disruptions, failure, breakdown, or any losses, even when the possibility of such inconveniences occurring, which include third-party complaints, were previously notified to a member of TIKAL's staff.

The client accepts, within reason, to tolerate specific, isolated disruptions in connectivity and hereby forfeits the right to claim any liability, contractual or otherwise, as well as damages owing to possible failures, slowness or access errors. TIKAL declines

any liability concerning data loss, accidental or otherwise, resulting from the client's actions or activities.

The client or user is solely responsible for the provision and payment of the costs necessary to ensure compatibility between the telematics application and their equipment, including all hardware, software, electronic components, and any other component required to access the telematics application, these include, but are not limited to, such things as telecommunication services, Internet access and connectivity, operating systems, or any other program, equipment or services, required to access and use the telematics application.

TIKAL declines any liability regarding any content that the client or user may host within the telematics application OpenVidu Pro, since at no moment, does TIKAL intervene in the internal processing of said content. Therefore, and in accordance with art.16 of LSSI-CE, TIKAL is not legally bound to remove any content from the server, provided there is no "actual knowledge" that the activity or information stored is illegal, libellous, or injurious to third-party rights or assets. In this regard, it shall be understood that "actual knowledge" exists, when there is a court or administrative decision, ordering to block or remove content and that the contractor (TIKAL) has been made aware of it. Notwithstanding, TIKAL reserves the right to remove this type of content out of its own volition, once it has been detected, whilst the client waives any right to claim or demand compensation. Should the application be in any way damaged due to the introduction of malign software or content (virus, trojan,...) TIKAL reserves the right to automatically terminate the contract without having to pay any compensation whatsoever. On the other hand, TIKAL hereby reserves the right to demand compensation from the client or user for any damages caused to the system.

The client or user shall burden all legal costs incurred when the cause is attributable to them, these include TIKAL lawyers' fees, even when a final court decision has yet to be reached.

TIKAL uses information security protocols which are broadly accepted and observed by the industry such as firewalls, access-control procedures, and crypto mechanisms in order to avoid any unauthorized access to the data. For this purpose, the client hereby grants TIKAL access to data so that it can perform access-control authentication. The licensing process or any process which entails the introduction of personal data shall always be conducted under a rigorous communication protocol so as to ensure no third parties have access to data transmitted electronically.

Fifth. Intellectual and industrial property rights.

The exploitation rights of the telematics application are owned by TIKAL and protected by Spanish Intellectual Property Laws applicable in any country where it is used. The structure, organization and coding of the telematics application constitute confidential and valuable industrial and commercial secrets which belong to TIKAL. Therefore, the client must treat the telematics application in the same fashion they would when utilizing any material protected by intellectual property rights, thus copying, duplicating, or cloning the application is strictly forbidden.

The present licence to use the telematics application does not imply, either explicitly or implicitly, the assignment of the intellectual and industrial rights over said application, the hardware, or the data model.

Brands must be utilized in accordance with the commercial uses of brands, including acknowledging the proprietor's name of the brand. Brands may only be used in order to identify those printouts produced by the telematics application. Said utilization does not imply or grant any property rights over the application.

The knowledge and expertise intrinsic to the telematics application, as well as the knowledge utilized to configure it, is confidential information which belongs to the owner of the telematics application TIKAL. The client acknowledges this and assumes all liability regarding fraudulent use, or illegal copy or duplication

of said application, or complementary programs, or utilization of this information by third parties, being liable for any breach of the present contract, by them or by any person or persons depending or associated with the client, or when these individuals have been granted access, directly or indirectly, to the telematics application by the client.

Updates: For the entire validity period of the present contract, and in accordance with the terms and conditions stipulated in the next paragraph, the client is entitled to have access to the updates of the telematics application as they arise. The client assumes all legal liability for the updates, regarding limitations and duty of care, in the same fashion as with the original computer application. Updates to additional modules of the telematics application shall be given to those clients who have acquired from TIKAL the licence to use said modules.

Hereby the client gives TIKAL consent to incorporate them as such into their business portfolio, thus allowing TIKAL to use their brand and logo on its website as well as in documents which may be given to other potential clients, for the sole purpose of said portfolio, and provided that the client does not express opposition to them being used in such a fashion.

Sixth. Right to amend.

TIKAL reserves the right to update the telematics application to the latest version available on the market. Said updates may include, but are not limited to, such things as new functionalities, improvements, and modifications and legal updates to the telematics application, which may vary, at any moment such things as its features, performance, and configuration of the telematics application content.

TIKAL pledges to evaluate and take into consideration suggestions and requests made by clients and users of the telematics

application so that they may be incorporated in the new versions of said application; however, it is TIKAL's right, not the client's to decide which modifications or improvements may be included in the aforementioned versions.

TIKAL reserves the right to modify, at any moment, the characteristics, features, and conditions of TIKAL for the benefit and development of the service. With this in mind, TIKAL may only have to observe the formality of having to notify the client via an on-line notice, or by modifying any clause in this contract. Notwithstanding the foregoing, TIKAL shall endeavour to promptly notify the client so that the latter may adapt them.

Seventh. Exclusion and termination of licensing.

TIKAL reserves the right to exclude and/or terminate, temporarily or in a definite manner, the client's right to use the telematics application, in case the following occurring:

Breach of any of the terms and conditions of the present contract.

Breach of law and order and/or improper, illegal, or negligent professional behavior.

When a court, administrative, or official decision is made to do so.

The exclusion clause, or termination of this contract, does not imply that TIKAL forfeits the right to take legal actions or file for financial compensation when the client has acted in bad faith to damage, directly or indirectly, the telematics application.

Eighth. Communications.

For the purposes of establishing a line of communication regarding the present contract both parties agree to use the place of residence which appears in it. The client pledges to keep the e-mail account provided in this licensing agreement, operational, activated and updated for the purposes of communica-

tions with TIKAL, which constitutes TIKAL's preferred line of communication (albeit not the only one). In general terms, the client pledges to keep their personal details updated, and must communicate TIKAL, in a clear, unambiguous manner, of any changes.

Should the client fail to notify said changes, notifications or notices delivered to the address(es) given by the client in the licensing agreement, shall be considered valid.

The client consents that telephone conversations with TIKAL may be recorded with the intent to improve the quality and security of the service.

Ninth. Duration.

The contract shall be valid indefinitely from the moment the client requests it. The client can also put the end to the contract at any time he wishes, being obliged to pay the pending consumed service.

As long as the period contract holds it is understood that the validity of the contract published on TIKAL's website and containing all updates, prevails.

Tenth. Terms of payment.

The price, payment method, billing and payment of the telematics application licensing, object of the present contract, is stipulated in the Current Official Rates Section published on TIKAL's website (<https://openvidu.io> at the time of writing), which are considered part of a whole to all intents and purposes.

The price stipulated in the aforementioned Current Official Rates Section, do not include valued added tax (VAT), nor does it include any other taxes or fees established by law whose current rates shall be applied for the provision of the service when signing the present contract. Therefore, said amounts may be increased according to current tax rates.

Payment will be done monthly and will cover the whole amount of the service consumed during last month period according to the currently published rates from TIKAL.

Monthly payments include both the basic rate for the provision of the service, and the corresponding rate(s) for any optional or additional service hired.

Payments must be made effective by the credit or debit card that the client has agreed with TIKAL when first hiring the service. Visa and MasterCard shall be the accepted cards.

Total or partial delay in payment by the client for the amount(s) TIKAL has billed them shall grant TIKAL the right to cancel or terminate all contracted obligations in accordance with the present contract. Suspension of the service provision shall be realized within the next fifteen natural days after the contract has reached its expiry date, prior notice to the client. After said fifteen natural days from the day the service was suspended, and prior notification to the client, TIKAL may terminate the contract. If the client pays the full amount owed to TIKAL during said period, the latter shall re-establish the service as promptly as possible from the moment it is notified that the debt has been settled. Notwithstanding the foregoing, TIKAL reserves the right to ask for a two-month deposit as a guarantee before re-establishing the service. The client accepts all liability for any legal costs incurred due to claims made by TIKAL regarding breach of payment after the contract has reached its expiry date, including, but not limited to, such things as the return of invoices and late-payment interest.

When the client returns, for any cause alien to TIKAL, two or more direct-debit invoices, TIKAL shall be entitled to unilaterally opt for the annual hiring and billing of the service.

When the client has defaulted on a payment, either totally or partially, during three months, for the amount owed to TIKAL, the latter has the right to rescind the contract between the two parties, as well as the direct and definite termination and cancellation of the service hired by the client, including the database linked to the client's services, without prior notice from TIKAL.

TIKAL shall apply upon its rates any current deals and offers existing at the time the client hires the service, provided they comply with the terms and conditions of said deals and offers so that they may benefit from them. The client acknowledges and accepts the fact they may obtain detailed information, at any given time, regarding said deals and offers on TIKAL´s website or through the habitual communication channels with which TIKAL provides its clients.

Eleventh. Data Protection.

The parties involved agree that they know, comply with, and are subject to, the Spanish and European laws and legislation regarding Personal Data Protection, thus they must give proper use and treatment to all data arising from any activity subjected to the terms and conditions of this contract.

Data Controller agreement between the client and TIKAL.

In accordance with the Spanish Data Protection Laws, TIKAL´s access to the client´s personal files shall not be considered a violation of said laws, insofar as TIKAL is effectively the Data Controller and said access is necessary for the provision of the service which is the subject of this contract.

In this regard, and for the purposes of Data Protection regulation, TIKAL shall be regarded as the “Data Controller” of the client´s data. Notwithstanding the foregoing, TIKAL pledges that it shall treat said data in conformity with the client´s instructions provided in this contract, and that under no circumstances shall it utilise them for any other purposes outside of what the parties have agreed in this contract, nor shall it transfer or communicate them to a third party, not even for back-up or storage purposes. At the same time, the duration and validity of this agreement shall correspond to the type of service hired by the client.

Once the provision of said service terminates and the data shall no longer be necessary to perform the aforementioned Data

Controller role, all personal data shall be either destroyed or returned to the person, persons or entity responsible for it, as well as any storage medium, documents or files containing personal data.

In order to provide the service and what said provision entails, TIKAL shall be granted access to the following information:

Contact details

Company profile data

Assets and billed services data

Tax identification data

TIKAL's obligations as Data Controller are described as follows: Treat all data in accordance with the instructions received by the person, persons or entity in charge of its treatment and only for the purposes provided in this contract.

To not communicate or transfer any data to third parties, except prior consent by the body in charge of its treatment, or in cases provided for by the law.

TIKAL may not outsource, either totally or partially, the provision of the service(s) described in the present contract, except prior authorization from the client whom shall be informed with due notice about the outsourcing entity as well as the services being outsourced. In this case, TIKAL shall draft and execute a new contract with said outsourcing entity, always in accordance with the current Data Protection laws.

To not disclose any personal data to which TIKAL may have had access, even after the termination of this contract.

To guarantee that the staff managing personal data pledge to keep the confidentiality which said data entails and that they comply with the proper security protocols.

To assist the person or body responsible for data treatment regarding data protection.

To provide the person or body responsible for data protection with support and assistance when performing an impact assessment, or when consulting the regulatory authorities, if appli-

cable. Additionally, to provide said person or body with the necessary information so that it may prove their compliance with the rules and regulations.

Notwithstanding the foregoing, said person or body has mechanisms in place so as to guarantee the confidentiality, integrity, and availability of the systems and services concerning data protection, as well as to restore the access and availability to data in case of system failure. Additionally, it is endowed with capabilities so as to regularly verify and assess the efficacy of the security protocol.

Duties of the responsible for data treatment:

To guarantee, at all times, compliance with the Data Protection Laws.

Make all necessary enquiries beforehand.

To supervise that proper data treatment is occurring.

To provide the data controller with all necessary data for the provision of the service.

TIKAL's duties as Data Controller:

To guarantee, at all times, compliance with the Data Protection Laws.

Make all necessary enquiries beforehand.

To supervise that proper data treatment is occurring.

To provide the data controller with all necessary data for the provision of the service.

Twelfth. Confidentiality.

All data and information transmitted between the parties is strictly confidential and property of TIKAL and the client, and its protection is of the utmost importance. To this intent, both parties hereby contract the obligation to safeguard said data and information by adopting all appropriate measures to ensure that only authorized individuals shall have access to it; authorized individuals being understood as those employees which are needed by the parties involved so as to keep the provision of the service, which is the object of this contract, in good working order.

In this regard, the signatory parties are hereby subject to the following confidential agreement:

Hereby TIKAL pledges to keep confidential all data and information supplied by, and concerning the client, as well as the output arisen from the service provided. In this regard, TIKAL possesses strict internal controls whose objective and end are to guarantee the integrity of the present confidential agreement.

The client therefore agrees to keep confidential all data and information arising from TIKAL's internal processes, specially the existence, utilization, and functionalities of any process used in the provision of the service.

The present confidential agreement shall remain valid even after the termination of the present contractual relation and extends indefinitely to all members of staff that have been granted access to said confidential information.

Thirteenth. Termination. Rescission. Nullity.

The present contract shall be considered void for infringement, committed by any of the parties involved, of the Spanish Civil Code, and in particular, of the Spanish Commercial Code, and the obligations arising from the following:

Mutual consent of the parties involved.

When the present contract has reached its expiry date which is specified in clause tenth, or within the subsequent extensions thereof.

By unilateral rescission provided that the party wishing to rescind communicates this at least one month in advance.

When any of the parties has been officially put into administration, has filed for bankruptcy protection, is under bankruptcy or insolvency proceedings, or is under liquidation or dissolution.

Due to any other reason(s) provided for in law.

Should any of the parties involved breach the contracted obligations provided in the present contract, the other party may consider it as void. Said consideration warrants no prior notice or compensation of any kind, but for the need to communicate the decision to the other party; unless the unaccrued obligations

owed by the party are performed within the next fifteen days, counting from the moment said party was notified that they are in breach of the contract . Notwithstanding the foregoing, the other party reserves the right to claim or file for damages caused by this infringement.

TIKAL pledges to destroy all data provided by the client once the contractual relation is extinguished. Likewise, TIKAL shall destroy or return any document or storage medium containing any IT-related data arising from said contractual relation. Once said contractual relation terminates, the client may request TIKAL to supply them with a hard, back-up copy of all data pertaining to and arising from said relation, to any address the client wishes, prior to a written request to do so, which must be sent within the week after the end of the contract. The client shall burden the costs incurred arising from the handling and mailing of said request.

The client may cease or cancel the use of the telematics application whenever they wish to do so. Should the client or any authorized user by them request the cancellation of the service at TIKAL´s offices, it shall become effective on the same day said request was made. Therefore, it is advised to carefully observe said process to avoid any resources or data loss that the client or user may have in their TIKAL´s account. Should it not be possible for them to initiate said cancellation process at TIKAL´s offices, the client may request it by contacting TIKAL´s customer service via any of the channels provided in this contract. Said cancellation shall become effective on the day stipulated by the client, provided that the request has been made with enough time to be processed correctly.

Fourteenth. Applicable legislation and jurisdiction.

The present is a business contract regulated by Spanish laws. The parties involved agree that any discrepancy, legal or civil action, claim or complain arising from the interpretation and execution of the present contract, shall be, directly or indirectly, taken to the Court of Madrid, thus all parties involved hereby re-

nounce to take any matters pertaining to this agreement to any other jurisdiction.

The present document constitutes the total agreement of the parties in relation to the matters covered in this agreement, thus substitutes all previous obligations, liabilities, and agreements, both written and verbal, existing prior to the signature and execution of this contract.

The following website (www.naevatec.com) belongs to:
TIKAL TECHNOLOGIES SL TAX ID: B85986669 10 Chile Rd/
St 28290 – Las Rozas de Madrid (Madrid City) Spain. Registered in the Madrid's Trade Register, volume/tome 28043. Book 0 Section 8th of the Registry Book, Page 37, Sheet M-505315.

Article 21 : L'abonnement Avocalix via le bénéfice de l'aide France Num

Les personnes ayant souscrit à l'offre Avocalix dans le cadre de l'aide France Num bénéficient d'un abonnement d'un an remboursé à hauteur de 500€. Cet abonnement comprend la création d'un site internet professionnel via la solution Avocalix ainsi que le bénéfice d'une option au choix. Tout ajout supplémentaire d'options sera facturé en dehors de l'offre de remboursement France Num.

Au terme du délai d'un an, le client peut résilier son abonnement sans engagement ou bien le poursuivre selon les tarifs habituels fixés par Avocalix (24€90HT /mois + 20€00 /option/mois).

Les personnes souhaitant souscrire à l'offre Avocalix par le biais de France Num doivent impérativement s'assurer au préalable de remplir les conditions d'éligibilité et de respecter les modalités procédurales définies par France Num lors de l'envoi du dossier de demande de remboursement via ce lien.

Pour rappel, ces conditions sont les suivantes :

- Conditions d'éligibilité au bénéfice de l'aide exceptionnelle France Num

Peuvent être éligibles à l'aide exceptionnelle France Num, dans la limite des crédits disponibles, les personnes morales de droit privé et personnes physiques exerçant une activité économique, résidentes fiscales françaises, qui répondent aux conditions cumulatives suivantes :

1° Elles emploient moins de onze salariés. Ce seuil est calculé

selon les modalités prévues par le I de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale ;

1° bis Elles ne sont pas titulaires, ou, pour les personnes morales, leur dirigeant majoritaire n'est pas titulaire, depuis le 30 octobre 2020, d'un contrat de travail à temps complet, sauf si l'effectif salarié de l'entreprise au sens de l'article L. 130-1 du code de sécurité sociale est supérieur ou égal à un ;

2° Elles ont débuté leur activité avant le 30 octobre 2020 ;

3° Elles sont à jour de leurs obligations à l'égard de l'administration fiscale et de l'organisme de recouvrement des cotisations patronales de sécurité sociale ;

4° Elles n'ont pas été déclarées en situation de liquidation judiciaire au jour de la demande d'aide ;

5° Elles ont un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros HT ;

Pour les entreprises créées postérieurement au 30 octobre 2019 et n'ayant pas encore clos leur exercice comptable au 30 octobre 2020, le chiffre d'affaires de référence se calcule par rapport au chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 30 octobre 2020 ;

6° Lorsqu'elles sont constituées sous forme d'association, elles sont assujetties aux impôts commerciaux ou elles emploient au moins un salarié.

- Modalités procédurales et délais :

1° L'octroi de l'aide est subordonné à la production d'une ou plusieurs factures de dépenses éligibles, d'un montant total minimum de 450 euros TTC, établies au nom du demandeur et datées entre le 30 octobre 2020 inclus et le 30 juin 2021.

2° Le déclarant devra par ailleurs de fournir une pièce d'identité (Formats acceptés : jpeg, jpg, png. (Carte nationale d'identité recto/verso, passeport ou titre de séjour recto/verso)

3° Si la demande n'est pas faite par le bénéficiaire mais un tiers déclarant (expert-comptable, société de portage), un contrat de prestation doit également être fourni.

4° Pour les factures datées d'avant le 28 janvier 2021, les demandes doivent être faites dans un délai de 4 mois à partir du 28 janvier 2021

4° bis Pour les factures datées entre le 28 janvier 2021 et le 30 juin 2021, les demandes peuvent être faites jusqu'au 31 juillet 2021.

Les factures datées du mois de juillet 2021 ne sont pas remboursables.

Quelles sont les dépenses éligibles ?

Deux types de dépenses sont éligibles.

1. L'achat ou l'abonnement à des solutions numériques auprès d'une entreprise de services du numérique établie en France ou dans un Etat membre de l'Union européenne. Il n'est pas nécessaire que cette entreprise soit référencée sur ce téléservice. La dépense

peut inclure une part d'accompagnement, la solution doit relever d'un des thèmes ci-dessous :

- Vente, promotion - Site e-commerce ou promotionnel
- Vente, promotion - Contenus
- Vente, promotion - Paiement en ligne
- Vente, promotion - Place de marché
- Vente, promotion - Visibilité internet
- Gestion - Solution de réservation, prise de rendez-vous
- Gestion - Gestion des stocks, des commandes, des livraisons
- Gestion - Logiciel de caisse
- Gestion - Hébergement, stockage de données, gestion du nom de domaine, outils de cybersécurité
- Relation client - Gestion des clients
- Relation client - Outil de gestion en masse des courriers électroniques, de lettres d'information

2. L'accompagnement à la numérisation (diagnostic pour démarrer sa transformation numérique) par un consultant privé référencé sur ce téléservice.

- Vérifier si votre fournisseur d'accompagnement est référencé.

- Responsabilité

Le client a la responsabilité de vérifier qu'il répond au préalable aux conditions d'éligibilité du dispositif France num avant de souscrire à l'offre Avocalix dans ce contexte. Il a également la responsabilité de respecter les conditions de Francenum dans les délais et modalités d'envoi du dossier de demande de remboursement.

Le client ne s'étant pas préalablement assuré de satisfaire les exigences précitées est responsable de la somme engagée. Ni Avocalix ni France Num ne procéderont à un remboursement.